

REPUBLIQUE LIBANAISE
PRESIDENCE DU CONSEIL DES MINISTRES
MISSION DES COMPTES ECONOMIQUES

Les comptes économiques du Liban
2010

Elaborés et rédigés sous la direction de Robert Kasparian

Octobre 2011

Liste des publications antérieures

Comptes économiques 1997 - Ministère de l'économie et du Commerce - Mai 2003

Comptes économiques 1997-2002 - Ministère de l'économie et du Commerce – Juillet 2005

Comptes économiques 2003 - Présidence du Conseil des Ministres - Mai 2006

Comptes économiques 2004 - Présidence du Conseil des Ministres - Février 2007

Comptes économiques 2005 - Présidence du Conseil des Ministres - Octobre 2007

Comptes économiques 2006-2007 - Présidence du Conseil des Ministres - Décembre 2008

Comptes économiques 2008 - Présidence du Conseil des Ministres - Octobre 2009

Comptes économiques 2009 - Présidence du Conseil des Ministres - Octobre 2010

Remerciements à l'équipe qui a collaboré à la réalisation de cet ouvrage sous la direction de Robert Kasparian :

Nadine Zantout, économiste auprès de la mission des comptes économiques,

Najwa Yaacoub, statisticienne en charge des comptes économiques à l'Administration Centrale de la Statistique,

Zakia El-Khoury, secrétaire de direction auprès de la mission des comptes économiques,

Ibrahim Nader de la Banque du Liban pour les comptes du secteur financier,

Rana Bissar du ministère des finances pour les comptes de l'administration

Remerciements aussi à monsieur Riad Saadé, directeur du Centre de recherches et d'études agricoles libanais, qui a mis à la disposition de l'équipe les observations du Centre sur l'évolution de la production agricole de 2007 à 2010.

Sommaire	page
Introduction	9
Première partie. Le compte de biens et services	11
Chapitre 1. La production	13
Section I. L'agriculture et l'élevage	14
Section II. Le secteur de l'énergie et des eaux	15
Section III. L'industrie	17
Section IV. La construction	18
Section V. Les transports et communications	19
Section VI. Les services marchands	20
Section VII. Le commerce	23
Section VIII. Les services non marchands	25
Chapitre 2. Les importations	28
Chapitre 3. La consommation	35
Section I. La consommation des ménages	35
Section II. La consommation publique	42
Chapitre 4. Les investissements	44
Section I. La formation brute de capital fixe	44
Section II. La variation des stocks	45
Chapitre 5. Les exportations	46
Deuxième partie. Les comptes intégrés	51
Chapitre 1. Les comptes intégrés de l'économie nationale	54
Section I. Le compte de production	55
Section II. Le compte d'exploitation et de distribution primaire des revenus	58
Section III. Le compte de distribution secondaire des revenus	61
Section IV. Le compte d'utilisation des revenus	64
Section V. Le compte de capital	64
Section VI. Le compte financier	66
Chapitre 2. Les comptes du reste du monde et la balance des paiements	70
Section I. Le compte des opérations sur biens et services	70
Section II. Le compte des revenus primaires et des transferts courants	71
Section III. Le compte des transferts en capital	73
Section IV. Le compte financier	73
Conclusion	75
ANNEXES	
Annexe I. Les tableaux des comptes de base	85
Annexe II. Sources statistiques	107

Liste des tableaux

Tableaux dans le texte

1. Compte global de biens et services 2009-2010	11
2. Valeur ajoutée par secteur 2009-2010	13
3. La production agricole 2009-2010	14
4. La production d'énergie et eaux 2009-2010	16
5. La production industrielle 2009-2010	17
6. La production de bâtiment et travaux publics 2009-2010	19
7. La production de services de transports et communications 2009-2010	19
8. La production de services marchands 2009-2010	21
9. Compte du secteur commercial 2009-2010	24
10. Calcul de la production des services non marchands 2009-2010	26
11. Importations classées par groupe de produit 2009-2010	29
12. Importations territoriales de biens classés suivant leur utilisation 2009-2010	30
13. Ventilation des produits intermédiaires importés en produits pétroliers et autres produits 2009-2010	31
14. Consommation des ménages par nature 2009-2010	35
15. Consommation alimentaire des ménages par nature 2009-2010	36
16. Consommation des ménages d'énergie et eaux 2009-2010	37
17. Achat de biens d'équipement par les ménages 2009-2010	38
18. Consommation de biens manufacturés selon leur nature 2009-2010	39
19. Consommation intérieure de services de transports et communication 2009-2010	40
20. Consommation de services sociaux selon leur nature 2009-2010	40
21. Consommation de services individuels selon leur nature 2009-2010	41
22. Estimation du coût des services publics d'éducation et de santé 2009-2010	43
23. La formation brute de capital fixe par nature 2009-2010	44
24. Répartition de la formation brute de capital fixe par secteur public/privé 2006-10	45
25. Les exportations de biens et services par nature 2009-2010	46
26. Exportations de lingots d'or 2007-2010	47
27. Comptes intégrés de l'économie nationale (S.1) 2009-2010	52
28. Comptes du reste du monde (S.2) 2009-2010	53
29. Evolution des principaux agrégats 2006-2010	54
30. Les impôts indirects par nature 2006-2010	56
31. Les taxes sur la consommation par nature 2006-2010	56
32. Les subventions aux entreprises publiques 2006-2010	57
33. La répartition du PIB suivant les facteurs de production 2006-2010	58
34. Calcul des charges d'intérêts bancaires payées par les entreprises et les administrations 2006-2010	59
35. Evolution des charges de la dette publique et de la part des intérêts dans les charges 2006-2010	60
36. Composition du revenu national brut 2006-2010	61
37. Répartition des impôts directs par nature 2006-2010	62
38. Les cotisations sociales payées par les agents nationaux 2006-2010	62
39. Répartition des prestations sociales reçues par nature 2006-2010	63
40. Répartition des transferts courants reçus suivant leur nature 2006-2010	63

41. Calcul du RNBD 2006-2010	64
42. Répartition de la capacité (+) ou du besoin (-) de financement national par agent 2006-2010	65
43. Variation de la masse monétaire et des avoirs extérieurs nets du système bancaire 2006-2010	66
44. Variation des bons du Trésor répartis par souscripteur 2006-2010	67
45. Variation des crédits selon leur nature 2006-2010	68
46. Variation des crédits au secteur privé suivant les secteurs économiques 2006-10	69
47. Evolution des différents soldes de la balance des paiements 2006-2010	70
48. Contribution des différentes composantes de la demande à sa croissance en %/an	76

Tableaux des comptes de base (Annexe I)

1. Tableaux emplois - ressources des comptes de biens et services par groupe de produits en valeur courante et en volume aux prix de l'année précédente	
1.0. Ensemble des produits	85
1.1. Produits de l'agriculture	86
1.2. Produits de l'élevage	87
1.3. Energie et eaux	88
1.4. Produits des industries agro-alimentaires	89
1.5. Textiles, cuirs et habillement	90
1.6. Minerais non métalliques	91
1.7. Métaux, machines et appareils	92
1.8. Bois, caoutchouc et produits chimiques	93
1.9. Meubles	94
1.10. Produits industriels divers	95
1.11. Bâtiment et travaux publics	96
1.12. Transports et communications	96
1.13. Services marchands	97
1.15. Services non marchands	97
2. Tableaux entrées - sorties des comptes de biens et services, en valeur courante et en volume aux prix de l'année précédente 2006-2010	98
3. Comptes des institutions financières (Comptes des banques commerciales)	103
4. Comptes des Administrations publiques	
4.1. Comptes de l'administration centrale	104
4.2. Comptes consolidés des administrations publiques	106

Tableaux des sources statistiques (Annexe II)

I.1. Mouvement de la population	107
II.1. La production végétale	107
II.2. La production animale	108
III.1. Principaux produits pétroliers importés	109
III.2. Consommation d'électricité	109
IV.1. Les principales données sur l'Industrie en 2007	110
IV.2. Tabac manufacturé	111

IV.3.	Importations de produits intermédiaires destinés à l'industrie	111
V.1.	Permis de construire enregistrés (ordres des ingénieurs)	112
V.2.	Ventes locales de ciment	112
V.3.	Importations de matières premières pour la construction	112
VI.1.	Mouvement des marchandises au port de Beyrouth	112
VI.2.	Nombre de passagers embarqués à l'aéroport de Beyrouth	112
VI.3.	Recettes de la direction des téléphones et télécommunications	112
VII.1.	Enseignement : Nombre d'élèves et d'étudiants inscrits	113
VII.2.	Santé : dépenses publiques de santé	113
VII.3.	Services des assurances	113
VII.4.	Arrivées des voyageurs	113
VIII.1.	Recettes et dépenses budgétaires de l'Etat et leur classement	114
VIII.2.	Comptes du Trésor	115
VIII.3.	La dette publique	115
VIII.4.	Transferts du budget de l'Etat aux administrations autonomes	116
VIII.5.	Comptes du CDR	117
VIII.6.	Comptes de la Caisse Nationale de Sécurité Sociale	118
VIII.7.	Calcul de l'amortissement du capital fixe des administrations	119
IX.1.	Evolution de la situation monétaire	120
IX.2.	Distribution des crédits bancaires par secteur économique	120
X.1.	Evolution des importations par branche de production	121
X.2.	Importations suivant les principaux pays	123
X.3.	Exportations	124
X.4.	Evolution des réexportations et du transit	124
XI.1.	Indice (officiel) des prix à la consommation	125
XI.2.	Indice des valeurs unitaires des biens importés classés par branche de production	126
XI.3.	Indice des taux de change	128

Introduction

Les comptes économiques du Liban pour l'année 2010 présentés ici, sont établis suivant les mêmes conventions et méthodes qui ont été adoptées lors de la confection des comptes des années 1997 à 2009. Rappelons que, vu les lacunes dans la base des données concernant l'économie du pays, un modèle simplifié tiré de celui de la comptabilité nationale telle que recommandée par les Nations Unies et l'Union Européenne a été adopté et des méthodes d'estimation des différents postes des comptes à partir des données disponibles ont été élaborées.¹

Cependant, les estimations de certains postes ont été révisées au fur et à mesure de la disponibilité de nouvelles données sur l'économie nationale. Ainsi, notre connaissance sur les entreprises industrielles et de services s'est enrichie grâce à une enquête menée auprès des neuf cents plus grandes entreprises par l'Observatoire universitaire des réalités socio-économiques de l'Université Saint-Joseph portant sur l'année 2003, enquête financée par l'organisme de coopération technique française (ADETEF). De plus, le dépouillement des déclarations fiscales des établissements industriels et commerciaux pour les années 2003 à 2007 ainsi que les statistiques tirées des dossiers de la TVA pour les années 2003 à 2009, ont permis de dégager les tendances de l'activité de certains secteurs économiques. Les comptes des Administrations publiques ont été estimés avec plus de précision grâce au dépouillement des comptes des principales municipalités pour les années 2004 et 2005.

La croissance économique enregistrée en 2007 suite à la stagnation de 2006 s'est poursuivie avec plus d'ampleur en 2008 et 2009 et s'est quelque peu essoufflé en 2010.

Les importations ont accusé un accroissement en volume peu important suite à un tassement de la demande. La demande a été toujours soutenue par un mouvement de transferts provenant de l'extérieur qui a été moins important qu'en 2009. La balance des paiements après avoir été fortement excédentaire en 2009 est retombée à un niveau plus modeste.

Quant à l'inflation, alors qu'en 2009 les prix étaient plutôt stables, elle a repris sa tendance à la hausse sous l'influence de la hausse des prix à l'importation.

Tous ces faits sont détaillés dans les comptes qui sont présentés en deux parties :

La première partie passe en revue les comptes de biens et services qui décrivent les différents aspects de l'économie réelle et leur évolution. Elle comprend cinq chapitres consacrés aux éléments constituant l'égalité de base de ces comptes à savoir :

$$\text{production} + \text{importation} = \text{consommation} + \text{formation brute de capital fixe et variation des stocks} \\ + \text{exportation.}$$

La deuxième partie présente en deux chapitres l'équilibre général des comptes intégrant l'ensemble des flux constituant l'activité économique générale. Le premier chapitre est consacré aux comptes intégrés de

¹ Le lecteur pourra consulter le modèle des comptes et les méthodes d'estimation en détail dans les deux publications éditées par le ministère de l'économie et du commerce : « Les comptes économiques du Liban 1997 », mai 2003 et « Les comptes économiques du Liban 1997-2002 », juillet 2005

l'économie nationale. Ils reprennent les comptes de production et les enchaînent avec les comptes des opérations de répartition et les opérations financières. Le deuxième chapitre expose les comptes du reste du monde et la balance des paiements.

Les principaux comptes de base sont publiés en annexe :

1) Dans le cadre des comptes des biens et services :

- Les comptes emplois – ressources des biens et services groupés en quinze catégories
- Les tableaux entrée – sortie des comptes de biens et services suivant les sept principaux secteurs de l'économie.

2) Dans le cadre des comptes institutionnels :

- Les comptes des banques commerciales
- Les comptes de l'Administration centrale
- Les comptes estimés de l'ensemble des administrations

Les informations concernant les autres secteurs institutionnels font encore défaut.

Une rétrospective des comptes de 1997 à 2007 a été publiée avec les comptes de 2006-2007 après leur révision à la lumière des nouvelles données qui ont été disponibles. Le lecteur pourra ainsi étudier le comportement de l'économie libanaise au cours des différentes phases de la conjoncture que le pays a traversée durant les quatorze dernières années.

Première partie. Le compte des biens et services

L'économie réelle est décrite de façon synthétique par le compte global de biens et services. Le tableau n°1 ci-dessous présente les résultats de ce compte pour 2010 comparés à ceux de 2009. Une estimation des comptes à prix constants permet de dégager les effets de la variation des prix dans la variation totale et dégager ainsi la croissance réelle.

Tableau n° 1
Compte global de biens et services 2009-2010

	<i>Valeurs en milliards de LL</i>		<i>Variation en %/an</i>		
	2009	2010	2010 aux prix de 2009	des prix	des volumes
<i>Emplois</i>					
Consommation privée	41 215	44 672	43 418	2,9	5,3
Consommation publique	7 399	7 999	7 870	1,6	6,4
FBCF privé	16 426	17 880	17 377	2,9	5,8
FBCF public	1 003	1 256	1 239	1,4	23,5
Variation des stocks	685	-150	-140	...	...
Total : Dépense nationale	66 728	71 657	69 764	2,7	4,5
Exportations	10 772	12 410	12 148	2,2	12,8
Emplois = Ressources	77 501	83 067	81 912	2,6	5,7
<i>Ressources</i>					
PIB	52 235	55 965	55 867	0,2	7,0
Importations	25 265	28 102	26 045	7,9	3,1

Ainsi la croissance de l'activité économique intérieure mesurée par le Produit Intérieur Brut aux prix de l'année précédente a été en 2010 de 7% contre 9% en 2009, 8,6% en 2008, 8,4% en 2007, 0,7% en moyenne en 2005 et 2006, 7,5% en 2004 et de 2,5% en moyenne durant la période 1997-2003².

Contrairement à 2009 la demande extérieure a contribué de façon appréciable à la croissance en 2010 : Sur les 5,7% de croissance en volume de la demande totale 1,8 points sont dus aux exportations de biens et services et aux dépenses des touristes et 3,9 à la demande nationale : 3,4 points dus à la consommation et 0,5 aux investissements.

Contrairement aux années précédentes, la croissance des importations a été plus faible que celle de la demande (+3,1% en volume contre 5,7% pour la demande) et c'est la production intérieure que progressé plus vite (+7%)

Quant à l'inflation mesurée par la variation du niveau des prix à la consommation privée intérieure, elle a été de 3% en 2010 après avoir atteint en 2009 son plus bas niveau depuis 2004 : 1,3% contre 10,5% en 2008, 5,1% en 2007, 2,6% en moyenne en 2005 et 2006, 2,9% en 2004 et 0,8% en moyenne

² Les comptes des années antérieures ont été révisés.

durant la période 1997-2003. Cette inflation est presque entièrement importée, la hausse des prix des facteurs de production internes estimée à 0,2%, alors que les prix à l'importation ont grimpé de 7,9%.

L'évolution des agrégats du compte de biens et services durant l'année 2010 est décrite en détail dans les cinq chapitres qui suivent :

1. La production intérieure
2. Les importations
3. La consommation
4. La formation brute du capital fixe et la variation des stocks
5. Les exportations

Chapitre premier La production

Le produit intérieur brut (PIB) mesure le niveau de l'activité de production des différents agents économiques. Il est égal à la somme des valeurs ajoutées des entreprises (sociétés, entreprises individuelles et entreprises publiques) produisant des biens et services marchands évalués aux prix du marché et de la production des administrations de services non marchands évaluée aux coûts des facteurs.

La répartition du PIB sur les différents secteurs d'activité économique et son évolution en 2010 par rapport à 2009 sont données dans le tableau n°2.

Tableau n° 2
Valeur ajoutée par secteur 2009-2010

Secteur	Valeurs en milliards de LL		Variation en %/an		
	2009	2010	2010 aux prix de 2009	des prix	des volumes
Agriculture et élevage	2 660	2 650	2 767	-4,2	4,0
Energie et eaux	-867	-1 473	-894	...	...
Industries	3 982	4 002	4 338	-7,7	8,9
Construction	7 018	8 515	8 313	2,4	18,5
Transport et communications	3 427	3 084	3 621	-14,8	5,7
Services marchands	16 578	18 721	18 108	3,4	9,2
Commerce	14 658	15 395	14 545	5,8	-0,8
Administration	4 780	5 071	5 071	0,0	6,1
Total PIB	52 235	55 965	55 867	0,2	7,0

La croissance de l'activité économique s'est manifestée principalement dans trois secteurs : la construction, les services et l'industrie. Contrairement aux années précédentes, la valeur ajoutée du commerce à prix constant a légèrement reculé.

La croissance ou la régression de la valeur ajoutée dans un secteur dépend non seulement du développement de l'activité réelle dans ce secteur mais aussi de la variation des prix à la production et des prix des entrants. Il est remarquable de constater que malgré une croissance faible mais réelle du secteur de l'énergie, la valeur ajoutée dans ce secteur a diminué jusqu'à devenir négative suite à la très forte hausse des prix des produits pétroliers servant à la production d'électricité, hausse non accompagnée par une hausse équivalente des prix de vente de l'énergie électrique.

Les sections qui suivent donnent le détail de la formation de la valeur ajoutée dans les différents secteurs.

Section I. L'agriculture et l'élevage

La valeur ajoutée dans l'agriculture et l'élevage est calculée en retranchant de la production aux prix à la ferme la valeur estimée de la consommation intermédiaire ainsi que le montre le tableau ci-dessous (tableau n° 3).

Tableau n° 3
La production agricole 2009-2010

Branche de production	Valeurs en milliards de LL		Variation en %/an		
	2009	2010	2010 aux prix de 2009	des prix	des volumes
Céréales	104	73	73	-1,0	-29,4
Fruits	1 409	1 620	1 683	-3,8	19,4
Cultures industrielles	110	121	119	1,7	7,8
Légumes et autres plantes	725	797	754	5,6	4,1
Produits de l'agriculture	2 348	2 610	2 630	-0,7	12,0
Animaux vivants	414	348	337	3,3	-18,8
Produits d'origine animale	458	379	438	-13,3	-4,5
Produits de la pêche	119	119	119	0,0	0,0
Pr. de l'élevage et pêche	992	846	893	-5,3	-9,9
Total général	3 340	3 457	3 523	-1,9	5,5
- Consommation intermédiaire	680	807	756	6,7	11,1
= Valeur ajoutée brute	2 660	2 650	2 767	-4,2	4,0

Dans l'ensemble, la valeur ajoutée dans le secteur de l'agriculture a légèrement baissé en 2010 par rapport à 2009 (-0,2%). Cette baisse est due à une hausse de la valeur des produits intermédiaires consommés plus forte que celle de la production (+18,6% contre 3,5%). A prix constants la valeur ajoutée dans ce secteur a toutefois accusé une hausse de 4,0% dénotant ainsi une baisse des prix des facteurs de production.

Evolution de la production³

La production végétale a accusé une hausse importante en volume et en valeur durant l'année 2010 dans toutes les branches sauf dans la branche des céréales.

La hausse de 19,4% des quantités de fruits produits est due en grande partie à la très forte hausse dans la production d'olives en 2010, hausse qui fait suite à la baisse de la production l'année précédente suivant le cycle alterné de cette culture. En effet, d'après les estimations du Ministère de l'agriculture, la production d'olives aurait été de 177 300 tonnes en 2006, 76 200 tonnes en 2007, 123 500 tonnes en 2008 et de 88 500 tonnes en 2009. En attendant la publication des statistiques agricoles, la production de 2010 a été estimée à 2,1 fois celle de 2009 soit 189 200 tonnes. La production en quantités de

³ Le ministère de l'agriculture n'ayant pas encore établi les statistiques de la production pour 2010, l'évolution de la production entre 2009 et 2010 a été estimée pour les principales cultures grâce aux observations du Centre Libanais de Recherche et d'Etudes Agricoles.

l'ensemble des autres fruits aurait par contre augmenté de 7,4% d'après les observations du Centre Libanais de Recherches et d'Etudes Agricoles.

Quant à la variation des prix à la ferme de l'arboriculture, elle aurait été de -30,5% pour les olives et de +3,0% pour les autres fruits.

La production de légumes dont la valeur vient en deuxième rang en importance dans le secteur de l'agriculture a été plus élevée qu'en 2009 aussi bien en volume (+4,1%) qu'en valeur (+9,9%) profitant d'une hausse des prix à la ferme évaluée à 5,6% malgré une baisse des prix de la pomme de terre (-23%) intervenant après la forte hausse enregistrée en 2009 (+66,5%).

Les cultures industrielles sont constituées essentiellement du tabac dont la production a été en hausse.

La production de céréales a continué à décroître comme en 2009. Mais la régression a été accompagnée aussi d'une légère baisse des prix, suivant en cela la tendance internationale des prix de ces denrées.

Les secteurs de l'élevage et de la pêche ont vu leur production augmenter en volume avec une stagnation des prix.

La consommation intermédiaire dans l'agriculture et l'élevage

Contrairement à la production qui fait l'objet de statistiques régulières de la part du ministère de l'agriculture, la consommation intermédiaire dans ce secteur n'est pas saisie par enquête directe auprès des agriculteurs et des fermiers ; elle a été estimée de façon indirecte par l'examen de la production et de l'importation de produits destinés à l'agriculture et à l'élevage : semences et plants, eau d'irrigation, engrais, pesticides, aliments pour le bétail, etc. Ces produits sont d'ailleurs en grande partie importés, ce qui permet aussi de calculer approximativement l'évolution de leur prix de vente aux agriculteurs ainsi que des quantités utilisées.

La variation du volume des produits intermédiaires utilisés dans l'agriculture en 2010 par rapport à 2009 a dépassé celle de la production (11,1% contre 5,5%). La progression du volume des entrants dans l'agriculture a été accompagnée en outre d'une hausse de leurs prix (+6,7%) due à hausse des prix à l'importation des insecticides et des carburants.

Section II. Le secteur de l'énergie et des eaux

Parallèlement aux entreprises publiques qui contrôlent la production et la distribution de l'électricité et de l'eau, il existe, en raison des coupures fréquentes sur le réseau de distribution public, de petits établissements privés qui produisent et vendent de l'électricité à l'échelle du quartier et aussi des établissements qui distribuent de l'eau aux domiciles par camions citernes. Les estimations de 2010 sont basées sur les estimations antérieures en utilisant les indicateurs disponibles.

L'évolution du compte de production de ce secteur entre 2009 et 2010 se présente comme suit (tableau n° 4) :

Tableau n° 4
La production d'énergie et eaux 2009-2010

Branche de production	Valeurs en milliards de LL		Variation en %/an		
	2009	2010	2010 aux prix de 2009	des prix	des volumes
Combustibles solides	13	13	13	0,0	5,0
Electricité	1 246	1 310	1 303	0,6	4,5
Eaux	199	204	204	0,0	2,2
Total	1 458	1 527	1 519	0,5	4,2
- Consommation intermédiaire	2 325	3 000	2 414	24,3	3,8
= Valeur ajoutée brute	-867	-1 473	-894	...	...

Note : les chiffres des années précédentes ont été révisés

Evolution de la production

L'évolution en volume de la production d'électricité était estimée grâce aux statistiques de la distribution du courant électrique sur le réseau qui est en fait un indicateur de la consommation et non de la production. A partir de 2007 l'estimation tient compte de l'achat du courant à la Syrie et plus récemment à l'Egypte. Les quantités de courant distribuées ont haussé en 2010 de 4,5% passant de 11 920 millions de KWh en 2009 à 12 456 M. KWh en 2010, tandis que l'achat de courant à la Syrie et à l'Egypte a passé de 1 116 à 1 249 millions de KWh ; on en déduit une hausse de la production de l'EDL de 4,3% en volume. Cependant une hausse de 4,5% de la production totale a été retenue pour tenir compte du développement des fournisseurs privés.

En l'absence de données sur la distribution d'eau, la consommation de ce bien a été supposée augmenter proportionnellement à la croissance du nombre de logements.

Quant aux prix, ils sont en théorie constants puisque aucun changement de tarif n'est intervenu entre 2009 et 2010. Cependant, le tarif de l'électricité étant progressif, le prix moyen du KWh distribué dépend de la répartition de la consommation entre les ménages. D'après les données de l'EDL, le prix moyen du KWh facturé en 2010 était très légèrement supérieur à celui de 2009 (+0,6%).

Evolution de la consommation intermédiaire et de la valeur ajoutée dans le secteur de l'énergie

La consommation intermédiaire dans ce secteur a fortement haussé en valeur (+29%) hausse principalement due à la hausse des prix, notamment du fuel utilisé dans les centrales électriques, le volume des entrants n'ayant augmenté que de 3,8%.⁴

En conséquence, la valeur ajoutée dans ce secteur, qui représente une faible part de la valeur de la production, a diminué de 606 milliards de LL passant de -867 milliards en 2009 à -1 473 milliards de LL en 2010. Notons que la valeur ajoutée dans ce secteur est négative depuis 2005.

⁴ Les importations de fuel et de gasoil ont baissé en 2010 mais la consommation a augmenté au même rythme que la production grâce au puisement sur les stocks constitués en 2009.

Section III. L'industrie

Le tableau n°5 montre l'évolution de la production des différentes branches de l'industrie ainsi que celle de la consommation intermédiaire suivant la nature des biens et services utilisés dans le processus de production.

Tableau n° 5
La production industrielle 2009-2010

Branche de production	Valeurs en milliards de LL		Variation en %/an		
	2009	2010	2010 aux prix de 2009	des prix	des volumes
Production					
Agro-alimentaires	4 026	4 384	4 218	3,9	4,8
Textiles	879	997	983	1,5	11,7
Minéraux non métalliques	1 728	1 871	1 951	-4,1	12,9
Métaux, machines et appareils	2 003	2 214	2 190	1,1	9,3
Bois, caoutchouc et chimie	1 299	1 565	1 527	2,5	17,5
Meubles	894	930	914	1,8	2,3
Autres branches	1 498	1 671	1 478	13,0	-1,4
Total	12 328	13 633	13 261	2,8	7,6
Consommation intermédiaire					
Produits agricoles	1 138	1 279	1 228	4,1	7,9
Produits de l'élevage	697	885	711	24,3	2,0
Energie et eaux	713	984	781	25,9	9,6
Produits agro-alimentaires	362	413	360	14,8	-0,5
Textiles	373	391	397	-1,5	6,5
Minéraux non métalliques	1 129	1 247	1 231	1,3	9,0
Métaux, machines et appareils	1 799	1 965	1 881	4,4	4,6
Bois, caoutchouc et chimie	1 444	1 697	1 571	8,0	8,8
Autres produits manufacturés	113	107	110	-2,7	-3,2
Services	579	664	652	1,9	12,7
Total	8 346	9 630	8 923	7,9	6,9
Valeur ajoutée brute	3 982	4 002	4 338	-7,7	8,9

Dans l'ensemble, après un ralentissement en 2009, le volume de la production industrielle (output) a repris le chemin de la croissance : 7,6% en 2010 contre +1,4% en 2009, +5,4% en 2008 et +6,8 en 2007. Le volume des entrants (input) dans l'industrie ayant augmenté dans une proportion moins importante (+6,9%) que celui de la production, il en est résulté une variation de la valeur ajoutée à prix constants plus importante (+8,9%).

Par ailleurs, les industriels ont haussé leurs prix à la production dans une proportion inférieure à celle des prix des produits intermédiaires consommés (+2,8% au lieu de +7,9% pour les inputs), ce qui traduit une baisse dans les prix des facteurs de production (-7,7%). Signalons que ces chiffres sont approximatifs, vu le manque d'observations directes sur les prix à la production.

Evolution de la production industrielle

Toutes les branches n'ont pas profité de façon égale de la croissance de la demande :

- La croissance de la production des *industries agroalimentaires* est due à la hausse importante de la production d'huile d'olive consécutive à la hausse de la production d'olives (voir section I, l'évolution de la production végétale). Ainsi le volume de la production des corps gras alimentaires a haussé de 35,6% alors que celui des autres branches des industries agroalimentaires haussait de 2,2% seulement.
- Les *industries du textile et du cuir* ont poursuivi leur progression amorcée l'année précédente.
- La hausse du volume de la production *des produits à base de minerais non métalliques* est liée à la demande du secteur des bâtiments et travaux publics.
- Les *industries des métaux, machines et appareils* et celles *du bois, du caoutchouc et des produits chimiques* ont profité de la hausse de la demande sur ces produits. L'évolution de la production a été aussi importante sinon plus que celle des importations.
- L'évolution de la production des *meubles* a été plus modeste.
- Les autres industries (*industries diverses*) comprennent essentiellement l'édition et la bijouterie. La production des éditions a augmenté de 2,2% en volume. Quant à la production de bijoux, elle a régressé de 6,2% en volume mais a augmenté de 16,5% en valeur suite à la hausse des prix des métaux et pierre précieux.

Evolution de la consommation intermédiaire dans l'industrie

La composition des intrants dans l'industrie varie en fonction de l'évolution de la production des différentes branches. La hausse substantielle des prix de certaines matières premières (+24,3% des prix des produits de l'élevage, +25,9% des prix des produits pétroliers, +14,8% des produits agroalimentaires) a créé aussi une distorsion dans la structure des entrants.

Section IV. La construction

Comme pour la production industrielle, la croissance réelle de la construction est déduite des statistiques sur les matières premières utilisées dans ce secteur : livraison intérieure de ciment par les cimenteries locales et produits importés utilisés dans le bâtiment et les travaux publics. Le tableau n°6 montre la variation de la production de bâtiments en valeur et en volume ainsi que celle des produits consommés dans la construction.

N'étant pas observée directement, la variation des prix à la construction a été estimée par la moyenne pondérée de l'évolution du salaire de l'ouvrier et des prix des matières premières. Le prix de la main d'œuvre ayant haussé d'environ 5%, la hausse des prix à la construction aura été de 3,5% seulement en raison de la hausse plus modérée dans la valeur des matières premières destinées à la construction (-11% dans la valeur du ciment portland et +6% dans la valeur des matières premières importées)

Tableau n° 6
La production de bâtiment et travaux publics 2009-2010

	<i>Valeurs en milliards de LL</i>		<i>Variation en %/an</i>		
	2009	2010	2010 aux prix de 2009	des prix	des volumes
Production	10 849	13 197	12 835	2,8	18,3
Consommation intermédiaire					
Minéraux non métalliques	1 373	1 680	1 659	1,3	20,8
Métaux machines et appareils	1 452	1 693	1 621	4,4	11,6
Bois, caoutchouc et chimie	353	458	424	8,0	20,3
Autres produits	56	77	63	22,2	11,2
Services	596	773	755	2,4	26,6
Total	3 831	4 681	4 522	3,5	18,0
Valeur ajoutée brute	7 018	8 515	8 313	2,4	18,5

La variation du volume des produits intermédiaires consommés a été légèrement moins importante que celle de la production, ce qui a eu pour effet de hausser le taux de croissance de la valeur ajoutée à prix constants au dessus de celui de la production (18,5% contre 18,3%)

Les prix de l'ensemble des facteurs de production formant la valeur ajoutée (amortissement, salaires et revenus mixtes) auraient accusé une hausse de 2,4%.

Section V. Les transports et communications

La croissance du secteur des transports et communications s'est ralentie durant l'année 2010 (+6,3% en volume contre 12,7% en 2009). Ce ralentissement est dû principalement à la faible croissance des télécommunications qui constitue la branche la plus importante de ce secteur, ainsi que le montre le tableau n° 7 ci-dessous.

Tableau n° 7
La production de services de transports et communications 2009-2010

Branche de production	<i>Valeurs en milliards de LL</i>		<i>Variation en %/an</i>		
	2009	2010	2010 aux prix de 2009	des prix	des volumes
Transports routiers	1 185	1 275	1 273	0,2	7,4
Transports aériens et autres	759	831	831	0,0	9,5
Postes et télécommunications	3 688	3 722	3 883	-4,2	5,3
Total	5 632	5 828	5 987	-2,7	6,3
- Consommation intermédiaire	2 205	2 744	2 366	15,9	7,3
= Valeur ajoutée brute	3 427	3 084	3 621	-14,8	5,7

Note : les estimations de la branche des PTT ont été révisées

Par contre, la production de la branche du transport aérien progressé de 9,5% suivant les statistiques de l'IATA. Quant au transport routier, il aurait crû, au vu du mouvement de la population et des touristes,

de 7,4% en 2010 avec une stabilité des prix. Il faut noter cependant qu'il s'agit seulement des transports de personnes. Ainsi la production de la branche des transports routiers est sous-estimée en valeur absolue du fait qu'elle ne prend pas en compte, faute de renseignements, les transports de marchandises. Ceci a pour conséquence de diminuer la part de ce secteur dans le PIB au profit des autres secteurs, notamment le commerce.

La baisse des prix de la valeur ajoutée (-14,8%) est due à la hausse des prix des intrants (+15,9%), notamment des prix des carburants, hausse non répercutée sur les prix à la production : D'après les relevés de l'ACS, les prix des transports routiers et aériens auraient stagné alors que les prix des télécommunications auraient baissé de 4,2%.

Section VI. Les services marchands

Du compte de production du secteur des services marchands autres que les transports, communications et commerce reproduit dans le tableau n° 8 ci-dessous, il ressort que ce secteur a connu une progression plus forte que celle constatée en 2009 : la valeur ajoutée a crû en termes réels de 8,8% en 2010 contre 5,2 % en 2009.

Evolution de la production de services marchands

Le secteur des services marchands est très hétérogène et groupe des activités qui ont connu des développements différents.

a) Les services aux entreprises

Il s'agit des services techniques, juridiques, de comptabilité, d'informatique, de location de matériels, de courtage, etc. La production de ces services n'est pas estimée à partir d'enquêtes directes auprès des entreprises. Elle est égale à la somme des consommations intermédiaires des différents secteurs utilisateurs de ces services, en particulier l'administration publique, et des exportations. Les erreurs d'estimation possibles des consommations intermédiaires n'affectent pas l'estimation du PIB mais sa répartition entre le secteur des services et les autres secteurs. Par contre, une erreur sur l'estimation des exportations de services affecte le PIB.⁵ D'après une enquête effectuée en 2004, les exportations de tels services auraient été le principal facteur de leur développement.

Les prix de ces services n'ont fait l'objet d'aucune évaluation. Alors qu'ils étaient maintenus constants dans les comptes des années antérieures à 2008, une croissance de 10% a été retenue pour 2008, de 1,2% pour l'année 2009 et de 3,0% pour 2010 compte tenu du taux d'inflation.

⁵ Les comptes de ce secteur ont été révisés en 2003 à la lumière des résultats des enquêtes effectuées auprès des grandes entreprises. Il est apparu que les exportations de services adoptées dans les comptes 1997-2002 étaient sous-évaluées.

Tableau n° 8
La production de services marchands 2009-2010

Branche de production	Valeurs en milliards de LL		Variation en %/an		
	2009	2010	2010 aux prix de 2009	des prix	des volumes
Services aux entreprises	2 009	2 140	2 078	3,0	3,5
Entretien et réparation	408	410	403	1,6	-1,3
Logement	2 648	2 765	2 723	1,6	2,8
Hôtels et restaurants	1 993	2 295	2 178	5,4	9,3
Services personnels divers	1 123	1 144	1 135	0,8	1,0
Services de santé	2 983	3 603	3 597	0,2	20,6
Services d'éducation	4 105	4 564	4 159	9,8	1,3
Services financiers	4 322	5 194	5 043	3,0	16,7
Total	19 590	22 115	21 315	3,8	8,8
- Consommation intermédiaire	3 012	3 394	3 206	5,9	6,4
= Valeur ajoutée brute	16 578	18 721	18 108	3,4	9,2

b) Les services d'entretien et réparation

Il s'agit ici uniquement des services d'entretien et de réparation utilisés par les ménages et les administrations qui sont les seuls à avoir été saisis statistiquement. Les services d'entretien utilisés par les entreprises n'ont pas fait l'objet d'estimations et ont été négligés ; en conséquence la répartition du PIB entre le secteur des services et les autres secteurs, est biaisée.

La consommation des ménages en services d'entretien et de réparation, principale composante de la production de ce secteur, est connue grâce à l'enquête sur le budget des ménages de 1997. Les estimations pour les autres années ont été effectuées à l'aide d'indicateurs : l'importation des pièces de rechange pour la réparation des voitures et de l'électroménager, la croissance du nombre de logements (de ménages) pour l'entretien des bâtiments. D'après ces indicateurs, la consommation et donc la production de tels services aurait connu en 2010 une régression de 1,3% en volume et une hausse des prix de 1,6%.

c) Le service de logement

La production du service de logement comprend les loyers payés par les administrations publiques et la valeur locative des logements occupés par les ménages. Les loyers payés par les entreprises ne sont pas connus et en conséquence, font partie de la valeur ajoutée des différents secteurs marchands.

En l'absence de statistiques sur l'évolution de l'habitat, l'accroissement du nombre de logements occupés a été supposé être égal au nombre de mariages enregistrés annuellement net des reprises de logements anciens. En 2010, ce nombre représente 2,8% des logements occupés l'année précédente. La valeur locative moyenne d'un appartement a par ailleurs haussé de 1,6% d'après les relevés de prix effectués par l'ACS.

d) Les services des hôtels et restaurants

Par convention et commodité de traitement statistique, la production des hôtels et restaurants est égale à leur chiffre d'affaires diminué de la valeur des achats de nourritures et boissons servies aux clients. Partant des estimations de 1997, la production de ce secteur pour les années suivantes a été estimée en utilisant comme indicateur de croissance réelle la moyenne simple des taux de croissance des arrivées des touristes et de la population résidente. C'est ainsi que le taux de croissance de ce secteur a été estimé à 9,3% au regard de la hausse du mouvement touristique : l'arrivée de voyageurs étrangers a crû de 17,6% en 2010 par rapport à 2009 (2,168 millions d'arrivées en 2010 contre 1,844 millions en 2009).

Les variations des prix des services d'hôtellerie et de restauration (+5,4%) sont déduites des observations de l'ACS.

e) Les services personnels divers

Il s'agit des services de loisirs, de soins personnels et ménagers. Ils sont connus grâce à l'enquête sur les budgets des ménages de 1997. L'estimation pour les autres années a été faite de façon arbitraire en appliquant aux données de 1997 un taux de croissance réelle variant entre 0 et 1,4% par an entre 1997 et 2009 et de 1% pour 2010. Le taux de variation des prix est calculé grâce aux relevés de prix de l'ACS.

f) Les services de santé

Les services de santé ont fait l'objet de nombreuses études entre 1997 et 1999 : enquête sur les conditions de vie des ménages (ACS 1997), les comptes de la santé (OMS 1998), enquête sur l'utilisation des services de santé (ACS, OMS 1999). Les estimations retenues pour 1997 sur la base de ces études ont été projetées sur les années suivantes en retenant l'importation de médicaments comme indicateur de la production des services de santé.

D'après ces estimations, le secteur de la santé (secteur marchand, à l'exclusion des services publics de santé) aurait repris sa progression à partir de 2009 après un ralentissement en 2008 (+20,6% en 2010 et + 11% en 2009, contre 1,3% en 2008, +15,1% en 2007 et 3,2% en moyenne entre 1997 et 2006).

Les variations des prix (0,2% en 2010) ont été déduites des observations de l'ACS.

g) Les services d'éducation

La production de services d'éducation comprend uniquement les frais de scolarités et la valeur des services annexes reçus par les écoles et les universités de l'enseignement privé. Les services des écoles publiques et de l'Université libanaise sont comptés avec les services non marchands du secteur de l'administration (voir plus loin chapitre 3, section 2). Les estimations de 1997 ont été projetées sur les années suivantes en fonction de l'évolution du nombre d'élèves et d'étudiants enregistrés dans les établissements d'enseignement privés et des prix de scolarité relevés par l'ACS.

Le résultat de ces estimations fait apparaître un taux de croissance réelle de ce secteur de 1,3% en 2010 contre 3,6% en 2009, 4,3% en 2008, et une moyenne de 2,5% par an durant la période 1997-

2007. La progression de ce secteur est due essentiellement au développement des universités privées. Les relevés de prix de l'ACS font apparaître une hausse des prix de 9,8% en 2010.

h) Les services financiers

Les services financiers comprennent les services bancaires et les services d'assurances.

La valeur de la production de services bancaires est définie comme étant égale aux intérêts et commissions reçus par les banques, diminués des intérêts payés aux déposants. Les données ayant servi au calcul de la production de ces services sont fournies par les comptes de "pertes et profits" communiqués à la Banque du Liban.

La valeur de la production bancaire (banques commerciales, banques d'affaires et institutions financières) a passé de 3 845 milliards de LL en 2009 à 4 565 milliards en 2010, soit une hausse de 18,5% alors qu'elle avait progressé de 6,2% en 2009, de 21,1% en 2008 et de 7,3% en 2007. Il est évident qu'une bonne partie de la croissance en 2008 est due à l'inflation. C'est pourquoi, alors que les « prix » à la production des services bancaires qui étaient maintenus constants dans les comptes précédents faute de méthodes adéquates pour leur détermination, un taux de croissance de 10% égal au taux de l'inflation a été adopté arbitrairement pour estimer la croissance réelle du produit bancaire en 2008. Pour 2010, le taux d'inflation est estimé à 3%.

De même, la production des services d'assurances est définie comme étant égale à la différence entre les primes reçues et les indemnités payées. Là encore il n'est pas envisagé de définir le prix du service ainsi défini.

La valeur de la production de service d'assurances a été révisée à la lumière de nouvelles statistiques fournies par le ministère de l'économie et du commerce à partir de 2005. Ce secteur a connu une très forte croissance durant les dix dernières années. Durant la période quinquennale 1997-2002, le produit des assurances a passé de 182 à 299 milliards de LL soit un taux de croissance moyen de 10% par an. Entre 2003 et 2005, la progression a été encore plus forte : +16% en 2003, +21% en 2004 et +20% en 2005. A partir de 2006, la croissance s'est poursuivie à un rythme ralenti passant de 365 milliards en 2005 à 520 milliards de LL en 2008. Après une baisse en 2009, le produit des assurances, d'après les indications fournies par la direction du contrôle des sociétés d'assurance au ministère de l'économie nationale, aurait repris sa tendance à la hausse en 2010 pour atteindre 629 milliards de LL contre 477 milliards en 2009.

Section VII. Le commerce

Evolution de la production du secteur commercial

La valeur de la production de services commerciaux est mesurée par les marges commerciales au sens large (différence entre les prix de vente et les prix d'achat) et les commissions reçues par les intermédiaires entre utilisateurs et producteurs de marchandises. Ces marges comprennent les taxes sur la consommation payées par les commerçants et les marges du commerçant à proprement parler. Le

tableau n° 9 ci-dessous récapitule les éléments rentrant dans le calcul de la production du secteur commerce.

Seules les taxes payées lors de l'entrée de la marchandise sur le territoire libanais ont pu être répertoriées. Elles comprennent les droits de douanes, la taxe sur la consommation et, depuis 2002, la TVA perçus sur les marchandises importées.

Les marges du commerce intérieur sont égales à la différence entre la valeur des emplois de biens et services et celle des importations et de la production locale diminuée du montant des taxes payées par les importateurs. Ainsi calculées, les marges comprennent les taxes internes telles que la TVA interne que les statistiques actuelles ne permettent pas d'affecter aux différents groupes de produits.

Le calcul des marges aux prix de l'année précédente revient à calculer les marges d'une année en appliquant au volume des biens échangés, le coefficient de marge de l'année précédente. Ce calcul a été fait séparément pour les taxes et les marges du commerce intérieur. En ce qui concerne les prix des services du commerce extérieur, aucune estimation de leur évolution n'est possible ; ils ont été supposés augmenter suivant le même taux que celui de l'inflation, soit 10% en 2008, 1,2% en 2009 et 3% en 2010.

Tableau n° 9
Compte du secteur commercial 2009-2010

Composantes du produit du commerce	Valeurs en milliards de LL		Variation en %/an		
	2009	2010	2010 aux prix de 2009	des prix	des volumes
Taxes sur les importations	4 754	5 081	4 670	8,8	-1,8
Marges du commerce intérieur	10 777	11 316	10 795	4,8	0,2
Services du commerce extérieur	1 152	1 169	1 135	3,0	-1,5
Total = production	16 683	17 566	16 600	5,8	-0,5
- Consommation intermédiaire	2 025	2 171	2 055	5,6	1,6
= Valeur ajoutée brute	14 658	15 395	14 545	5,8	-0,8

La lecture du tableau n° 9 nous apporte les renseignements suivants :

- Les taxes sur les importations ont atteint 5 081 milliards de livres, soit une hausse relative par rapport à 2009 de 6,9%. Par comparaison au taux de croissance des importations en valeur aux prix courant (+10,5% d'après les douanes), cela dénote une baisse du ratio taxes sur importations qui passe de 19,3% en 2009 à 18,8% en 2010. Si les prix à l'importation et les ratios taxes/valeur des importations n'avaient pas changé, la valeur des taxes à l'importation aurait atteint 4 670 milliards de LL, soit une baisse par rapport à 2009 de 1,8%, ce qui est aussi différent du taux de variation réelle des importations (+2,6% d'après les données douanières avant modification). Cet écart résulte principalement de la différence entre la croissance des importations de produits taxés et celle de produits exempts ou moins taxés et non d'une modification des taux.
- Les marges du commerce intérieur ont aussi augmenté de façon modérée passant de 10 777 milliards de LL en 2009 à 11 316 milliards en 2010, soit +5%. Calculées à prix et taux de

marge constants, les marges auraient atteint 10 795 milliards de LL soit en hausse de 0,2% seulement. En conséquence, les « prix » du service de commerce auraient haussé de 4,8%.

- Les services du commerce extérieur sont estimés à partir du mouvement de transit des marchandises et le commerce de réexportations. Leur valeur a augmenté de 1,5% en 2010 par rapport à 2009. En retenant le taux d'inflation de 3% comme étant la hausse des prix de ces services, leur production en termes réels aurait reculé de 1,5%.

La consommation intermédiaire et la valeur ajoutée dans le secteur du commerce

La consommation intermédiaire est estimée pour l'année 1997 puis projetée sur les années suivantes suivant les mêmes méthodes que dans les autres secteurs de l'économie. Rappelons que les services de transport de marchandises ne sont pas inclus dans les entrants du commerce, ce qui entraîne une légère surévaluation de la valeur ajoutée dans ce secteur contrebalançant la sous-évaluation de la valeur ajoutée du secteur des transports.

Les prix des produits consommés par le secteur du commerce ont haussé dans l'ensemble de 5,6% en 2010.

Compte tenu de l'évolution des "prix" à la production de ce secteur, la valeur ajoutée à prix constants a baissé en 2010 de 0,8% contre une hausse de 17,4% en 2009.

Section VIII. Les services non marchands

Les services non marchands sont fournis par les administrations publiques qui comprennent l'Administration centrale, les administrations autonomes et les municipalités. Comme leur dénomination l'indique, ces services ne sont pas vendus sur un marché et n'ont donc pas de prix au sens courant du terme. Leur valeur est alors estimée à leurs coûts constitués par les trois éléments suivants: valeur des biens et services marchands consommés, valeur de l'amortissement du capital fixe public et salaires des fonctionnaires.

Seuls les comptes de l'Administration centrale et ceux du Conseil du développement et de la reconstruction (CDR) sont publiés régulièrement. Les autres administrations ont fait l'objet d'estimations en 1997. Ces estimations ont été projetées sur les autres années à partir d'indicateurs contenus dans les comptes du Trésor public.

Le tableau n°10 montre le détail des éléments rentrant dans le calcul de la production des administrations en 2010 comparée à celle de 2009.

La valeur des biens et services marchands consommés constitue la consommation intermédiaire dans le processus de production ; la valeur ajoutée des administrations est donc égale aux salaires des fonctionnaires et à l'amortissement du capital fixe à usage collectif.

Tableau n° 10
Calcul de la production des services non marchands 2009-2010

Eléments du coût	Valeurs en milliards de LL		Variation en %/an		
	2009	2010	2010 aux prix de 2009	des prix	des volumes
Consommation intermédiaire					
Energie et eaux	185	213	169	25,9	-8,7
Produits manufacturés	243	280	258	8,4	6,1
Transport et communications	33	38	40	-4,1	19,9
Services financiers	1 365	1 490	1 446	3,0	5,9
Autres services marchands	791	908	886	2,5	12,2
Total : cons. intermédiaire	2 617	2 927	2 799	4,6	7,0
Eléments de la valeur ajoutée					
Amortissements	1 035	1 048	1 048	0,0	1,3
Salaires	3 745	4 022	4 022	0,0	7,4
Total : Valeur ajoutée brute	4 780	5 071	5 071	0,0	6,1
Valeur de la production	7 398	7 998	7 869	1,6	6,4

a) La consommation intermédiaire de biens et services marchands

Plus de la moitié des biens et services marchands consommés par les administrations publiques sont constitués par la valeur des services bancaires inclus dans le service de la dette. En effet, une partie des intérêts payés par l'Etat aux banques ayant souscrit aux bons du Trésor constitue le paiement du service bancaire dont la valeur est mesurée par la différence entre les intérêts reçus et les intérêts payés aux déposants. La valeur estimée des services financiers payés par l'Administration a passé de 633 milliards de LL en 1997 à 736 milliards en 2002 puis a régressé jusqu'à 487 milliards en 2004. A partir de 2005, la valeur de ces services est repartie à la hausse pour atteindre 1 278 milliards de LL en 2008, 1 365 milliards en 2009 et 1 490 milliards en 2010. La hausse de 9,1% entre ces deux dernières années est due en partie à des souscriptions plus importantes aux bons du Trésor par le système et en partie à la hausse des marges du produit bancaire. En effet, les intérêts reçus par les banques sur leurs souscriptions aux bons du Trésor ont accusé une hausse de 2,8% passant de 3 545 milliards en 2009 à 3 645 milliards en 2010, hausse accompagnée d'une hausse du ratio marge bancaire sur intérêt reçu qui passe de 30,9% en 2009 à 33,4% en 2010.

b) La valeur ajoutée des administrations publiques

La valeur ajoutée des administrations est calculée aux coûts des facteurs à savoir : valeur de l'usure du capital fixe (amortissements) et rémunération du facteur travail.

La valeur des amortissements des biens publics est, par convention, égale au trentième de leur valeur actualisée. Cette valeur a été calculée en cumulant les dépenses de l'Etat pour la formation brute de capital fixe des trente dernières années, la valeur des dépenses d'une année passée étant actualisée par un indice de prix adéquat. A défaut de l'existence d'un tel indice pour les années antérieures à 1997,

nous avons adopté l'indice du salaire minimum. (Voir en annexe le détail des calculs). Ainsi calculée, la valeur des amortissements a haussé en 2010 de 1,3% en valeur et en volume.⁶

Quant aux salaires, ils ont augmenté de 7,4% le taux des rémunérations étant resté inchangé.

c) La variation en volume des services non marchands

Les services non marchands n'ayant pas de prix à proprement parler, le calcul du volume de tels services aux prix d'une année de référence se fait en additionnant les éléments du coût évalués aux prix de référence choisis.

Ainsi, la variation du coût des services non marchands en 2010 évalués aux prix de 2009 aura été de +6,4% pour une variation de +8,1% en valeur.

⁶ Le calcul des amortissements a été révisé pour les années précédentes ainsi que la valeur des services non marchands.

Chapitre 2 Les importations

Les importations comprennent les importations de biens sur le territoire national et les dépenses de consommation hors du territoire de résidents au Liban. Les importations de services n'apparaissent pas car elles sont déduites des exportations de services. A partir de 2007, l'achat à la Syrie et à l'Egypte de courant électrique est aussi comptabilisé dans les importations.

Les importations de biens sur le territoire sont connues grâce aux statistiques douanières. Leur valeur comprend les coûts du fret et de l'assurance jusqu'aux postes douaniers (prix caf). Cependant, quelques modifications sont apportées à ces statistiques : en premier lieu, l'importation de lingots d'or pour la constitution de réserves ou dans un but spéculatif n'est pas prise en compte ; seule la partie de l'or utilisée dans la joaillerie est incluse dans les importations. En second lieu, la valeur et les quantités de produits pétroliers importés ont été modifiées suivant les statistiques fournies par la direction générale du pétrole⁷.

Le tableau n°11 récapitule le chiffre des importations suivant le classement adopté pour l'élaboration des comptes et leur évolution en 2010 par rapport à 2009 en valeur et en volume.

Après le fort taux de croissance enregistré en 2009, le rythme des importations au sens territorial s'est considérablement ralenti en 2010 : 2,7% en termes réels contre 20,4% en 2009. Mais contrairement à 2009 où les prix à l'importation avaient fortement chuté (-14,1%), ces prix ont progressé de 8,1% en 2010. Ainsi, la valeur des importations a accusé une hausse annuelle plus importante en 2010 : 11% contre 3,4% en 2009.

Les taux de changes des principales devises étant en légère baisse (l'indice commercial des taux de change a baissé de 4,2%), la hausse des prix à l'importation est principalement due à la hausse des prix

⁷ Le tableau ci-dessous montre les modifications apportées aux statistiques douanières

	Valeurs en milliards de LL			Variation en %/an	
	2009	2010	2010 aux prix de 2009	des prix	des volumes
Valeurs douanières	24 492	27 076	25 122	7,8	2,6
Correction pétrole :	76	337	202		
-valeurs douanières	-4 446	-5 020	-4 028	24,6	-9,4
+valeurs Direction du pétrole	4 522	5 357	4 230	26,6	-6,5
Valeurs exclues	-168	-317	-250		
Monnaie et objets de collection	-25	-14	-17	-14,4	-37,0
lingots d'or	-297	-483	-385	25,5	29,7
+ or pour bijouterie	154	180	143	25,5	-7,1
Total des modifications	-92	20	-56		
Total modifié	24 400	27 095	25 066	8,1	2,7

des produits pétroliers (+25,3%). On note aussi une hausse des prix de certains produits alimentaires de base : sucre (+32,6%), viande (+24,2%) et céréales (+16,1%).

Tableau n° 11
Importations classées par groupe de produit 2009-2010

Nature du produit	Valeurs en milliards de LL		Variation en %/an		
	2009	2010	2010 aux prix de 2009	des prix	des volumes
Produits de l'agriculture	920	1 050	953	10,2	3,5
Produits de l'élevage	504	619	529	17,0	4,9
Produits pétroliers	4 925	5 798	4 628	25,3	-6,0
Produits agro-alimentaires	2 300	2 627	2 445	7,5	6,3
<i>Tabac et boissons alcoolisées</i>	376	464	435	6,7	15,9
<i>Pr. Alimentaires</i>	1 924	2 163	2 009	7,6	4,4
Textiles	1 321	1 351	1 303	3,6	-1,4
Minerais non métalliques	1 028	1 230	1 219	0,9	18,6
Métaux, machines et appareils	8 763	9 135	8 743	4,5	-0,2
Bois, caoutchouc et chimie	3 619	4 122	4 044	1,9	11,7
Meubles	215	220	217	1,4	0,6
Divers	805	942	985	-4,4	22,4
Total	24 400	27 095	25 066	8,1	2,7
Importation d'électricité	216	287	242	18,8	11,9
Dépenses à l'étranger	649	720	738	-2,4	13,6
Total	25 265	28 102	26 045	7,9	3,1

Les biens dont l'importation a augmenté en volume de façon appréciable durant l'année 2010 sont :

- Les boissons alcoolisées (+32,4%) et le tabac (+9,7%)
- Dans le groupe de produits à base de minéraux non métalliques, les pierres et sables (+36,8%) et les produits céramiques (+24,4%)
- Dans le groupe de produits à base de bois, caoutchouc et chimie, les produits chimiques divers (+17,6%) et les produits plastiques (+14,9%)
- Dans le groupe de produits divers, les produits des éditions (+70%)

La faible progression des importations serait due à la baisse des importations de produits pétroliers, de textiles et des biens d'équipement.

Ces importations répondent à trois sortes de demandes : la demande de biens de consommation finale de la part des ménages, la demande de produits intermédiaires de la part des producteurs locaux et celle de biens d'équipement pour la formation du capital fixe des entreprises. Comme on peut le constater dans le tableau suivant (tableau n° 12), le volume des biens importés destinés à la consommation finale et intermédiaire a progressé de façon modéré en 2010 par rapport à 2009 (respectivement 3,4% et 6,3%), tandis que les biens d'équipement destinés à la formation brute de capital fixe ont reculé en termes réel de 10,7%.

Tableau n° 12
 Importations territoriales de biens classés suivant leur utilisation 2009-2010

Nature de l'utilisation	Valeurs en milliards de LL		Variation en %/an		
	2009	2010	2010 aux prix de 2009	des prix	des volumes
Emplois finals pour consommation					
<i>Biens durables</i>	3 938	4 075	3 867	5,4	-1,8
<i>Autres biens</i>	7 075	8 037	7 523	6,8	6,3
Total des empl. pour consommation	11 013	12 112	11 391	6,3	3,4
Emplois intermédiaires dans :					
<i>l'agriculture et l'élevage</i>	495	548	562	-2,4	13,5
<i>l'énergie et l'industrie</i>	6 037	7 228	6 393	13,1	5,9
<i>la construction</i>	903	1 253	1 173	6,8	29,9
<i>les transports et services</i>	1 617	1 872	1 643	13,9	1,6
<i>secteur non précisé</i>	1 058	1 196	978	22,4	-7,6
Total des emplois intermédiaires	10 110	12 097	10 748	12,6	6,1
Emplois pour la FBCF dans :					
<i>l'agriculture et l'élevage</i>	149	178	169	4,8	13,9
<i>l'industrie</i>	788	783	807	-3,0	2,4
<i>les BTP</i>	183	222	224	-0,9	22,1
<i>les transports et communications</i>	1 435	989	973	1,6	-32,2
<i>les services et le commerce</i>	682	668	701	-4,8	2,8
<i>secteur non précisé</i>	39	47	51	-8,5	30,3
Total des emplois pour FBCF	3 277	2 886	2 926	-1,4	-10,7
Total	24 400	27 095	25 066	8,1	2,7

Les biens destinés à la consommation finale des ménages

Les biens importés pour satisfaire la demande de consommation des ménages ont progressé de façon modérée à cause du recul de la demande de biens durables : -1,8% en volume, 3,5% en valeur. Les importations des biens de consommation courante ont poursuivi leur progression normale : +6,3% en volume et 13,6% en valeur. L'évolution de la demande de consommation des ménages dans ses différentes composantes et son impact sur les importations sera exposée dans le chapitre suivant.

Les matières premières et produits semi-finis

La croissance économique réalisée en 2010 a entraîné en deuxième lieu un accroissement de l'importation de biens intermédiaires dont les prix ont haussé de façon importante. Ce sont les produits intermédiaires destinés au secteur de la construction qui ont le plus fortement augmenté : +29,9% en volume, +38,7% en valeur. Les tableaux 13a à 13e donnent des détails sur l'évolution de l'importation des produits intermédiaires à l'usage des différents secteurs de l'économie durant l'année 2010 par rapport à 2009.

On notera, *pour le secteur de l'agriculture et de l'élevage* l'augmentation des quantités de semences et plants et d'engrais importés (respectivement +20,5% et +26,1%) et la baisse des quantités de pesticides importées (-15,4%) dont les prix ont augmenté de 10,9%. Quant aux aliments pour bétail la hausse d'environ 10% de leur importation est entièrement due à la hausse des prix. (Voir tableau 13a).

Tableau n° 13a
Importation de produits intermédiaires pour l'agriculture et l'élevage 2009-2010

Nature du produit utilisé	Valeurs en milliards de LL		Variation en %/an		
	2009	2010	2010 aux prix de 2009	des prix	des volumes
Semences et plants	85	103	102	1,3	20,5
Engrais et autres produits	133	147	189	-22,3	42,3
<i>phosphates</i>	67	67	103	-35,2	52,9
<i>engrais</i>	56	64	70	-8,4	26,1
<i>Autres produits</i>	10	16	16	-0,6	60,6
Pesticides	41	38	35	10,9	-15,4
Aliments pour bétail	236	260	236	10,1	-0,1
Total	495	548	562	-2,4	13,5

Les produits intermédiaires importés *pour le secteur de l'énergie et de l'industrie*, comprennent les produits pétroliers destinés à la production de l'électricité. Il s'agit essentiellement du fuel oil dont le prix caf a passé de 602 mille LL en 2009 à 754 mille LL la tonne en 2010 et les quantités importées ont baissé de 1 422 mille tonnes à 1 356 mille tonnes. Les autres produits pétroliers importés pour usage industriels n'ont pas pu être identifiés par destination et ont été classés dans les produits non ventilés par secteur utilisateur.

La valeur de l'ensemble des produits non pétroliers destinés à l'industrie ont haussé de 21,4% en 2010 avec une hausse dans les quantités importées de 10,1% et des prix de 10,2%. Hausse due essentiellement à l'évolution des quantités de produits métalliques importés et destinés à la production dans les différentes industries. (Voir tableau 13b)

Dans l'ensemble, la valeur des biens intermédiaires importés *pour la construction* a considérablement augmenté aussi bien en valeur qu'en volume. Le tableau 13c ci-dessous donne l'évolution de l'importation des différents types de biens rentrant dans la production des bâtiments et travaux publics. Les principaux produits dont l'importation a augmenté de façon notable sont :

- dans le groupe des minéraux non métalliques : l'asphalte destiné au goudronnage des routes (de 28,4 milliards en 2009 à 89,1 milliards de LL en 2010), le marbre, granit et autres pierres (de 60,4 à 87,2 milliards de LL)
- dans le groupe des métaux machines et appareils : les câbles électriques (de 84,3 à 132,0 milliards de LL), la robinetterie (de 36,6 à 45,8 milliards de LL) et les ascenseurs (de 14,9 à 23,9 milliards de LL)

Tableau n° 13b
 Importation de produits intermédiaires pour l'énergie et l'industrie 2009-2010

Nature du produit utilisé	Valeurs en milliards de LL		Variation en %/an		
	2009	2010	2010 aux prix de 2009	des prix	des volumes
Produits agricoles	295	352	298	18,2	1,1
Produits de l'élevage	382	487	403	20,7	5,7
Produits pétroliers	1 466	1 679	1 359	23,6	-7,3
Produits agroalimentaires	184	252	213	18,3	15,5
Textiles et cuir	200	186	190	-1,9	-5,4
Minerais non métalliques	504	534	509	5,0	0,9
Produits métalliques	1 874	2 465	2 267	8,8	20,9
Bois, caoutchouc et pr. chimiques	1 079	1 212	1 095	10,7	1,5
Autres produits	54	61	60	0,6	12,0
Total	6 037	7 228	6 393	13,1	5,9
<i>pétrole exclu</i>	<i>4 572</i>	<i>5 549</i>	<i>5 034</i>	<i>10,2</i>	<i>10,1</i>

Tableau n° 13c
 Importation de produits intermédiaires pour la construction 2009-2010

Nature du produit utilisé	Valeurs en milliards de LL		Variation en %/an		
	2009	2010	2010 aux prix de 2009	des prix	des volumes
Minerais non métalliques	355	515	497	3,6	40,0
Pr. Métalliques, appareils	466	641	575	11,5	23,2
Bois , produits chimiques	81	97	101	-4,1	24,5
Total	903	1 253	1 173	6,8	29,9

En ce qui concerne l'importation de biens intermédiaires destinés *aux transports et services*, on notera la stagnation des quantités d'essence importées pour le secteur des transports, la hausse des valeurs étant entièrement due à la hausse des prix. On peut lire aussi dans le tableau 13d la baisse des importations de produits métalliques et la hausse des importations de produits chimiques destinés à ce secteur. La baisse des importations des produits métalliques est due à celle des pièces de rechange des installations de télécommunication dont la valeur a passé de 60,5 milliards en 2009 à 13,1 milliards de LL en 2010. Quant à la hausse des produits du groupe « bois, caoutchouc chimie » on relève la hausse de l'importation des révélateurs chimiques destinés aux laboratoires d'analyse dont la valeur passe de 39 à 44 milliards de LL et celle de sacs et cartons d'emballage utilisés dans le commerce (de 10,8 à 19,7 milliards de LL).

Tableau n° 13d
Importation de produits intermédiaires pour les transports et services 2009-2010

Nature du produit utilisé	Valeurs en milliards de LL		Variation en %/an		
	2009	2010	2010 aux prix de 2009	des prix	des volumes
Produits pétroliers	1 048	1 299	1 049	23,8	0,1
Produits non pétroliers	569	574	594	-3,4	4,4
<i>Pr. Métalliques</i>	<i>308</i>	<i>281</i>	<i>305</i>	<i>-8,0</i>	<i>-0,9</i>
<i>Bois, caoutchouc et p. chimiques</i>	<i>145</i>	<i>183</i>	<i>179</i>	<i>2,3</i>	<i>23,1</i>
<i>Autres produits</i>	<i>116</i>	<i>110</i>	<i>110</i>	<i>-0,1</i>	<i>-5,0</i>
Total	1 617	1 872	1 643	13,9	1,6

Le tableau 13e montre l'évolution de l'importation de produits semi-finis qui sont susceptibles d'être utilisés indistinctement dans plus d'un secteur, sans que l'on puisse établir une clé de répartition. C'est le cas en particulier des carburants liquides tels que le gaz oil ainsi que certains produits chimiques.

Tableau n° 13e
Importation de produits intermédiaires non ventilés par secteur 2009-2010

Nature du produit utilisé	Valeurs en milliards de LL		Variation en %/an		
	2009	2010	2010 aux prix de 2009	des prix	des volumes
Produits pétroliers	760	854	659	29,6	-13,3
Produits non pétroliers	297	342	318	7,3	7,1
<i>Bois, caoutchouc et p. chimiques</i>	<i>218</i>	<i>261</i>	<i>238</i>	<i>9,7</i>	<i>9,3</i>
<i>Autres produits</i>	<i>80</i>	<i>81</i>	<i>80</i>	<i>0,4</i>	<i>1,1</i>
Total	1 058	1 196	978	22,4	-7,6

Les biens d'équipements destinés à la formation du capital fixe des entreprises

L'importation de biens d'équipement destinés à être utilisés dans les opérations de production a fortement régressé en 2010 par rapport à 2009 : -11,9% en valeur et approximativement -10,7% en volume (le calcul de la croissance en volume de tels biens est très approximatif du fait que la variation des valeurs unitaires ne reflète pas la variation réelle de leurs prix). Ceci est dû essentiellement à la baisse importante de l'importation de matériels destinés au secteur des transports (-31,1% en valeur) qui intervient après une année exceptionnelle où l'économie nationale avait importé huit avions d'une valeur de 888 milliards de LL.

Par contre, les importations de matériels destinés aux deux secteurs de l'agriculture et de la construction ont progressé respectivement de 19,4% et de 21,3% en valeur. Parmi les biens importés pour l'agriculture on note les serres en plastique dont l'importation a passé de 64,4 à 84,6 milliards de LL et celle du matériel destiné aux fermes d'élevage (7,6 milliards de LL en 2010 contre 1,8 milliards

en 2009). Quant aux matériels destinés à la construction dont l'importation a progressé, il s'agit de ponts et autres structures métalliques (de 27,5 milliards en 2009 à 40,8 milliards n 2010), d'engins de terrassement (de 73,8 milliards à 77,1 milliards de LL) et de camions bétonneuses (de 17,3 milliards à 28,2 milliards de LL).

L'achat du courant électrique à la Syrie et à l'Egypte, tel qu'il est reporté dans les comptes de l'EDL a passé de 1 116 millions de KWh en 2009 à 1 249 million de KWh en 2010.

Quant aux dépenses de consommation à l'étranger, elles ont été estimées pour l'année 1997 suivant les données de l'enquête sur le budget des ménages. Vu l'absence d'observations directes durant la période suivant 1997, ces dépenses ont été supposées évoluer en volume suivant le mouvement des voyageurs libanais vers l'étranger : +13,6% en 2010 par rapport à 2009.

Le calcul de l'évolution des dépenses en valeur a été effectué en adoptant comme indicateur des prix la moyenne des cours de l'euro et du dollar américain par rapport à la livre libanaise. Le cours du dollar est maintenu constant par la Banque de Liban, quant à celui de l'Euro il a baissé de 4,7% en 2010 par rapport à la moyenne de 2009.

Chapitre 3 La consommation

La consommation finale constitue la partie la plus importante des emplois des biens et services et représente, suivant les années, entre 70 et 75% des ressources disponibles. Elle est formée de la consommation des ménages (ou consommation privée) et des administrations (ou consommation publique). Les deux sections qui suivent présentent les détails de chacun des deux types de consommation.

Section I. La consommation des ménages

La consommation des ménages est obtenue à partir de l'estimation de la consommation privée sur le territoire national (consommation intérieure) en retranchant la consommation des touristes et en ajoutant les dépenses de consommation des voyageurs libanais à l'étranger. Cette consommation a été estimée lors de l'élaboration des comptes de 1997 sur la base des résultats de l'enquête sur les budgets des ménages. L'estimation pour les autres années est faite de façon indirecte par l'utilisation d'indicateurs adéquats.

Le tableau n° 14 montre l'évolution de la consommation des ménages suivant ses différentes composantes. Un indice des prix à la consommation a été élaboré spécialement pour apprécier l'évolution réelle de la consommation. Les sources des données sont publiées dans l'annexe.

Tableau n° 14
Consommation des ménages par nature 2009-2010

Nature du produit	Valeurs en milliards de LL		Variation en %/an		
	2009	2010	2010 aux prix de 2009	des prix	des volumes
Produits alimentaires	10 047	10 695	10 410	2,7	3,6
Tabac et boissons alcoolisées	1 159	1 380	1 334	3,5	15,0
Textiles, cuir et habillement	2 819	2 971	2 912	2,1	3,3
Energie et eaux	2 601	2 970	2 673	11,1	2,8
Biens durables	6 362	6 464	6 347	1,8	-0,2
Autres produits manufacturés	2 929	3 348	3 331	0,5	13,7
Transport et communication	3 643	3 877	3 953	-1,9	8,5
Service de logement	2 528	2 628	2 587	1,6	2,3
Education et santé	6 790	7 826	7 415	5,5	9,2
Autres services	4 339	5 001	4 834	3,5	11,4
Consommation intérieure	43 217	47 161	45 796	3,0	6,0
-Dépense nette des voyageurs	-2 002	-2 489	-2 378	4,6	18,8
Total	41 215	44 672	43 418	2,9	5,3

La consommation privée intérieure (des ménages et des touristes sur le territoire) a connu en 2010 un ralentissement dans sa croissance. Les prix de principaux produits qui avaient baissé en 2009 sont repartis à la hausse entraînant un accroissement des prix à la consommation de 3,0%. Le taux de croissance de la consommation en volume a reculé de 9,2% en 2009 à 6% en 2010. La variation des différentes composantes de la consommation n'a pas été toutefois homogène.

a) La consommation alimentaire

En 2010, la consommation alimentaire aurait haussé de 3,6% en volume accompagné d'un accroissement des prix de 2,7%. Cependant, le ministère de l'agriculture n'ayant pas encore estimé la production agricole (voir chapitre 1 section 1), les données sur la consommation alimentaire restent approximatives. Ci-dessous (tableau n° 15) l'évolution de la dépense sur les différentes sortes de produits alimentaires telle qu'elle résulte des statistiques douanières et de l'estimation provisoire de la production agricole ainsi que de certaines branches des industries alimentaires.

Tableau n° 15
Consommation alimentaire des ménages par nature 2009-2010

Nature du produit	Valeurs en milliards de LL		Variation en %/an		
	2009	2010	2010 aux prix de 2009	des prix	des volumes
Produits agricoles :	2 454	2 701	2 666	1,3	8,6
<i>Céréales</i>	171	172	178	-3,3	4,0
<i>Fruits</i>	1 145	1 277	1 292	-1,2	12,9
<i>Légumes</i>	1 074	1 180	1 118	5,5	4,1
<i>Autres</i>	65	73	78	-6,7	20,7
Pr. de l'élevage et de la pêche	998	996	995	0,1	-0,3
Pr. des ind. alimentaires :	6 594	6 969	6 720	3,7	1,9
<i>Viandes fraîches</i>	1 569	1 677	1 555	7,8	-0,9
<i>Pâtes alimentaires</i>	1 470	1 566	1 493	4,9	1,6
<i>Produits laitiers</i>	1 142	1 185	1 173	1,0	2,8
<i>Corps gras</i>	623	633	639	-0,9	2,5
<i>Sucre, chocolat et confiserie</i>	277	297	284	4,5	2,3
<i>Conserves</i>	292	353	348	1,4	19,1
<i>Autres produits alimentaires</i>	688	732	709	3,3	3,0
<i>Boissons non alcoolisées</i>	533	556	548	1,5	2,8
Total	10 047	10 695	10 410	2,7	3,6

On notera une baisse dans la consommation des viandes fraîches suite à la hausse de leur prix et au contraire une hausse dans la consommation des aliments en conserve dont les prix étaient stables ou en légère hausse.

b) Consommation de tabac et de boissons alcoolisées

Les achats de tabac manufacturé par les résidents et les non-résidents sur le territoire ont, d'après les statistiques de la Régie des tabacs, poursuivi leur progression en 2010 (+14,8% en volume) avec une hausse des prix de +4,2%. Les ventes de la Régie ont en effet passé de 741,7 milliards de LL en 2009 à 887,1 milliards en 2010 soit en hausse de 19,6%. Il s'agit principalement de tabac importé, dont les quantités ont atteint 12 557 tonnes en 2010 contre 11 407 tonnes en 2009. Quant au tabac local, sa production après avoir régressé régulièrement de 2005 à 2008 est remontée en 2009 et 2010.

Les ventes de boissons alcoolisées sur le territoire national ont aussi progressé passant de 232 à 272 milliards de LL entre 2009 et 2010. Les prix ayant été stable, le volume de boissons alcoolisées sur le territoire national a augmenté de 16,1%.

c) Les dépenses privées sur les textiles et l'habillement

Les dépenses de consommation sur les textiles et l'habillement ont été estimées à 2 971 milliards de LL en 2010 en hausse de 5,4% par rapport à 2009. Les prix de ces produits ayant haussé de 2,1% les quantités consommées ont progressé de 3,3%. Nous disposons de peu de détails sur l'évolution de la consommation de chacune des différentes composantes de ce groupe de produits qui comprend outre les articles d'habillements, les articles en cuir, les linges de maison et les tapis.

d) La consommation privée d'énergie

Le tableau n° 16 donne le détail de la consommation d'énergie et eaux qui comprend les dépenses sur l'électricité, l'eau et les produits pétroliers.

Tableau n° 16
Consommation des ménages d'énergie et eaux 2009-2010

Nature du produit	Valeurs en milliards de LL		Variation en %/an		
	2009	2010	2010 aux prix de 2009	des prix	des volumes
Electricité	779	814	810	0,6	3,9
Eau	184	188	188	0,0	2,3
Produits pétroliers	1 585	1 903	1 613	18,0	1,8
Combustibles solides	53	65	63	...	...
Total	2 601	2 970	2 673	11,1	2,8

On y relève que la consommation d'électricité a progressé de 3,9% avec une très légère hausse des prix. (Rappelons qu'à tarif constant, le prix moyen peut changer suivant la structure de la consommation du fait de la progressivité du tarif).

A défaut de statistiques récentes, la consommation d'eau a été estimée en supposant qu'elle augmente avec le même rythme que le nombre de logements, les prix étant restés inchangés.

La quantité des produits pétroliers consommés par les ménages a peu progressé en 2010 (+1,8%) suite à une hausse moyenne des prix de 18%. Les produits pétroliers ont deux usages par les ménages : un usage pour les transports (essence pour les voitures privées) et un usage domestique pour le chauffage et la cuisine (gasoil et gaz butane).

- Les quantités d'essence consommées par les ménages auraient haussé d'environ 3,2% avec une hausse des prix à la consommation de 14,7%, le prix moyen des vingt litres ayant passé de 28 341 LL en 2009 à 32 415 LL en 2010. Cette hausse est due à celle des prix à l'importation. Notons que la valeur de l'essence consommée par les ménages constitue plus des trois quarts de leur facture pétrolière.
- Les quantités de gasoil importées pour la consommation des ménages et des entreprises autres que l'EDL et les entreprises de transport ont baissé de 24,3%. Cette baisse fait suite à une très forte augmentation des quantités importées en 2009 : de 387,8 mille tonnes en 2008 l'importation passe à 1 133,2 mille tonnes en 2009 et retombe à 858,1 mille tonnes en 2010. On estime que la demande sur le gasoil provient surtout des entreprises qui ont dû augmenter leurs stocks en 2009 en prévision d'une hausse future des prix et ont dû déstocker en 2010 pour satisfaire leur besoin en énergie. Les ménages n'ont pas dû augmenter ni baisser de façon appréciable leur consommation pour le chauffage domestique.
- Quant au gaz domestique, sa consommation en volume aurait baissé, au regard des importations, de 18,7% en 2010 par rapport à 2009 avec une hausse de son prix de 10,3% : le prix moyen de la bouteille de 10 kg a passé de 14 546 LL en 2009 à 16 041 LL en 2010.

e) L'achat de biens d'équipement par les ménages

Après les deux années 2007 et 2008 de forte croissance, les dépenses des ménages pour l'achat de biens d'équipement se sont ralenties en 2009 et 2010 : +1,6% en valeur en 2010 contre +7,7% en 2009.

Tableau n° 17
Achat de biens d'équipement par les ménages 2009-2010

Nature du produit	Valeurs en milliards de LL		Variation en %/an		
	2009	2010	2010 aux prix de 2009	des prix	des volumes
Voitures	4 351	4 124	4 124	0,0	-5,2
Machines et appareils	711	756	767	-1,4	7,8
Meubles	483	540	533	1,3	10,4
Instruments divers	409	494	487	1,3	19,1
Bijoux	407	551	437	26,0	7,2
Total	6 362	6 464	6 347	1,8	-0,2

L'achat de voitures constitue le principal poste de dépenses sur les biens d'équipement (environ 68% en 2009 et 66% en 2010). En quantité, l'importation de voitures après avoir atteint 51 937 unités en 2007 et 100 207 unités en 2008 a plafonné à 108 539 unités en 2009 et baissé à 100 271 unités en 2010. En tenant compte de l'évolution des différentes catégories, la baisse en volume d'achat de

voitures privées de la part des ménages aurait été de 5,2% ; et vu la stabilité des prix, les dépenses des ménages sur l'achat de voitures auraient diminué d'autant entre 2009 et 2010.

Les dépenses sur l'achat de machines et appareils électroménagers et de mobilier ont par contre augmenté de plus de 16%.

f) La consommation d'autres biens manufacturés

Sous le titre « autres biens manufacturés » sont groupées les catégories suivantes : les produits des industries chimiques et pharmaceutiques pour les soins personnels et ménagers, les produits des éditions et enfin les objets divers en verre, poterie ou en métal. L'évolution de la consommation de ces produits est donnée dans le tableau n° 18.

Tableau n° 18
Consommation de biens manufacturés selon leur nature 2009-2010

Nature du produit	Valeurs en milliards de LL		Variation en %/an		
	2009	2010	2010 aux prix de 2009	des prix	des volumes
Pr. chimiques et pharmaceutiques	2 164	2 463	2 473	-0,4	14,2
Produits des éditions	539	638	610	4,5	13,2
Verreries, ouvrages en métaux	194	208	206	1,1	6,3
Autres produits	32	39	42	-8,2	31,7
Total	2 929	3 348	3 331	0,5	13,7

- Les produits chimiques et pharmaceutiques sont les plus importants de ce groupe. Ils représentent environ 5% de l'ensemble de la consommation privée intérieure. Les dépenses sur ce poste ont augmenté en valeur de 13,8% et de 14,2% en volume. Relevons en particulier l'évolution des quantités des médicaments importés et destinés à être vendus au détail. La valeur de ces importations a passé de 1 018,4 à 1 139,7 milliards de LL entre 2009 et 2010 et les quantités importées de 6 282 à 7 575 tonnes.
- Les produits des éditions constituent le second poste en importance dans cette catégorie. Ils comprennent principalement les journaux, les revues et les livres y compris les livres scolaires. Leurs prix ont progressé de 4,5% et la dépense des ménages sur ce poste a progressé de 18,3% en 2010. Cette progression est due à celle de l'achat de livres et de magazines importés dont la valeur douanière passe de 64,7 milliards à 153,6 milliards de LL entre 2009 et 2010.

g) Les dépenses privées sur les transports et communications

D'après les statistiques de l'IATA des dépenses sur l'utilisation des services de *transport aériens* a progressé de 7,6% en 2010 par rapport à 2009. Notons qu'il s'agit de la valeur des titres de transport de passagers vendus par les agences de voyage sur le territoire national qui représente la consommation intérieure de ces services. Leur prix n'ayant presque pas changé la croissance en volume de l'utilisation des transports aériens a été de 7,4%.

Par contre, l'utilisation des *transports routiers* a progressé de façon plus importante : +9,5% en valeur et en volume.

Tableau n° 19
Consommation intérieure de services de transports et communication 2009-2010

Nature du produit	Valeurs en milliards de LL		Variation en %/an		
	2009	2010	2010 aux prix de 2009	des prix	des volumes
Transports routiers	1 167	1 256	1 254	0,2	7,4
Transport aérien et voyages	753	825	825	0,0	9,5
PTT	1 723	1 796	1 874	-4,2	8,8
Total	3 643	3 877	3 953	-1,9	8,5

Quant aux dépenses des ménages sur *la poste et les télécommunications*, elles auraient progressé de 4,3% avec une baisse des prix de 4,2%.⁸

h) La valeur locative des logements

En l'absence de statistiques sur l'évolution de l'habitat, l'accroissement du nombre de logements occupés a été supposé être égal au nombre de mariages enregistrés annuellement net des reprises de logements anciens. Ce nombre représente 2,3% des logements occupés l'année précédente. La valeur locative moyenne d'un appartement a par ailleurs haussé de 1,6%. Ainsi, la valeur locative des habitations qui avait été estimée, grâce à l'enquête sur les conditions de vie des ménages à 2 059 milliards en 1997, a atteint 2 628 milliards de LL en 2010.

i) La consommation de services d'éducation et de santé

Les services sociaux marchands représentent plus de 16% du total de la consommation privée. Ils comprennent les dépenses privées sur l'éducation et la santé qui ont évolué à des rythmes différents ainsi que le montre le tableau n° 20 ci-dessous.

Tableau n° 20
Consommation de services sociaux selon leur nature 2009-2010

Nature du service	Valeurs en milliards de LL		Variation en %/an		
	2009	2010	2010 aux prix de 2009	des prix	des volumes
Education	4 105	4 564	4 159	9,8	1,3
Santé	2 685	3 261	3 256	0,2	21,3
Total	6 790	7 826	7 415	5,5	9,2

Les droits de scolarité payés pour l'enseignement aussi bien primaire et secondaire qu'universitaire privé ont atteint 4 105 milliards de LL en 2009 et 4 564 milliards de LL en 2010, soit un taux de

⁸ Les chiffres ont été révisés à la lumière des données fournies par le ministère des PTT

croissance de 11,2%. Les prix ayant haussé de 9,8%, la croissance réelle a été de 1,3% par an. Cette croissance est due en très grande partie à la prolifération des universités privées. En effet, le nombre d'étudiants inscrits dans les universités privées passait de 100 163 en 2009 à 108 037 en 2010, soit un taux de croissance de 7,9% ; tandis que le nombre d'élèves inscrits dans les écoles privées reculait de 560 945 en 2009 à 556 024 en 2010 (-0,9%). Au total, les dépenses d'éducation ayant progressé plus vite que l'ensemble des dépenses des ménages le coefficient budgétaire de telles dépenses passe de 9,9% en 2009 à 10,2% en 2010.

L'évolution des *services de santé* est moins bien connue. En supposant que cette évolution est corrélée avec celle des quantités de médicaments importés, on estime que le volume des soins procurés par les services privés de santé après avoir légèrement régressé en 2008, a repris sa progression en 2009 (+13,2%) et en 2010 (+21,3%). Des relevés de prix des soins médicaux ont par ailleurs montré une relative stabilité des prix en 2010 par rapport à 2009. Ainsi les dépenses sur les services de santé auraient haussé de 21,5% en 2010 et leur poids dans la consommation des ménages a passé de 6,4% en 2009 à 7,3% en 2010. Notons qu'une partie des dépenses d'hospitalisation est assurée par le gouvernement et comptée dans la consommation des administrations (voir section suivante).

j) La consommation de services individuels

Les services individuels forment entre 9 et 10% de l'ensemble des dépenses des ménages et des touristes sur le territoire national. Ils comprennent les services des hôtels et restaurants, les services d'entretien et de réparation, les services financiers de banque et assurance et les services divers tels que les services récréatifs, de soins personnels et les services ménagers.

Le tableau n° 21 ci-dessous montre la composition de ces services et leur évolution entre 2009 et 2010.

Tableau n° 21
Consommation de services individuels selon leur nature 2009-2010

Nature du service	Valeurs en milliards de LL		Variation en %/an		
	2009	2010	2010 aux prix de 2009	des prix	des volumes
Hôtels et restaurants	1 993	2 295	2 178	5,4	9,3
Entretien et réparation	393	392	386	1,6	-1,8
Assurances et banques	830	1 170	1 136	3,0	36,8
Autres services	1 123	1 144	1 135	0,8	1,0
Total	4 339	5 001	4 834	3,5	11,4

Le secteur des hôtels et restaurants est tributaire en partie du mouvement des touristes et en partie de l'accroissement du niveau de vie de la population résidente. En 2010 le nombre d'arrivées d'étrangers a augmenté de 17,6% par rapport à 2009 (voir chapitre 1, section VI, paragraphe d).

La consommation *des services d'entretien et réparation* est déduite à partir de l'estimation de la production de tels services (voir chapitre 1, section VI, paragraphe b).

La consommation de *services financiers* est constituée des services bancaires et des services d'assurance. La consommation par les ménages des services bancaires est égale à la part du produit net bancaire imputée aux ménages proportionnellement à leur endettement auprès des banques. Cette part a passé entre 2009 et 2010 de 492 à 738 milliards de LL, croissance due au développement des prêts au logement. Quant aux services d'assurance dont la valeur est égale à la somme des primes versées par les ménages moins les indemnités reçues, la part consommée par les ménages a passé de 338 à 432 milliards de LL. Au total, la part des services financiers imputés à la consommation des ménages a augmenté de 40,9% dont une partie (3%) serait due à l'inflation. (Voir chapitre 1, section VI, paragraphe h le calcul de la production des services financiers).

k) La dépense nette des voyageurs

Les dépenses exposées dans les paragraphes précédents concernent les dépenses privées sur le territoire national. Elles comprennent les dépenses des touristes et autres voyageurs venus de l'étranger mais ne comprennent pas les dépenses faites à l'extérieur par les ménages résidents au Liban. Pour calculer la consommation totale des ménages résidents, il faut retrancher des dépenses intérieures celles des non résidents et y ajouter celles des résidents effectuées à l'étranger.

Malheureusement la nature de ces dépenses n'est pas connue ; elles sont estimées globalement en fonction du mouvement des voyageurs. L'estimation des dépenses des touristes est donnée au bas du tableau des exportations (tableau n° 25) et celle des dépenses à l'extérieur des résidents au bas du tableau des importations (tableau n° 11).

Section II. La consommation publique

Par définition, la consommation publique est égale à la production par les administrations de services non marchands. L'estimation de la valeur de tels services a été exposée dans le chapitre relatif à la production (Chapitre 1, section VIII).

La consommation publique comprend en fait, outre la valeur des services collectifs, les coûts de production de services individuels gratuits (ou presque) tels les services d'éducation et les services de soins médicaux dispensés dans les établissements publics ou les établissements privés sous contrat. Normalement, ces services doivent faire l'objet d'une estimation séparée. Le système de comptabilité publique ne permet pas actuellement d'établir un compte distinct pour les services sociaux assurés par l'administration ; on peut cependant en tirer les principaux éléments rentrant dans le calcul de la valeur de tels services. Le tableau n°22 reprend les frais d'éducation tels qu'ils apparaissent dans la clôture des comptes de l'Etat pour l'enseignement primaire et secondaire et dans les comptes de l'Université libanaise pour l'enseignement supérieur ; il montre aussi les sommes déboursées par le ministère de la santé pour l'hospitalisation de malades soignés aux frais de l'Etat.

Tableau n° 22
Estimation du coût des services publics d'éducation et de santé 2006-2010

Nature du service	En milliards de LL				
	2006	2007	2008	2009	2010
Enseignement primaire et sec.					
<i>Salaires</i>	485	504	489	585	605
<i>Consommation de b. & s.</i>	20	23	22	30	39
Total	505	527	511	615	644
Université libanaise*					
Total	157	146	174	252	270
Total Education	662	673	685	867	914
Frais d'hospitalisation	180	210	306	297	311
Total des services sociaux	842	883	991	1 164	1 225

*En l'absence de la clôture des comptes de l'UL à partir de 2006, les chiffres indiqués représentent les transferts reçus par l'UL du budget de l'Etat.

Il faudrait, pour compléter l'estimation des coûts de tels services, ajouter une évaluation de l'amortissement des bâtiments scolaires et universitaires appartenant à l'Etat et imputer une partie des frais bancaires supportés par l'Etat pour couvrir son déficit.

La croissance en volume du service d'éducation publique, si on la mesure par l'évolution du nombre d'élèves et d'étudiants inscrits chaque année, est différente de celle des coûts.

- *Dans l'enseignement primaire et secondaire*, le nombre d'élèves inscrits dans les écoles publiques et privées gratuites n'a pas été disponible pour l'année scolaire 2008-2009. Entre les deux années 2007-2008 et 2009-2010 ce nombre a passé de 468 014 à 449 528, soit une baisse de 3,9%. La hausse des coûts des services d'éducation entre ces deux années (+33,4%) est imputable à la hausse des salaires décrétée à partir de mai 2008.

- *A l'Université libanaise*, le nombre d'étudiants inscrits pour l'année universitaire 2009-2010 a aussi baissé par rapport à l'année précédente (72 813 contre 74 134). Par contre, le coût de l'enseignement aurait augmenté de 7,1% au vu des sommes transférées du budget de l'Etat au budget de l'Université libanaise (270 milliards en 2010 contre 252 milliards de LL en 2009).

Chapitre 4 Les investissements

Les investissements matériels sont constitués de la formation brute de capital fixe et de la variation des stocks.

Section I. La formation brute de capital fixe

La formation brute de capital fixe est calculée globalement en ajoutant à la valeur de la production du secteur de la construction, celle des biens d'équipement achetés par les entreprises et les administrations. La plus grande partie de tels biens étant importée, les statistiques du commerce extérieur fournissent les indicateurs nécessaires à l'estimation de leur valeur. Le tableau n°23 montre la composition de la formation brute de capital fixe et son évolution entre 2009 et 2010.

Tableau n° 23
La formation brute de capital fixe par nature 2009-2010

Nature du capital fixe	<i>Valeurs en milliards de LL</i>		<i>Variation en %/an</i>		
	2009	2010	2010 aux prix de 2009	des prix	des volumes
Bâtiments et T.P.	10 849	13 197	12 835	2,8	18,3
Machines et appareils	1 834	1 874	1 820	3,0	-0,8
Matériel de transport	3 351	2 419	2 335	3,6	-30,3
Meubles	640	614	617	-0,5	-3,6
Autres produits	756	1 032	1 010	2,2	33,6
Total	17 429	19 136	18 616	2,8	6,8

Le bâtiment et les travaux publics constituent la plus grande partie des investissements au Liban (environ 70%). Ils ont poursuivi en 2010 leur tendance à la hausse enregistrée durant les quatre dernières années : +21,6% en valeur contre +12,9% en 2009, +33% en 2008 et 32% en 2007.

L'investissement en biens d'équipement a par contre régressé après avoir enregistré une forte croissance en 2009. Ceci est dû au mouvement d'achat d'avions qui s'est concentré en 2009. Ainsi l'investissement en matériel de transport a augmenté de 178% en 2009 pour régresser tout naturellement en 2010 par rapport au niveau anormalement élevé atteint en 2009 (-27,8%). Les investissements en machines et appareils et en meubles ont aussi régressé ou restés stationnaires en valeur. Les variations de prix utilisés pour le calcul des variations en volume des biens d'équipement sont les valeurs unitaires à l'importation de ces biens augmentées des taxes. Dans ce cas, une variation des prix pourrait être due en partie à une variation de qualité ou de nature.

La répartition de la formation brute de capital fixe entre le secteur privé et le secteur public

La formation brute de capital fixe des entreprises n'est pas connue directement. Elle est déduite par différence entre la valeur totale et celle des investissements publics. On obtient ainsi non pas les investissements de toutes les entreprises mais ceux du secteur privé. En effet, les investissements publics comprennent, en plus de la formation brute de capital fixe des administrations, les dépenses d'infrastructure de la distribution d'électricité et d'eau et de télécommunications qui constituent une partie de la formation brute de capital fixe des entreprises publiques.

Tableau n° 24
Répartition de la formation brute de capital fixe par secteur public/privé 2006-2010

Secteur utilisateur	2006	2007	2008	2009	2010
Secteur privé	6 867	9 222	12 366	16 426	17 880
Secteur public	901	905	997	1 003	1 256
Total	7 768	10 127	13 363	17 429	19 136

Quant aux investissements publics, ils sont estimés à partir des comptes de l'Etat et des administrations autonomes dont le CDR.⁹

La politique de restriction budgétaire adoptée par l'Etat pour alléger le poids de la dette publique s'est traduite par la faible croissance des investissements publics. Quasiment stationnaires de 2004 à 2007, les dépenses publiques sur l'infrastructure et les équipements ont augmenté de 10,1% en 2008, de 9,9% en 2009 et de 8,1% en 2010. Mais vu la hausse des prix de la construction en 2008, les investissements publics auraient en fait diminué légèrement en volume cette année-là. La croissance en 2009 et 2010 paraît par contre plus réelle.

Section II. La variation des stocks

Aucune statistique n'est disponible sur les stocks auprès des entreprises. Les variations de stocks apparaissant dans les comptes ont été introduites pour régulariser l'emploi des ressources en biens et services d'une année à l'autre. En 2007, le fort accroissement des importations serait dû en partie à la nécessité de reconstituer certains stocks entamés durant 2006 suite à la fermeture du port et l'arrêt des approvisionnements durant six semaines. En 2008, une anticipation de la hausse de la demande a amené les importateurs à garnir leurs stocks. L'équilibrage des comptes a conduit à estimer à +446 milliards de LL l'accroissement des stocks cette année-là. En 2009, malgré le déstockage de certains produits, on assiste à une augmentation d'importation d'animaux vivants et plus spécialement de produits pétroliers au-delà des besoins suite à une forte chute des prix. Là encore, l'équilibrage des comptes a conduit à estimer les variations de stocks à 685 milliards aux prix courants. En 2010 l'équilibrage des comptes a abouti à inscrire une diminution de stocks d'un montant de 180 milliards de LL dans le compte des métaux, et une augmentation 30 milliards de LL dans les stocks de l'huile d'olive à suite à une abondance de la récolte de cet oléagineux en 2010. Ainsi la valeur de la baisse de la valeur de l'ensemble des stocks a été estimée à 150 milliards de LL.

⁹ Les investissements publics ont été révisés suite au dépouillement des comptes des municipalités et à un examen plus détaillé des projets réalisés par le CDR.

Chapitre 5 Les exportations

Les exportations, suivant les concepts standards, comprennent les exportations au sens territorial et les dépenses des touristes sur le sol national.

Après une régression en 2009 due à la crise financière mondiale, les exportations libanaises en biens et services hors territoire ont retrouvé leur tendance haussière en 2010 : 13,2% en valeur, 12,2% en volume contre une baisse en 2009 respectivement de 10,2% et de 3,2%. Par contre la croissance des dépenses des touristes sur le territoire s'est légèrement ralentie en 2010 après la forte progression des années précédentes : 21,1% contre +28,7% en 2009. Les paragraphes qui suivent passent en revue l'évolution des exportations des différents secteurs dont les détails sont donnés dans le tableau n° 25.

Tableau n° 25
Les exportations de biens et services par nature 2009-2010

Nature du produit	<i>Valeurs en milliards de LL</i>		<i>Variation en %/an</i>		
	2009	2010	2010 aux prix de 2009	des prix	des volumes
Exportations agricoles	502	601	573	4,9	14,1
<i>Produits de l'agriculture</i>	460	571	542	5,3	17,8
<i>Produits de l'élevage</i>	42	29	30	-3,2	-27,2
Exp. de biens manufacturés	5 473	6 496	6 406	1,4	17,0
<i>Produits agro-alimentaires</i>	599	724	718	0,8	20,0
<i>Textiles et cuir</i>	584	618	612	0,9	4,8
<i>Minerais non métalliques</i>	428	398	439	-9,4	2,8
<i>Métaux, machines et appareils</i>	2 064	2 828	2 787	1,5	35,1
<i>Bois, caoutchouc, chimie</i>	786	888	850	4,5	8,1
<i>Meubles</i>	112	116	113	2,2	0,9
<i>Divers</i>	901	925	886	4,3	-1,6
Total des exportations de biens	5 976	7 096	6 979	1,7	16,8
Exportation de services	2 146	2 101	2 052	2,4	-4,4
<i>Télécommunications</i>	169	132	138	-4,2	-18,0
<i>Services aux entreprises</i>	542	623	605	3,0	11,7
<i>Services financiers</i>	284	180	175	3,0	-38,3
<i>Commerce</i>	1 152	1 169	1 135	3,0	-1,5
Exportations hors territoire	8 122	9 201	9 032	1,9	11,2
Dépense des touristes	2 651	3 209	3 116	3,0	17,6
Total général	10 722	12 410	12 148	2,2	12,8

Les prix retenus pour évaluer les variations en volume sont, pour les biens exportés, ceux qui sont déduits des statistiques douanières en divisant les valeurs par les quantités. Les prix des services aux entreprises et du commerce ont été supposés varier comme l'indice général des prix. Quant à l'indice

des prix des dépenses des touristes au Liban, il est supposé être égal à l'indice des prix à la consommation intérieure.

a) Les exportations agricoles

Les exportations agricoles qui avaient considérablement ralenti en 2009 (+1,9% en volume - 2,8% en valeur), ont renoué en 2010 avec leur tendance des années précédentes : +14,1% en volume et +19,6% en valeur. Rappelons que la valeur des exportations agricoles retenue dans les comptes est très nettement supérieure à celle qui apparaît dans les statistiques douanières. Les coefficients de correction qui ont été appliqués varient de 1,5 à 3 suivant les nécessités de l'équilibrage des comptes emplois/ressources des produits agricoles.

En 2010, les exportations de fruits, qui constituent plus de la moitié des exportations agricoles, ont été dans l'ensemble en hausse de 30,7% en valeur et de 25,5% en quantité. On note aussi une hausse dans l'exportation de légumes et fleurs qui constituent environ 16% des exportations agricoles (+22,2% en valeur, +14,2% en volume) ainsi que de cultures industrielles (environ 12% des exportations agricoles en hausse de 16% en valeur et 6,5% en volume en 2010 par rapport à 2009). Ce dernier groupe comprend essentiellement le tabac brut dont l'exportation, après avoir chuté de 10 509 tonnes en 2008 à 6 236 tonnes en 2009 remonte légèrement à 6 359 tonnes en 2010.

b) Les exportations industrielles

Comme pour les exportations agricoles, les statistiques douanières relatives à l'exportation de produits manufacturés ont été majorées pour certains biens mais dans des proportions beaucoup plus faibles.

Les exportations industrielles, après avoir reculé en 2009 de 11,2% en valeur suite à une baisse des prix de 9,1% et des quantités de 2,4% sont reparties à la hausse en 2010: 18,7% en valeur et 17,0% en volume.

Il est à noter que les exportations de lingots d'or, comme les importations, ont été exclues des comptes. Leur inclusion aurait faussé les vraies tendances des exportations industrielles. En effet, comme le montre le tableau ci-dessous, les exportations d'or ont fluctué avec une très grande amplitude entre 2007 et 2010 : + 1,4% en 2008 et 144,6% en 2009 et -42% en 2010.

Tableau n° 26
Exportations de lingots d'or 2007-2010

	2007	2008	2009	2010	Tx de variation en%/an		
					2008	2009	2010
Valeur milliards de LL	474,2	481,0	1 176,8	682,7	1,4	144,6	-42,0
Quantité en kg	16 254	12 254	29 210	13 805	-24,6	138,4	-52,7
Prix en millions LL/Kg	29,2	39,3	40,3	49,5	34,6	2,6	22,8

Ce sont les industries des métaux, machines et appareils qui ont accru le plus leurs exportations en 2010 (+37% en valeur), suivies des industries agroalimentaires (+20,9%).

- Le groupe des métaux, machines et appareils, occupe une place de plus en plus importante dans les exportations industrielles (37,7% de la valeur des produits manufacturés exportés en 2009, 43,5% en 2010). Il est composé des sous-groupes suivants : métaux, à l'exclusion de l'or (16,1% des exportations de produits manufacturés), ouvrages en métaux (4,7%), machines et appareils (20,6%) et matériel de transport (2,1%).
 - o Les exportations de métaux ont fortement haussé en 2010 par rapport à 2009 : +153,4% en valeur et 127,4% en quantité. Elles sont composées pour environ le tiers de déchets de fonte et de cuivre dont la valeur a passé de 197 milliards en 2009 à 380 milliards de LL en 2010.
 - o La valeur des exportations d'ouvrages en métaux a par contre baissé de 20,6% baisse due en partie à la baisse des prix (-10,2%). Parmi les principaux produits exportés de ce sous-groupe, on relève les structures métalliques pour la construction dont la valeur des exportations a passé de 40,6 milliards en 2009 à 30,8 milliards de LL en 2010.
 - o Les machines et appareils ont vu la valeur de leurs exportations hausser de 48,2% passant de 1 067 à 1 580 milliards de LL entre les deux années. On y relève en particulier l'exportation d'appareils de traitement automatique des données de 80,3 milliards en 2009 et de 147,5 milliards de LL en 2010.

- Quant aux matériels de transport la valeur de leur exportation a passé entre 2009 et 2010 de 199 à 134 milliards de LL. Ce dernier montant ne comprend pas la sortie de chars militaires relevant de la Finul et enregistrée par erreur dans les exportations pour une valeur d'environ 500 milliards de LL.

- Parmi les produits exportés les plus importants de l'industrie agroalimentaires signalons :
 - o *les conserves alimentaires* qui représentent 29,7% des exportations de ce groupe et dont les exportations ont augmenté de 17,1% en valeur et de 16,2% en volume ;
 - o *les confiseries et le chocolat* : 22,3% des exportations agro-alimentaires, 29% de croissance en valeur et +30,3% en volume ;
 - o *les pâtes* : 10,5% des exportations du groupe, 24,6% de croissance en valeur et 24,5% en volume ;
 - o *les corps gras alimentaires* exportés qui représentent 9% des produits des industries agro-alimentaires exportés ont progressé de 44,1% en valeur et de 42,1% en volume.

- La valeur des exportations de textiles, d'articles d'habillement et de cuir a progressé de façon plus modeste : 5,7% en valeur, 4,8% en volume.
 - o Il s'agit essentiellement d'articles d'habillement et de bonneterie dont les exportations douanières ont atteint 117,7 milliards de LL en 2010 contre 109,3 milliards en 2009, soit en hausse de 7,7%. les prix à l'exportation ayant baissé de 4,9% les quantités exportées ont en fait augmenté de 13,3%.
 - o Les chaussures viennent en deuxième position avec une exportation, enregistrée par les douanes, de 30,4 milliards de LL en 2010 en hausse de 26,8% par rapport à 2009. Une grande partie de cette hausse étant due à celle des prix (+10%), les quantités n'ayant augmenté que de 15,2%.

- Les exportations de minéraux non métalliques et les produits à base de ces minéraux ont par contre régressé suite à la chute des prix qui a atteint -9,4% : elles ont ainsi régressé de 6,9% en

valeur alors même que les quantités exportées augmentaient de 2,8%. En 2010, plus de 80% de ces produits sont constitués de diamants bruts et de ciment.

- L'exportation de diamants (il s'agit plutôt de réexportation) a passé de 228 kg pour une valeur de 227,9 milliards en 2009 à 169 kg valant 256,5 milliards en 2010.
 - Quant au ciment, les quantités de ciment exportées chutent de 887 mille tonnes en 2009 à 673 mille tonnes en 2010 (-24,1%), de plus les prix ayant baissé de 18%, la valeur des exportations de ce produit baisse de 38%, passant de 108 milliards de LL en 2009 à 67 milliards de LL en 2010.
- Les produits chimiques de base qui constituaient en 2009 35% des exportations du groupe « bois, caoutchouc, chimie » en constituent 43,6% en 2010 suite à une progression aussi bien des prix (+10,4%) des prix que des quantités exportées (+24,7%). La valeur de l'exportation des deux produits les plus importants de ce groupe à savoir les acides phosphoriques et les superphosphates, a passé de 166,4 milliards de LL en 2009 à 257,3 milliards en 2010 alors que les quantités exportées augmentaient, passant de 340,2 à 454,7 mille tonnes.
- Quant aux autres branches de ce groupe, leurs exportations ont progressé de façon moins importante entre 2009 et 2010:
- la valeur des autres produits chimiques exportés a passé de 159,3 à 166,5 milliards de LL avec une baisse des prix de 6,2%,
 - celle des ouvrages en bois (sauf les meubles) exportés de 42,4 à 32,8 milliards de LL avec une hausse des prix de 1,8%,
 - celle des papiers et cartons de 208 à 208,3 milliards de LL avec une hausse des prix de 3%,
 - celle des ouvrages en plastique de 83,2 à 80,8 milliards de LL avec une hausse des prix de 5,5%.
- Les exportations de meubles, quoique peu importantes, ont également progressé en valeur : +2,5%.
- Les produits divers comprennent essentiellement les produits des éditions et les bijoux.
- Les produits imprimés exportés ont augmenté de 8,2% en valeur, passant de 409,2 milliards en 2009 à 443 milliards de LL en 2010 malgré une baisse des valeurs unitaires (-5,4%).
 - Quant aux bijoux, leur exportation a légèrement augmenté passant de 369,4 à 372,6 milliards de LL (+0,9%), la hausse des prix (+22,4%) ayant compensé la baisse des quantités exportées (-17,6%).

c) Les exportations de services

Les échanges de services avec l'extérieur ne sont pas encore bien recensés. Seuls les encaissements nets des services publics de télécommunication sont connus de façon régulière. Les exportations nettes de services de transport ont été négligées. Les exportations nettes de services aux entreprises ont pu être estimées grâce à l'enquête auprès des grandes entreprises effectuées en 2004. Les exportations de services financiers comprennent la partie du produit net bancaire imputée aux intérêts reçus de

l'extérieur et l'exportation nette de services de réassurance, celle-ci étant négative. Quant aux recettes du commerce triangulaire retenues dans les comptes, elles ont fait l'objet d'estimations très grossières grâce aux statistiques douanières sur le commerce général d'import-export et de transit.

Les recettes nettes de la direction générale des télécommunications provenant des communications avec l'étranger ont baissé de 21,4% dont 4,2% dus à la baisse des prix.

Les chiffres d'affaires réalisés à l'extérieur par les sociétés libanaises de *services aux entreprises* nets des paiements de services aux non résidents, se sont élevés, d'après les déclarations des grandes entreprises interrogées à 205 milliards de LL en 2002 et 245 milliards en 2003, soit en hausse de 19,3%¹⁰. Un taux de croissance de 25% pour 2004 et 2005 a été retenu au vu des déclarations de chiffres d'affaires des entreprises off shore au ministère des finances. A défaut de statistiques récentes un taux de croissance moyen de 6% par an a été adopté pour les estimations de 2006 et 2007 et de 20% pour 2008, de 5% pour 2009 et de 10% en 2010. Dans l'impossibilité de les définir et de les observer, les prix de tels services ont été supposés évoluer au même rythme que le taux d'inflation soit 3% en 2010.

Après une forte décroissance en 2009, *les services financiers* ont poursuivi leur tendance à la baisse en 2010. Ces services comprennent les charges bancaires imputées aux intérêts reçus par les banques de leur placement à l'étranger diminuées des importations de services d'assurance. Les intérêts reçus de l'extérieur par les banques ont passé, d'après les estimations de la Banque du Liban de 889 milliards en 2009 à 575 milliards de LL en 2010. Le ratio service bancaire / intérêts reçus étant de 33,4% en 2010 (contre 30,1% en 2009), la part des intérêts comptabilisée comme exportation a été de 275 milliards de LL en 2009 et 192 milliards en 2010. Au différentiel d'intérêt il faut ajouter les commissions bancaires nettes imputées aux opérations avec l'extérieur soit 68 milliards de LL en 2009 et 43 milliards de LL en 2010. Par ailleurs les services de réassurances avec l'extérieur ont représenté une importation nette de 59 et 55 milliards de LL respectivement en 2009 et 2010. Ces montants ont été retranchés des exportations de services. Ainsi les services financiers provenant des opérations avec l'extérieur auraient baissé de 36,6%.

Le taux de croissance retenu pour l'estimation des recettes nettes du commerce triangulaire est celui du mouvement de transit et de réexportation. Après une forte croissance (+32,4%) en 2004, les recettes nettes du commerce provenant de l'extérieur ont constamment baissé : -3,5% en 2005, -17,8% en 2006 et -3,9% en 2007 mais ont repris en 2008 (+17,2%) et de façon plus atténuée en 2009 (+8,6%) et en 2010 (+1,5%). Comme pour les services financiers, le taux d'inflation de 3% a été retenu par convention comme hausse des prix de ce service.

d) Les dépenses des touristes

Le taux de croissance en volume des dépenses des touristes et autres voyageurs étrangers sur le territoire libanais est, par convention, égal à celui du nombre de voyageurs étrangers (syriens exclus) rentrés annuellement au Liban : +27,1% en 2009 et 17,6% en 2010. L'indice des prix retenus pour estimer les dépenses en valeur est celui des prix à la consommation intérieure.

¹⁰ Suite à cette enquête il s'est avéré que les chiffres retenus pour les exportations de services dans les comptes 1997-2002 étaient nettement sous-estimés.

Deuxième partie

Les comptes intégrés

Le système international de comptes économiques (SCN93) prévoit l'établissement d'une série de comptes pour chacune des cinq catégories d'agents de l'économie nationale désignée par S.1 et pour le reste du monde désigné par S.2.

Les cinq catégories d'agents de l'économie nationale sont :

- S.11 : les sociétés non financières
- S.12 : les institutions financières
- S.13 : les administrations publiques
- S.14 : les ménages
- S.15 : les associations à but non lucratif

L'état de développement des statistiques nationales libanaises ne permet pas d'établir correctement les comptes économiques de chacun de cinq agents séparément. Il est en particulier impossible de répartir les opérations de production et de répartition entre les sociétés non financières et les ménages. Il est par contre possible d'estimer de façon approximative les principaux éléments des comptes intégrés pour l'ensemble des agents intérieurs et ceux du reste du monde.

Les tableaux n^{os} 27 et 28 présentent les comptes intégrés de l'ensemble de l'économie nationale (S.1) et du reste du monde (S.2). Ils permettent de dégager les principaux flux ayant caractérisé l'activité économique entre 2009 et 2010

Le chapitre 1 présente les comptes des agents de l'économie nationale qui font apparaître les principaux agrégats : le compte de production, le compte d'exploitation et de distribution primaire des revenus, le compte de distribution secondaire des revenus, le compte d'utilisation des revenus, le compte de capital et enfin le compte financier.

Le chapitre 2 expose l'estimation des principaux éléments de la balance des paiements répartis dans quatre comptes : le compte des échanges de biens et services, le compte des revenus et des transferts courants, le compte de transfert en capital et enfin le compte financier.

Les comptes d'agents qu'il a été possible d'établir concernent les comptes de l'administration centrale et les comptes des banques commerciales. Ces comptes sont reproduits en annexe.

Tableau n° 27
Comptes intégrés de l'économie nationale (S.1) 2009-2010

en milliards de LL

Comptes	Emplois		Ressources	
	2009	2010	2009	2010
I. Compte de Production				
P11. Production marchande			63 165	69 109
P12. Production non marchande			7 399	7 999
D2-D3. Imp. - subv. /produits			6 715	8 215
P2. Consommation intermédiaire	25 043	29 358		
<i>B1. Valeur ajoutée brute (PIB)</i>	<i>52 235</i>	<i>55 965</i>		
Total	77 278	85 323	77 278	85 323
II.1. Compte d'exploitation et d'affectation des revenus primaires				
B1. PIB			52 235	55 965
D2-D3. Imp. - subv. /produits	6 715	8 215	6 715	8 215
D41. Intérêts	8 312	9 566	7 789	9 375
<i>secteur privé</i>	3 837	4 632		
<i>secteur public</i>	4 475	4 934		
D1+D4..Salaires et autres revenus	34 408	36 391	35 061	36 386
<i>B5. Solde des rev. prim. (RNB)</i>	<i>52 366</i>	<i>55 769</i>		
Total	101 800	109 941	101 800	109 941
II.2. Compte de distribution secondaire des revenus				
B5. RNB			52 366	55 769
D5. Impôts directs	3 089	3 577	3 089	3 577
D61. Cotisations sociales	1 402	1 452	1 402	1 452
D62. Prestations sociales	2 334	2 483	2 360	2 510
D79. Autres transferts courants	548	569	15 677	16 076
<i>B6. Solde des rev. sec. (RNDB)</i>	<i>67 520</i>	<i>71 304</i>		
Total	74 894	79 384	74 894	79 384
II.4. Compte d'utilisation des revenus				
P2. Consommation	48 614	52 672		
<i>B8. Epargne brute</i>	<i>18 906</i>	<i>18 633</i>		
Total = RNDB	67 520	71 304	67 520	71 304
III. 1 Compte de capital				
B8. Epargne brute			18 906	18 633
P51. Format. br.de capital fixe	18 114	18 986		
D9. Transfert de capital	38	14	10 135	3 895
<i>B9. Solde : Cap./Bes. de financement</i>	<i>10 889</i>	<i>3 528</i>		
Total	29 041	22 528	29 041	22 528
III. 2 Compte financier				
B9. Capacité / Besoin de financement			10 889	3 528
F2. Numéraires et dépôts	32 231	20 057	20 323	15 045
F3. Titres autres qu'actions	7 860	2 629	6 175	3 233
F4. Crédits	2 945	8 705	1 115	8 088
F5. Actions / Participations	2 750	2 066	7 284	3 563
Total	45 786	33 458	45 786	33 458

Tableau n° 28
Comptes du reste du monde (S.2) 2009-2010

en milliards de LL

Comptes	Emplois		Ressources	
	2009	2010	2009	2010
I. Opérations sur biens et services				
Importations			25 265	28 102
Exportations	10 772	12 410		
<i>B11. Balance commerciale</i>	<i>14 493</i>	<i>15 693</i>		
Total	25 265	28 102	25 265	28 102
II. Compte des revenus primaires et des transferts courants				
B11. Balance commerciale			14 493	15 693
D1. Salaires et assimilés	1 186	576	698	709
D41. Intérêts	996	809	1 519	1 000
D4... Autres revenus	728	827	563	699
D62. Prestations sociales	26	28		
D79. Autres transferts courants (net)	15 128	15 507		
<i>B12. Balance courante</i>	<i>-792</i>	<i>353</i>		
Total	17 273	18 100	17 273	18 100
III. 1 Compte de capital				
B12. Balance courante			-792	353
D9. Transfert de capital (net)	10 097	3 881		
<i>B9. Solde : Cap./Bes. de financement</i>	<i>-10 889</i>	<i>-3 528</i>		
Total	-792	353	-792	353
III. 2 Compte financier				
B9. Capacité / Besoin de financement			-10 889	-3 528
F2. Numéraires et dépôts (nets)			11 908	5 012
F3. Titres autres qu'actions	-1 685	604		
F4. Crédits	-1 830	-617		
F5. Actions / Participations	4 534	1 497		
Total	1 019	1 484	1 019	1 484

Chapitre 1

Les comptes intégrés de l'économie nationale

Les différentes opérations effectuées entre les agents économiques ou les flux découlant de l'activité économique sont réparties dans les six catégories ou sous-catégories de comptes suivantes : (les numéros sont les codes de la nomenclature internationale des comptes)

- I. Le compte de production
- II.1. Le compte d'exploitation et de distribution primaire des revenus
- II.2. Le compte de distribution secondaire des revenus
- II.4. Le compte d'utilisation des revenus
- III.1. Le compte de capital
- III.2. Le compte financier

Ces comptes permettent de dégager les principaux agrégats caractérisant l'activité économique. Ces agrégats sont résumés dans le tableau n° 29 ci-dessous

Tableau n° 29
Evolution des principaux agrégats 2006-2010

Nature de l'agrégat	2006	2007	2008	2009	2010
PIB	33 451	37 624	44 748	52 235	55 965
+Revenus nets des facteurs	-209	-225	743	130	-196
=RNB	33 242	37 400	45 491	52 366	55 769
+Transferts courants nets	6 566	6 529	11 843	15 155	15 535
=RNBD	39 808	43 929	57 334	67 520	71 304
-Consommation	-32 734	-36 595	-44 225	-48 614	-52 672
=Epargne nationale brute	7 074	7 333	13 108	18 906	18 633
+transferts de capital nets	4 367	2 171	3 945	10 097	3 881
=Epargne brute disponible	11 441	9 504	17 053	29 003	22 514
-FBCF	-7 733	-10 462	-13 764	-18 114	-18 986
=Cap.(+)/Bes.(-) de financement	3 708	-959	3 289	10 889	3 528
+Financement extérieur	505	4 029	1 929	1 019	1 484
=Balance des paiements	4 213	3 070	5 218	11 908	5 012

Note : Les chiffres de 2006 à 2009 ont été révisés

Ainsi :

- La production intérieure brute (PIB) est le solde du compte de production de l'ensemble des agents économiques
- Le revenu national brut (RNB) est tiré du compte de distribution primaire des revenus
- Le revenu national brut disponible (RNBD) est le solde du compte de distribution secondaire des revenus
- L'épargne nationale brute est le solde du compte d'utilisation des revenus
- L'épargne nationale brute disponible et la capacité ou le besoin de financement sont déduits du compte de capital

- Le solde de la balance des paiements apparaît dans le compte financier sous la rubrique « variation du numéraire et des dépôts ».

Les détails de ces comptes sont présentés dans les sections qui suivent.

Section I. Le compte de production

Le compte de production enregistre en ressources la valeur de la production perçue par différents agents économiques et en emplois la valeur de la consommation intermédiaire. Le solde de ce compte est égal au produit intérieur brut ou PIB.

La valeur de la production est subdivisée en : production marchande (P.11), production non marchande (P.12) et en impôts moins subventions sur les produits (D.2 – D.3).

a) La production marchande (P.11)

La production marchande est égale aux recettes hors taxes de toutes les unités de production provenant de la vente de biens et services. Cependant, vu les méthodes d'estimation adoptée en l'absence de statistiques adéquates, la valeur de la production marchande décrite ici comprend aussi la valeur de la production autoconsommée.

La valeur de cette production est égale à la somme de la production de tous les secteurs marchands calculée aux prix du marché, diminuée des impôts indirects et augmentée des subventions d'exploitation.

Le détail de la production marchande évaluée aux prix payés par les utilisateurs est donné dans le chapitre premier de la première partie.

b) La production non marchande (P.12)

La production non marchande, telle qu'elle apparaît dans ces comptes, représente uniquement l'estimation de la production des administrations publiques. Elle ne comprend donc pas la valeur de la production autoconsommée des ménages ni celle des associations à but non lucratif.

La méthode d'estimation de cette production est donnée dans le chapitre premier de la première partie.

c) Les impôts nets des subventions sur les produits (D.2 – D.3)

En principe, seuls les impôts spécifiques sur les produits nets des subventions devraient figurer dans ce compte. Mais, faute d'informations suffisantes, c'est l'ensemble des impôts indirects rentrant dans le compte d'exploitation des entreprises qui a été retenu. Ceux-ci comprennent les éléments suivants : les droits de douanes, les taxes sur la consommation de certains produits dont, à partir de 2002, la TVA, les bénéfices des entreprises publiques et enfin les taxes municipales et autres taxes.

Les taxes municipales reportées ont été révisées à la suite du dépouillement des comptes de municipalités les plus importantes et d'un échantillon de petites et moyennes municipalités pour les années 2004 et 2005. Les taxes des autres années sont estimées à partir des indications tirées des comptes du Trésor qui collecte certaines taxes pour le compte des municipalités. Elles comprennent une part d'ajustement nécessaire à l'équilibre des comptes du secteur public. Quant aux autres taxes, elles sont tirées de la clôture des comptes de l'Etat. Le tableau n° 30 donne l'évolution des différents types d'impôts indirects de 2006 à 2010.

Tableau n° 30
Les impôts indirects par nature 2006-2010

Nature de la taxe	<i>En milliards de LL</i>				
	2006	2007	2008	2009	2010
Droits de douanes	461	556	686	768	810
Taxes sur la consommation	2 349	2 580	3 600	4 917	5 344
Bénéfices des entreprises publiques	1 423	2 006	2 020	2 446	2 708
Timbres et autres	259	292	350	396	453
Taxes municipales et ajustement	469	349	601	520	748
<i>-subventions</i>	<i>-1 396</i>	<i>-1 501</i>	<i>-2 478</i>	<i>-2 333</i>	<i>-1 848</i>
Total	3 566	4 282	4 779	6 715	8 215

Note : les comptes de 2006 à 2009 ont été révisés. Les subventions comprennent désormais les avances du Trésor à l'Electricité du Liban.

Les droits de douanes, après une période de baisse de 2001 à 2003, suite à la politique adoptée par le gouvernement de remplacer progressivement ces droits par la TVA, sont repartis à la hausse en 2004 avec cependant un rythme de croissance inférieur à celui de la croissance des importations. Le ratio droits / valeur douanière des importations a passé de 4,3% en 2003 à 3,1% en 2007, à 2,8% en 2008, 3,1% en 2009 et 3% en 2010.

Comme le montre le tableau n°31, *les taxes sur la consommation* sont constituées en grande partie de la TVA qui a été introduite en 2002.

Tableau n° 31
Les taxes sur la consommation par nature 2006-2010

Nature de la taxe	<i>En milliards de LL</i>				
	2006	2007	2008	2009	2010
- sur la valeur ajoutée	1 660	1 803	2 584	2 889	3 193
- sur le tabac	162	211	246	277	347
- d'embarquement à l'aéroport	64	84	107	123	148
- sur les carburants	230	185	112	999	1 040
- sur les voitures	217	287	539	614	598
- Autres	16	11	13	15	18
Total	2 349	2 580	3 600	4 917	5 344

Entre 2004 et 2007, le taux de croissance de la TVA a été en moyenne de 5,9% par an. Il aurait atteint 43,2% en 2008 et 11,8% en 2009 et 10,5% en 2010. En fait, en l'absence de la clôture des comptes, les données fiscales sont provisoires, le vrai taux de croissance de la TVA en 2008, d'après les rapports du

ministère des finances serait de 29%. La baisse des taxes sur les carburants enregistrée régulièrement de 2004 à 2008 est due à la politique de stabilisation des prix de l'essence. La chute des prix à l'importation de l'essence en 2009 a permis à l'Etat de hausser les taxes sur les carburants d'où leur montant élevé. L'évolution en 2010 (+4,1%) fait suite à une légère augmentation de la consommation d'essence.

Les bénéfiques des entreprises publiques sont comptés comme des impôts sur les produits car les prix des biens et services produits par ces entreprises sont fixés par l'Etat. Ce sont les bénéfiques des entreprises publiques de télécommunications qui sont les plus importants et ont accusé une très forte croissance durant les dernières années : ils ont passé de 141 milliards en 1997 à 1 310 milliards en 2004 et à 1 456 milliards en 2005. On les estime à 1 298 milliards de LL en 2006, à 1 660 milliards en 2007, à 1 734 milliards en 2008 et à 2 054 milliards de LL en 2009. En 2010 les bénéfiques des télécommunications revenant à l'Etat n'ont pas été transférés au Trésor dans leur totalité et les recettes budgétaires provenant de ce secteur ont chuté à 957 milliards de LL. Le montant réel des bénéfiques des télécommunications revenant à l'Etat et aux collectivités locales a été estimé à 2 287 milliards de LL et c'est ce dernier chiffre qui a été retenu dans les comptes.

Quant aux subventions aux entreprises publiques qui apparaissent dans les comptes de l'Etat, elles se présentent comme suit : (Tableau n°32)

Tableau n° 32
Les subventions aux entreprises publiques 2006-2010

Entreprise	<i>En milliards de LL</i>				
	2006	2007	2008	2009	2010
Electricité du Liban	1 370,0	1 479,0	2 430,0	2 258,5	1 797,3
Office du blé et betterave	5,0	-	30,7	45,0	25,6
Transport en commun	13,0	15,9	10,0	18,1	14,2
Télévision Liban	4,0	4,0	4,0	7,0	8,0
Autres	4,0	2,0	3,0	4,0	3,3
Total	1 396,0	1 500,9	2 477,7	2 332,6	1 848,3

Les subventions accordées à l'Electricité du Liban, ne sont pas reportées dans les dépenses budgétaires de l'Etat ; elles sont enregistrées dans les comptes du Trésor comme avances aux établissements publics. Elles étaient traitées dans les comptes des années précédentes comme des opérations financières. Désormais, la nouvelle convention adoptée traite ces avances comme une opération de répartition primaire et non comme une opération financière. Les comptes des années précédentes ont été révisés en conséquence. A noter aussi que les subventions indirectes aux planteurs de tabacs dont les montants ne sont pas connus, sont déduites des taxes sur le tabac manufacturé.

d) Les emplois intermédiaires

Les emplois intermédiaires sont égaux aux achats par les unités de production de biens et services consommables diminués des variations de stocks. Ils sont évalués aux prix du marché, c'est-à-dire toutes taxes comprises.

La consommation intermédiaire des différents secteurs d'activité est décrite dans le premier chapitre de la première partie.

Section II. Le compte d'exploitation et de distribution primaire des revenus

On entend par revenus primaires la rémunération des facteurs de production et autres éléments rentrant dans la valeur du PIB. Le compte d'exploitation et d'affectation des revenus primaires enregistre en ressources le PIB et tous les revenus primaires reçus par les agents nationaux. Il enregistre en emplois les revenus primaires payés par les agents nationaux. Le solde de ce compte dégage le second agrégat important à savoir le revenu national brut ou RNB. Etabli pour les unités de production seulement, le compte d'exploitation et d'affectation des revenus primaires permet de décomposer le PIB suivant l'optique du revenu.

a) L'optique revenu du PIB

Le tableau n° 33 suivant montre la répartition du PIB suivant la rémunération des facteurs de production et autres éléments rentrant dans sa valeur : salaires et assimilés, impôts nets des subventions sur les produits, intérêts, autres revenus et les amortissements.

Tableau n° 33
La répartition du PIB suivant les facteurs de production 2006-2010

Eléments du PIB	En milliards de LL				
	2006	2007	2008	2009	2010
Impôts – subventions /produits	3 566	4 282	4 779	6 715	8 215
Intérêts	2 925	3 631	2 740	3 837	4 632
Salaires et autres revenus	22 503	24 923	30 277	34 408	36 391
Amortissements (solde)	4 457	4 788	6 952	7 276	6 728
Total =PIB	33 451	37 624	44 748	52 235	55 965

Les salaires et assimilés représentent l'ensemble des charges salariales supportées par les entreprises et les administrations publiques. Les salaires payés par les administrations publiques sont tirés des comptes du secteur public, leur évolution est reportée dans le tableau n° 10 (voir première partie, chapitre 1, section VIII). Quant aux salaires et autres charges salariales payées par les entreprises, ils ont fait l'objet d'estimation lors de l'établissement des comptes de 1997 grâce aux données d'enquêtes. La part des salaires dans le PIB était de 35,5% : 83,2% dans le secteur administratif et 29,1% dans le secteur marchand. Malheureusement il n'existe pas d'informations suffisantes sur la période 1998-2010 qui permettent de connaître l'évolution de cette part. L'enquête sur les grandes entreprises effectuée en 2004 et portant sur 240 établissements industriels, 270 établissements de service (à l'exclusion des services de télécommunication, de finances et d'éducation) et 96 de commerce, a révélé les ratios charges salariales / valeur ajoutée brute en 2002 et 2003 suivants :

Secteur	2002	2003
Industrie	24,6%	24,2%
Services	32,4%	32,9%
Commerce	10,5%	10,9%

Par ailleurs un recensement industriel effectué par le ministère de l'industrie portant sur les activités des établissements employant cinq salariés ou plus en 2007 a montré un rapport salaires / valeur ajoutée de 26,7%.

La part des impôts indirects nets des subventions dans le PIB a par contre évolué de façon significative entre 1997 et 2004, passant de 9,6% en 1997 à 14,9% en 2004. Cette dernière évolution est due à l'introduction de la TVA en février 2002 et à l'élargissement de son assiette durant les deux années suivantes. En 2005 et 2006, par contre, la baisse de la consommation a entraîné une baisse des impôts indirects et de leur part dans le PIB qui recule à 13,3% puis à 10,5%. Avec la reprise de la consommation en 2007 le ratio impôts indirects nets des subventions sur le PIB remonte à 11,2%. En 2008 ce ratio retombe à 10,5% suite à la forte augmentation de la subvention à l'Electricité du Liban (EDL), tandis qu'en 2009, la hausse importante des taxes sur les carburants le fait remonter à 12,7%. En 2010 par contre, c'est le recul des subventions à l'EDL qui fait remonter la part des impôts nets des subventions sur les produits à 14,5% du PIB.

Les intérêts représentent la rémunération du capital financier versée par les entreprises aux propriétaires de ces capitaux. Ils ne comprennent pas les intérêts versés par les administrations. En effet, par convention, ces intérêts ne rentrent pas dans l'estimation de la production non marchande et par conséquent ne font pas partie du PIB.

Tableau n° 34
Calcul des charges d'intérêts bancaires payées par les entreprises et les administrations
2006-2010

	<i>En milliards de LL</i>				
Données des banques	2006	2007	2008	2009	2010
Intérêts reçus					
sur bons du Trésor	2 502	2 754	3 173	3 545	3 645
des non-résidents	1 047	1 047	1 744	889	575
d'autres débiteurs	4 173	5 009	4 074	5 551	6 953
Total	7 722	8 810	8 992	9 985	11 173
Intérêts payés aux déposants	5 413	6 386	6 046	6 902	7 442
<i>Ratio intérêts payés/reçus</i>	<i>0,701</i>	<i>0,725</i>	<i>0,672</i>	<i>0,691</i>	<i>0,666</i>
Imputation des intérêts servis aux déposants à la charge des :					
administrations	1 754	1 996	2 134	2 451	2 428
non-résidents	734	759	1 173	615	383
Entreprises	2 925	3 631	2 740	3 837	4 632
Total	5 413	6 386	6 046	6 902	7 442

Pour estimer les charges d'intérêts supportées par les entreprises, les comptes présentés ici ont retenu la rémunération des dépôts auprès des banques commerciales et des banques d'investissements. Les intérêts servis par les banques ont été répartis entre les agents débiteurs au prorata de leur endettement vis-à-vis des banques. Il convient de préciser qu'une partie des intérêts encaissés par les banques représente la rémunération de leur service d'intermédiation financière. (Voir tableau n°34 ci-dessus)

Ainsi, les intérêts payés par le secteur privé (principalement les entreprises) aux propriétaires des dépôts via les banques ont été évalués à 2 740 milliards en 2008, à 3 837 milliards en 2009 et à 4 632

milliards de LL en 2010 ; soit respectivement 6,0%, 7,3% et 8,3% du PIB. En 1997 cette part s'élevait à 5,3% seulement.

Quant aux intérêts payés par le secteur public et qui ne rentrent pas dans la valeur du PIB, mais inscrits quand même dans le compte de répartition primaire d'après les conventions internationales, ils sont tirés des comptes des administrations publiques après déduction de la valeur des services bancaires. Ces services sont estimés en appliquant le ratio services bancaires sur intérêts du tableau n° 34 aux intérêts reçus sur bons du Trésor par les banques. Le tableau suivant donne l'évolution des charges de la dette publique et leur répartition entre intérêts et services bancaires.

Tableau n° 35
Evolution des charges de la dette publique et de la part des intérêts dans les charges

Décomposition des charges	2006-2010			En milliards de LL	
	2006	2007	2008	2009	2010
Service de la dette	4 375	5 328	5 067	5 840	6 424
- valeur des services bancaires	903	935	1 278	1 365	1 490
= Intérêts payés	3 472	4 393	3 789	4 475	4 934

Les autres revenus sont composés des dividendes versés aux propriétaires des capitaux engagés dans la production et des revenus mixtes des entrepreneurs individuels. Ces revenus ont fait l'objet d'une estimation globale en 1997, la rémunération des actionnaires restant inconnue. Comme pour les salaires, l'estimation de tels revenus est donnée pour l'année 1997 seulement ; leur part relative dans le PIB était de 42,3%.

En raison de l'insuffisance d'information, les salaires et les revenus autres que les intérêts ont été regroupés dans un même agrégat à partir de 1998.

Les amortissements sont en fait le résidu du compte d'exploitation des entreprises augmenté de la valeur estimée de l'amortissement du capital fixe des administrations publiques. Ce dernier élément est donné dans le tableau n°10 montrant le calcul de la valeur de la production non marchande.

b) Calcul du revenu national brut (RNB)

Le RNB est égal au solde du compte d'exploitation et d'affectation des revenus primaires de l'ensemble des agents économiques nationaux. Il est donc égal au PIB plus le solde (ressources – emplois) des revenus primaires qui est égal au revenu net des facteurs provenant du reste du monde. Ces derniers sont tirés des comptes du reste du monde S.2 (tableau n° 28), comptes qui sont exposés au chapitre suivant.

Les soldes des trois types de revenus primaires (salaires, intérêts et autres revenus) sont détaillés dans le tableau n°36.

Tableau n° 36
Composition du revenu national brut 2006-2010

Eléments du RNB	<i>En milliards de LL</i>				
	2006	2007	2008	2009	2010
PIB	33 451	37 624	44 748	52 235	55 965
Intérêts extérieurs nets	277	76	-131	-523	-190
Autres revenus extérieurs nets	-487	-301	874	653	-5
Total = RNB	33 242	37 400	45 491	52 366	55 769

Après quatre années de dégradation des revenus extérieurs nets entraînant une croissance du revenu national brut plus faible que celle du PIB, les années 2006 et 2007 ont connu une reprise de tels revenus : l'emploi d'étrangers diminue légèrement et les revenus du travail des libanais à l'étranger augmentent sensiblement, d'après les estimations de la BDL. Par ailleurs, avec la baisse des taux d'intérêts à l'étranger, les intérêts servis aux non résidents ont dépassé ceux reçus par les libanais sur leurs placements à l'étranger. En 2010, la baisse du revenu des placements à l'étranger et la stagnation des revenus des travailleurs libanais à l'extérieur ont ralenti l'accroissement du revenu national brut : +6,5% contre 7,1% pour le PIB en valeur nominale.

Section III. Le compte de distribution secondaire des revenus

Le compte de distribution secondaire des revenus enregistre en ressources le revenu national brut (RNB) et les ressources des agents nationaux provenant des différents types de transferts à savoir : les impôts directs, les cotisations sociales, les prestations sociales et les transferts courants. Les paiements de tels transferts effectués par les agents nationaux sont reportés en emplois. Le solde de ce compte est donc égal au RNB augmenté des transferts courants nets provenant de l'extérieur. On obtient ainsi le troisième agrégat utile à l'étude du fonctionnement de l'économie nationale, appelé « Revenu national brut disponible » (RNBD).

a) Les impôts directs

Les impôts directs sont des prélèvements obligatoires effectués par les administrations sur les ressources des agents nationaux. Ils sont inscrits en emplois du secteur privé et en ressources des administrations.

On distingue deux types d'impôts directs : l'impôt sur le revenu et l'impôt sur la propriété. L'impôt sur les voitures privées est analogue à celui sur la propriété et a été compté avec les impôts directs contrairement au classement administratif qui l'englobe parmi les impôts sur la consommation. Le tableau n°37 ci-dessous reporte les montants encaissés par l'administration centrale au titre de ces impôts tels qu'ils apparaissent dans la clôture des comptes de l'Etat.

Tableau n° 37
Répartition des impôts directs par nature 2006-2010

Nature de l'impôt	<i>En milliards de LL</i>				
	2006	2007	2008	2009	2010
Impôt sur le revenu	1 184	1 142	1 564	1 839	2 050
Impôts sur la propriété	579	526	786	808	1 088
Impôts sur les voitures	265	276	385	441	439
Total	2 029	1 944	2 735	3 089	3 577

b) Les cotisations sociales

Les cotisations sociales qui ont pu être recensées dans ces comptes concernent les cotisations encaissées par la Caisse Nationale de la Sécurité Sociale et les prélèvements effectués par l'Etat sur le salaire des fonctionnaires pour alimenter la caisse de retraite. Les cotisations obligatoires à d'autres caisses telles que la coopérative des fonctionnaires ont été négligées faute de statistiques.

Toutes les cotisations, y compris celles payées par les patrons à la CNSS sont supposées être payées par les salariés puisqu'elles sont comptées dans la rémunération du travail. Elles sont inscrites en ressources des administrations.

Les paiements de l'Etat à la CNSS sont classés dans le budget comme des transferts et non comme des cotisations dues en tant que patron employant des contractuels n'ayant pas le statut de fonctionnaire et donc soumis au code du travail. Ces paiements sont sporadiques (60 milliards en 2000, 80 milliards en 2004, 340 milliards en 2005, 220 milliards en 2006 et 100 milliards de LL en 2008). Ces paiements ont été exclus à la fois de la rémunération des travailleurs et des cotisations sociales.

Tableau n° 38
Les cotisations sociales payées par les agents nationaux 2006-2010

Nature de la cotisation	<i>En milliards de LL</i>				
	2006	2007	2008	2009	2010
Cotisation à la CNSS	865	1 049	1 025	1 306	1 340
Cotisation des fonctionnaires	85	79	85	95	112
Total	951	1 128	1 110	1 402	1 452

c) Les prestations sociales

Les prestations sociales qui apparaissent en ressources du compte II.2 sont supérieures à celles inscrites en emplois du fait que des ménages résidents reçoivent, en plus des prestations locales, des pensions de retraite payées par des organismes non-résidents. Le montant de ces pensions avait été estimé en 1997 grâce à l'enquête sur les conditions de vie des ménages à 23 milliards de LL. Il a été maintenu constant ou augmenté légèrement tout au long de la période suivante par manque d'informations.

Tableau n° 39
Répartition des prestations sociales reçues par nature 2006-2010

Nature de la prestation	<i>En milliards de LL</i>				
	2006	2007	2008	2009	2010
Prestations de la CNSS	829	939	885	1 020	1 083
<i>Allocations maladie</i>	451	536	492	548	587
<i>Allocations familiales</i>	231	224	241	245	262
<i>Indemnité de fin de service</i>	147	179	152	226	234
Pensions de retraite					
payées par l'Etat	935	924	1 016	1 316	1 399
par l'Extérieur	23	24	25	26	28
Total	1 787	1 872	1 926	2 360	2 510

Quant aux prestations servies par les agents nationaux (inscrites en emplois), elles se limitent aux allocations et indemnités versées par la CNSS et aux pensions de retraite servies par l'Etat. Les premières ont passé de 407 milliards de LL en 1997 à 812 milliards en 2004 puis à 1 020 milliards en 2009 et à 1 083 milliards en 2010 les secondes de 528 à 821 milliards puis à 1 316 milliards et à 1 399 milliards de LL durant la même période.

Comme pour les cotisations, les prestations fournies par d'autres caisses ont été négligées dans la présente comptabilité.

d) Les transferts courants et calcul du RNBD

La rubrique « transferts courants » groupe trois types de flux : les recettes non fiscales de l'Etat, l'aide apportée par l'Etat aux individus, associations et autres organismes du secteur privé résidents ou non et enfin les transferts courants effectués par les non-résidents aux résidents.

Les deux premières rubriques sont tirées de la clôture des comptes de l'Etat à un ajustement près concernant les aides effectuées par l'intermédiaire d'autres administrations.

Les transferts extérieurs nets résultent des méthodes adoptées pour l'estimation des différentes rubriques de la balance des paiements, méthodes qui sont exposées dans le chapitre suivant.

Tableau n° 40
Répartition des transferts courants reçus suivant leur nature 2006-2010

Nature du transfert	<i>En milliards de LL</i>				
	2006	2007	2008	2009	2010
Recettes non fiscales	296	327	336	337	375
Aides	175	170	192	211	193
Transferts extérieurs nets	6 543	6 505	11 818	15 128	15 507
Total	7 015	7 002	12 346	15 677	16 076

Le solde du compte de la distribution secondaire des revenus est égal au revenu national brut augmenté des paiements extérieurs nets au titre de la distribution secondaire, ainsi que le montre le tableau n° 41 ci-dessous.

Tableau n° 41
Calcul du RNBD 2006-2010

	<i>En milliards de LL</i>				
	2006	2007	2008	2009	2010
RNB	33 242	37 400	45 491	52 366	55 769
Allocations reçues de l'extérieur	23	24	25	26	28
Transferts extérieurs nets	6 550	6 512	11 835	15 146	15 525
Moins coop. internationale	-7	-7	-17	-17	-18
Total = RNBD	39 808	43 929	57 334	67 520	71 304

De 1997 à 2002, les transferts extérieurs nets ont eu tendance à baisser. Par suite, la croissance du RNBD durant cette période a été plus faible que celle du PIB. En 2003 les résultats de la balance des paiements ont fait apparaître un fort mouvement de transfert vers le Liban (voir chapitre suivant) d'où une croissance du RNBD plus forte que celle du PIB en valeur courante (12,8% contre 5,5% pour le PIB). Le niveau des transferts extérieurs nets qui avait atteint 18,3% du PIB en 1997, baisse à 13,2% du PIB en 2005 pour remonter de façon remarquable durant les cinq années consécutives 2006-2010, années où la balance des paiements enregistre à nouveau de forts excédents. Ces transferts représentent 17,2% du PIB en 2007, 26,4% en 2008, 28,9% en 2009 et 27,7% en 2010.

Section IV. Le compte d'utilisation des revenus

Le compte d'utilisation du revenu enregistre en emploi la consommation nationale et en ressources le revenu national brut disponible. Le solde de ce compte est égal à l'épargne nationale.

Après une croissance en 1998, l'épargne nationale apparaît en baisse constante, surtout à partir de l'année 2000 jusqu'en 2002. Ainsi le taux d'épargne globale qui était de 13,6% en 1997, tombe à 7,7% en 2002. Cette évolution semble liée à celle des transferts extérieurs qui ont fortement chuté durant la dernière période, ainsi qu'il ressort de l'étude de la balance des paiements. Aussi, avec la reprise de tels transferts en 2003, le taux d'épargne atteint 12,6%. En 2004, il recule à 11% et remonte à 12,9% en 2005. Durant les années 2006 à 2009, la croissance des revenus disponibles est plus élevée que celle de la consommation, d'où un taux atteignant 16,7% en 2007, 22,9% en 2008 et 28% en 2009. En 2010, la tendance s'inverse et le taux d'épargne recule à 26,1%.

Section V. Le compte de capital

Le compte de capital enregistre en emplois la formation brute de capital fixe, la variation des stocks et les transferts en capital effectués par les agents nationaux. Il enregistre en ressource l'épargne brute et les transferts en capital reçus.

Les transferts en capital inscrits en emplois représentent l'aide à la reconstruction payée par l'Etat pour le retour des déplacés par la guerre ainsi que les transferts pour la reconstruction du Liban Sud. Importants au début (481 milliards de LL en 1997), ces transferts ont diminué progressivement pour devenir négligeables de 2002 à 2003. On note une légère reprise de ces subventions durant les deux

années 2004 et 2005 où elles atteignent respectivement 129 et 121 milliards de LL. Elles sont estimées à 8 milliards en 2008, à 38 milliards en 2009 et à 14 milliards de LL en 2010.

Les transferts inscrits en ressources comprennent, outre ceux inscrits en emplois, les transferts nets en capital provenant de l'extérieur. Ces derniers ont aussi diminué progressivement passant de 1 932 milliards en 1997 à 720 milliards de LL en 2002 mais ont repris les années suivantes pour atteindre 4 366 milliards en 2006, 2 165 milliards en 2007, 3 940 milliards en 2008, et 10 093 milliards de LL en 2009. En 2010 ils ont régressé pour atteindre et 3 880 milliards de LL seulement. Ce n'est cependant qu'une estimation très rudimentaire résultant des estimations de la balance des paiements. Ces estimations sont exposées dans le chapitre suivant.

Le solde du compte de capital s'appelle, suivant qu'il est positif ou négatif, capacité ou besoin de financement. Dans son ensemble, l'économie libanaise a généralement eu un besoin de financement extérieur. Ces trois dernières années cependant, comme le montre le tableau n° 42 suivant, l'économie nationale a dégagé un excédent, la capacité de financement des ménages ayant dépassé largement les besoins de financement des entreprises et des administrations.

Tableau n° 42
Répartition de la capacité (+) ou du besoin (-) de financement national par agent 2006-2010

	<i>En milliards de LL</i>				
	2006	2007	2008	2009	2010
Agent économique					
Administrations	-3 649	-3 938	-3 257	-2 276	-1 738
Entreprises	-3 155	-5 647	-6 820	-10 870	-12 050
Ménages	10 512	8 627	13 366	24 035	17 316
Total	3 708	-959	3 289	10 889	3 528

Dans le système comptable adopté, en effet, la capacité de financement des ménages est égale à leur épargne augmentée des revenus non distribués des sociétés et des transferts nets en capital provenant de l'extérieur. Ces derniers sont supposés être versés entièrement aux ménages¹¹. La capacité de financement des ménages, ainsi définie est donc tributaire des transferts extérieurs aussi bien courants qu'en capital. Ainsi en 2008 et en 2009, les transferts importants enregistrés amènent la capacité de financement des ménages à des niveaux record (plus de 13 mille milliards de LL en 2008 et plus de 24 mille milliards en 2009), dépassant largement les besoins de financement des entreprises et des administrations ces deux années-là. En 2010 la capacité de financement des ménages baisse pour atteindre un peu plus de 17 mille milliards et dépasse toujours le besoin de financement des autres agents.

Le besoin de financement des entreprises est égal à la formation brute de capital fixe dans le secteur marchand et à la variation des stocks diminuée des montants retenus comme amortissement. L'évolution du besoin de financement des entreprises a donc suivi celle des investissements dans le secteur privé qui étaient en régression en 2005 et en forte hausse durant la période 2007 à 2010.

Quant au besoin de financement des administrations, il est égal au déficit du secteur public. Ce déficit qui était très largement supérieur à la valeur des investissements, a sensiblement diminué les deux

¹¹ Rappelons aussi que les entreprises individuelles ne sont pas groupées avec les ménages mais avec les autres entreprises.

dernières années. Il représentait 15,1% du PIB en 2002. En 2007, ce ratio tombe à 10,5%. En 2010, le déficit public ne représente plus que 3,2% du PIB. Rappelons cependant qu'il s'agit là du déficit budgétaire qui ne comprend pas le déficit des opérations du Trésor hors budget.

Section VI. Le compte financier

Le compte financier enregistre en emplois la variation des créances et droits et en ressources la variation des dettes des agents nationaux. Le solde du compte financier est égal à la capacité ou au besoin de financement. Cette égalité résulte du principe de l'équilibre général des comptes. Les méthodes d'estimation adoptées dans l'élaboration des comptes reposent en grande partie sur ce principe d'équilibre. Ainsi, la capacité de financement des ménages se traduit par un accroissement équivalent des créances et droits qu'ils détiennent, le besoin de financement des entreprises est couvert par l'accroissement des participations et par les crédits obtenus et enfin, le déficit des administrations se traduit par un accroissement égal de la dette publique nette des avances du Trésor.

Les créances et dettes retenues dans les comptes actuels sont classées, selon la nomenclature internationale, sous les quatre rubriques suivantes : Numéraires et dépôts (F2), Titres autres qu'actions (F3), Crédits (F4), Actions ou participations (F5).

a) *La variation des numéraires et dépôts*

Les numéraires et dépôts recensés ici ne concernent que les billets de banque en LL émis par la banque centrale, les dépôts détenus par les résidents du secteur privé auprès du système bancaire et les avoirs extérieurs nets des banques libanaises. Ils ne comprennent pas les billets de banque en dollars ou autres devises ni les dépôts auprès des banques à l'étranger détenus par les résidents (banques exclues). Les numéraires et dépôts détenus par le secteur public sont aussi exclus. Les chiffres adoptés découlent des données sur la masse monétaire établies par la banque du Liban.

La variation de la masse monétaire constitue une ressource pour le système bancaire et un emploi du secteur privé non bancaire. Il s'agit en grande partie des dépôts détenus par les ménages, la variation du compte caisse et banque des sociétés non financières pouvant être considérée comme négligeable. Ainsi la hausse de la variation de la masse monétaire de 13 390 milliards de LL en 2008 à 20 323 milliards de LL en 2009 puis la baisse à 15 045 milliards de LL en 2010 est, en partie, le reflet de l'évolution de la capacité de financement des ménages (voir plus haut).

Tableau n° 43
Variation de la masse monétaire et des avoirs extérieurs nets du système bancaire 2006-2010

Nature de la monnaie	<i>En milliards de LL</i>				
	2006	2007	2008	2009	2010
Monnaie en LL	-987	1 353	12 494	14 165	7 912
Dépôts en devise	6 077	8 200	895	6 158	7 133
Total = ressources	5 090	9 554	13 390	20 323	15 045
Avoirs extérieurs nets des banques	4 213	3 070	5 218	11 908	5 012
Total = emplois	9 303	12 624	18 608	32 231	20 057

Note : La variation des dépôts en devise est calculée à taux de change constant

Les fortes fluctuations enregistrées dans la composition de la monnaie entre devises et livres libanaises découlent des variations conjoncturelles de la confiance dans la monnaie nationale et du différentiel d'intérêt. Il est à noter que les variations des dépôts en devises ont été calculées à taux de change constant.

Du côté des emplois, au montant de la variation de la monnaie détenue par les résidents s'ajoute l'accroissement des avoirs extérieurs nets détenus par les banques résidentes. Cette dernière est égale à celle des dépôts des banques libanaises à l'étranger diminués des dépôts des non-résidents. Elle est calculée à taux de change constant. Par définition cette variation est égale à celle du solde de la balance des paiements.

b) La variation des titres autres qu'actions

Seuls les bons du Trésor libanais ont été pris en compte, les titres du secteur privé ou étranger ont été négligés. Le tableau n° 44 ci-dessous donne la répartition des bons du Trésor par souscripteur¹².

Est enregistrée en emplois la variation des bons du Trésor détenus par les banques et par les autres résidents. Ceux détenus par les administrations autonomes sont exclus par consolidation. En plus des bons souscrits par les résidents, les Administrations ont comme ressources les bons souscrits par les non-résidents. Il faut noter toutefois que la répartition des bons du Trésor entre souscripteurs résidents et non-résidents n'est pas connue avec précision. Les bons du Trésor en LL sont supposés être détenus par les résidents et ceux libellé en devises en circulation hors banques par les non résidents.

Tableau n° 44
Variation des bons du Trésor répartis par souscripteur 2006-2010

Souscripteur	2006	2007	2008	2009	2010
				<i>En milliards de LL</i>	
			<i>B.T. en LL</i>		
Administrations	860	1 475	253	1 029	186
Banques*	344	2 626	6 715	5 288	3 087
Autres et ajustement	289	1 919	915	604	110
Total	1 493	6 020	7 884	6 922	3 383
			<i>B.T. en devises</i>		
Banques*	3 296	209	-952	1 610	-662
Institutions financières	9	69	214	358	95
Autres	-1 864	250	451	-1 685	604
Total	1 442	528	-288	282	37
			<i>Ensemble des bons hors administration</i>		
Banques*	3 640	2 836	5 763	6 898	2 425
Résidents secteur privé	298	1 987	1 129	962	205
Non-résidents	-1 864	250	451	-1 685	604
Total consolidé	2 075	5 073	7 343	6 175	3 233

*Banque du Liban et banques commerciales

Note : les chiffres des années précédentes ont été révisés

¹² Les bons du Trésor souscrits par les banques sont tirés de leurs bilans tels que publiés par la BDL. Ceux souscrits par le public et les administrations sont estimés à partir des statistiques fournies par la BDL. Les variations des bons en devises sont calculées à taux de change constant. Des divergences plus ou moins importantes apparaissent entre les comptes du Trésor et les statistiques de la Banque centrale. Les chiffres adoptés dans les comptes sont le résultat d'un arbitrage.

De 2004 à 2006, les émissions de bons de Trésor en devises tendent à remplacer celles en livres libanaises. Ce sont les banques qui ont souscrit à la plus grande partie de ces émissions. En 2007, le bilan de la banque du Liban fait apparaître à l'actif une diminution du portefeuille de bons du Trésor (- 2 500 milliards de LL) en contrepartie d'une diminution au passif du poste « différence de change » inscrit au crédit du Trésor en vertu de l'article 115 du code de la monnaie et du crédit. Cette écriture comptable n'a pas été prise en compte dans le calcul des émissions nettes des remboursements. A partir de 2007 on observe un net regain pour les bons libellés dans la monnaie nationale.

c) *La variation des crédits*

Les montants inscrits en emplois représentent la variation des crédits bancaires tels qu'ils sont reportés dans les statistiques sur la situation monétaire ainsi qu'une estimation des avances du Trésor aux entreprises publiques. En l'absence d'un bilan consolidé pour l'ensemble des institutions financières les crédits accordés au secteur non financier par les établissements hors du système monétaire n'ont pas été comptabilisés dans le système comptable adopté. En ressources, les crédits comprennent aussi les emprunts extérieurs nets reçus par les administrations publiques.

Tableau n° 45
Variation des crédits selon leur nature 2006-2010

Nature des crédits	<i>En milliards de LL</i>				
	2006	2007	2008	2009	2010
<i>Crédits bancaires</i>					
Au secteur privé	1 163	914	5 778	4 976	9 415
Au secteur public (net)	1 137	-118	-3 807	-2 260	-998
<i>Crédits</i>	-9	-35	-8	-64	-101
- <i>dépôts du secteur public</i>	1 146	-83	-3 799	-2 196	-897
Total des crédits bancaires	2 300	796	1 971	2 716	8 417
Avances du Trésor	175	235	180	229	288
Total des emplois	2 475	1 031	2 151	2 945	8 705
Emprunts extérieurs	161	1 234	-689	-1 830	-617
Total : ressources	2 636	2 265	1 463	1 115	8 088

Les crédits bancaires au secteur privé ont repris en 2004 après avoir subi un net ralentissement durant la période 1997-2003. Cette reprise s'est ralentie entre 2005 et 2007 pour reprendre avec plus de vigueur les deux années suivantes. Le montant des crédits nets des remboursements en 2008, 2009 et 2010 a largement dépassé le niveau atteint en 2004 : respectivement 5 778, 4 976 et 9 415 milliards contre 1 464 milliards de LL en 2004. Ce développement spectaculaire des crédits bancaires fait suite à un excédent de liquidité. Le tableau n°46 ci-dessous montre l'évolution de la répartition des crédits dans le secteur financier par secteur utilisateur telle que publiée par la Banque du Liban.

Ces crédits sont différents des crédits rapportés dans la situation monétaire car ils englobent les crédits accordés par les institutions de crédits en dehors du système monétaire. Ils permettent cependant de voir les variations dans la répartition des crédits par secteur et leur évolution. On relève par exemple une forte poussée des crédits au secteur de la construction ainsi que des crédits aux individus destinés principalement à financer l'achat d'un logement.

Tableau n° 46
Variation des crédits au secteur privé suivant les secteurs économiques 2006-2010

Secteur	<i>En milliards de LL</i>				
	2006	2007	2008	2009	2010
Agriculture	-16	34	64	-5	132
Industrie	31	592	753	226	936
Construction	111	440	1 745	793	2 199
Commerce	67	891	1 014	477	1 976
Services	782	1 675	1 301	434	892
Institutions financières	254	485	1 235	773	1 049
Autres organismes	15	190	306	-77	429
Individus	885	1 157	937	2 870	3 146
Total	2 130	5 462	7 355	5 492	10 760

Les créances du système bancaire sur le secteur public sont nettes des dépôts. La variation des crédits reflète plus celle des dépôts que celles des crédits à proprement parler. Ces derniers sont négligeables, les banques finançant le secteur public au moyen des souscriptions aux bons du Trésor. En 2008 et 2009, il semble que les très importantes souscriptions aux bons du Trésor de la part de la Banque du Liban et des banques commerciales (+5 763 milliards en 2008 et +6 717 milliards de LL en 2009) se soient traduites en grande partie par un accroissement des dépôts du Trésor auprès de la banque centrale (+3 799 et +2 021 milliards de LL respectivement en 2008 et 2009). En 2010 l'accroissement de ces dépôts est plus faible (897 milliards de LL) mais reste important au vu des 11 419 milliards de LL de dépôts du secteur public qui dorment auprès de la Banque du Liban.

Les avances du Trésor aux entreprises publiques telles que l'Electricité du Liban ne sont pas connues avec précision. Le système de comptabilité publique actuel ne permet pas de connaître la ventilation des avances par bénéficiaire. Les chiffres indiqués sont approximatifs et permettent d'équilibrer les comptes des administrations publiques. Rappelons cependant que les sommes déboursées par le Trésor pour le compte de l'Electricité du Liban ne sont plus comptés dans les avances mais comptabilisées comme subventions.

Les emprunts publics extérieurs rapportés sont ceux effectués par le CDR et autres organismes publics tels que recensés par la Banque du Liban. Le recours de l'Etat au financement extérieur se fait principalement à l'aide d'émission d'euro bonds.

d) *La variation des actions ou participations*

Il n'existe pas à l'heure actuelle des données sur les bilans des sociétés. Les chiffres indiqués en emplois représentent en principe la variation des droits des ménages sur la propriété des entreprises qu'elles soient des sociétés anonymes ou des entreprises individuelles. Ils comprennent aussi les montants déboursés par les ménages pour l'achat de logements neufs. Ces derniers montants avaient été estimés à 1 328 milliards en 1997 grâce à l'enquête sur les conditions de vie des ménages. A défaut d'autres données sur les années suivantes, la participation des ménages à la formation brute du capital des entreprises est estimée par résidu.

En ressources, aux participations des résidents s'ajoutent les investissements directs des non-résidents. Ces derniers sont estimés dans le cadre de la balance des paiements. Voir chapitre suivant.

Chapitre 2

Les comptes du reste du monde et la balance des paiements

Les opérations effectuées avec le reste du monde sont enregistrées dans quatre comptes qui dégagent les principaux soldes de la balance des paiements :

- I. Le compte des opérations sur biens et services dont le solde est égal à la balance commerciale
- II. Le compte des revenus primaires et des transferts courants dont le solde est égal à la balance courante
- III.1 Le compte des transferts en capital dont le solde est égal à la capacité ou au besoin de financement de l'extérieur
- III.2 Le compte financier dont le solde est égal au déficit ou à l'excédent de la balance des paiements.

Ces différents soldes sont repris dans le tableau n° 47.

Tableau n° 47
Evolution des différents soldes de la balance des paiements 2006-2010

Nature de la balance	2006	2007	2008	2009	2010
Balance commerciale	7 016	9 434	13 242	14 493	15 693
+ revenus et transferts nets	-6 357	-6 304	-12 586	-15 285	-15 339
= balance courante	659	3 129	656	-792	353
+ Transferts nets de capitaux	-4 367	-2 171	-3 945	-10 097	-3 881
= Cap./bes. de financement	-3 708	959	-3 289	-10 889	-3 528
+ Financement net	-505	-4 029	-1 929	-1 019	-1 484
<i>Crédits</i>	-161	-1 234	689	1 830	617
<i>Bons du Trésor</i>	1 864	-250	-451	1 685	-604
<i>Investissements directs nets</i>	-2 208	-2 544	-2 167	-4 534	-1 497
= balance des paiements	-4 213	-3 070	-5 218	-11 908	-5 012

Remarque : Un solde positif dans le compte de l'extérieur représente un déficit pour le pays, tandis qu'un solde négatif représente un excédent. Ainsi la balance des paiements a été excédentaire durant toute la période de 2006 à 2010.

Section I. Le compte des opérations sur biens et services

Le compte des opérations sur biens et services avec le reste du monde enregistre en emplois les exportations et en ressources les importations. Ces agrégats ont été passés en revue dans la première partie, chapitre 2 et chapitre 5. Le solde de ce compte appelé balance commerciale, a un sens plus large que le sens courant du terme puisque ces échanges ne se limitent pas seulement aux marchandises mais englobent aussi les exportations nettes de services.

La balance commerciale a été toujours déficitaire au Liban. Entre 1997 et 2002, le déficit des échanges de biens et services avec l'extérieur a régressé de 8 009 milliards de LL à 5 405 milliards suite à la stagnation des importations et à une croissance sensible des exportations. En 2003 et en 2004, suite à une croissance des importations plus importante que les exportations, le déficit est remonté à 6 249 milliards puis à 7 160 milliards de LL. En 2005 et 2006, le déficit se maintient presque au même niveau. A partir de 2007, il ne cesse d'augmenter : 9 434 milliards en 2007, 13 242 milliards en 2008 puis 14 493 milliards en 2009 et 15 693 milliards de LL en 2010. En 1997 ce déficit représentait 33% du PIB et 24,8% de la dépense nationale ; en 2002, il ne représente plus que 18,8% du PIB et 15,8% de la dépense nationale. Ces ratios remontent respectivement à 25,1% et 20% en 2007 et se rapprochent en 2008 de leur niveau de 1997 : 29,6% et 22,8% pour reculer légèrement en 2009 à 27,7% et 21,7% puis remonter en 2010 à 28% et 21,9%.

Notons que l'estimation de la balance commerciale a été révisée à la baisse suite à la révision à la hausse des exportations nettes de services.

Section II. Le compte des revenus primaires et des transferts courants

Ce compte enregistre en emplois les revenus primaires payés aux résidents libanais par le reste du monde ainsi que les transferts nets de l'étranger. Il reprend en ressources le solde des opérations sur biens et services et enregistre les paiements de revenus primaires effectués par l'économie nationale à des non-résidents.

Le solde de ce compte est égal à celui de la balance courante des paiements. Comme la balance commerciale, cette dernière balance est généralement positive pour le reste du monde, ce qui dénote un déficit pour le Liban. Ses variations sont tributaires du mouvement des transferts courants. Suite aux forts mouvements de transfert enregistrés en 2008 et 2009, la balance courante atteint son plus bas niveau en 2008 et devient négative en 2009 accusant ainsi pour la première fois un excédent pour le Liban. En 2010 la balance courante redevient positive en faveur de l'extérieur.

Ci-dessous un aperçu sur l'évolution des éléments rentrant dans ce compte.

a) Les revenus primaires

Appelés aussi revenus des facteurs, les revenus primaires comprennent les salaires, les intérêts et autres revenus du travail ou du capital.

Les salaires et autres revenus du travail reçus de l'extérieur par les résidents libanais avaient été estimés pour 1997 grâce à l'enquête sur les conditions de vie des ménages. Ces chiffres ont été projetés sur les années suivantes en prenant comme indicateur la fréquence des voyages des libanais à l'étranger. Quant aux salaires payés aux non-résidents, ils ont été projetés proportionnellement à la valeur ajoutée dans les secteurs de l'agriculture et de la construction. Cependant à la suite des nouveaux travaux entrepris par la Banque du Liban sur la balance des paiements de nouveaux indicateurs de l'évolution de ces revenus ont été adoptés, sans aboutir cependant à des chiffres plus fiables. (Voir tableau 28).

Les intérêts reçus par les résidents libanais sur leurs placements à l'étranger et les intérêts payés aux non-résidents sont estimés par la Banque du Liban dans le cadre des travaux sur la balance des paiements. Ces estimations montrent une nette régression des intérêts reçus qui tombent de 1 321 milliards de LL en 1997 à 549 milliards en 2003, tandis que les intérêts servis aux investisseurs non-résidents augmentaient considérablement, passant de 1 060 milliards de LL en 1997 à 1 652 milliards en 2003. En 2004 on assiste à une remontée des intérêts dans les deux sens mais le solde reste en faveur des non-résidents (1 813-946 milliards de LL). A partir de 2005 par contre les intérêts reçus par les Libanais dépassent ceux servis aux non résidents dégageant ainsi un surplus positif de 143 milliards de LL en 2005, de 277 milliards en 2006 et de 76 milliards de LL en 2007. En 2008 la tendance s'inverse à nouveau les résidents reçoivent de leurs placements à l'étranger moins que ce qu'ils payent aux non résidents : -131 milliards en 2008, -523 milliards en 2009 et -191 milliards de LL en 2010.

Jusqu'en 2007, les intérêts constituaient la part la plus importante des revenus primaires échangés avec l'extérieur. En 2008 les salaires et autres revenus du travail des libanais expatriés a considérablement augmenté compensant le recul des revenus tirés des placements dans les banques étrangères. Ainsi, le revenu net des facteurs provenant du reste du monde a passé de -225 milliards de LL en 2007 à +743 milliards en 2008. En 2009 le revenu net des facteurs recule à +130 milliards et redevient négatif en 2010 (-196 milliards de LL). (Voir tableau n° 29).

b) Les transferts courants nets

Le Liban a de tout temps bénéficié d'un flux de transferts provenant de l'extérieur. Il n'existe aucune statistique sérieuse sur la nature et le montant de tels transferts. La méthode adoptée pour l'estimation des transferts courants a été de considérer tout le résidu de la balance des paiements, autrement dit la rubrique "erreurs et omission", comme des transferts et de le répartir entre transferts courants et transferts en capital suivant une clé de répartition dépendant de la conjoncture générale et en particulier de celle des investissements. Les clés de répartition résultant entre transferts courants et transferts en capital ont été, à un ajustement près, les suivantes : 0,7/0,3 en 1997, 1998 et 2004 ; 0,8/0,2 en 1999 ; 0,85/0,15 en 2000 et 2002 ; 0,9/0,1 en 2001 ; deux tiers/un tiers en 2003 ; trois quarts/un quart en 2005, 2007 et 2008, 0,6/0,4 en 2006 et 2009, enfin 0,8/0,2 en 2010.

La tendance générale des transferts extérieurs nets était à la baisse entre 1997 et 2002, Il était normal, vu la tendance à la baisse des investissements au Liban, de considérer que cette baisse ait touché plus les transferts en capitaux que les transferts courants. En 2003, le fort excédent de la balance des paiements a laissé entrevoir un mouvement massif de transferts vers le Liban dû à la hausse des revenus pétroliers. Les investissements dans le secteur privé ayant redémarré à la hausse, l'accroissement des transferts en capitaux a été considéré comme étant plus important que celui des transferts courants. Ce mouvement s'est maintenu en 2004 et 2005 mais à un niveau plus faible. On enregistre à partir de 2006 des niveaux record de transfert courant et en capital : plus de 10 mille milliards de LL en 2006, plus de 8 mille milliards en 2007 et plus de 15 mille milliards en 2008, 24 mille milliards en 2009 et plus de 19 mille milliards de LL en 2010.

Aux transferts courants nets, il convient d'ajouter les paiements de pensions de retraites et autres prestations sociales reçus de l'extérieur. Ces paiements avaient été estimés à 23 milliards de LL en

1997 grâce à l'enquête sur les conditions de vie des ménages ; ils ont été maintenus constants jusqu'en 2006 et portés à 24 puis à 25 et 26 milliards de LL en 2007, 2008 et 2009 et à 28 milliards en 2010.

Section III. Le compte des transferts en capital

Ce compte reprend en ressources la balance courante et en emplois les transferts nets de capitaux.

Les transferts nets de capitaux ont été estimés par la même méthode que les transferts courants : voir section précédente. Cette méthode d'estimation aboutit à faire apparaître des transferts extérieurs nets en capitaux en chute entre 1997 et 2002 : de 1 918 milliards de LL en 1997 à 469 milliards en 2002. A partir de 2003, ces transferts deviennent plus importants et varient entre 2 mille et 4 mille milliards de LL entre 2006 et 2008, atteignent 10 mille milliards en 2009 et 3,9 mille milliards de LL en 2010.

Vu l'équilibre général des comptes, le solde de ce compte est rigoureusement égal en valeur absolue au besoin ou à la capacité de financement de l'économie nationale. Sauf en 2003, 2006, 2008, 2009 et 2010, ce solde a été positif (pour l'extérieur donc négatif pour l'économie nationale) durant toute la période 1997-2010.

Section IV. Le compte financier

Le compte financier enregistre en emplois la variation des créances et en ressources la variation des dettes du reste du monde vis-à-vis de l'économie nationale. Le solde du compte financier est strictement égal à la capacité ou au besoin de financement. Les créances et dettes sont reportées nettes dans chaque catégorie.

En emplois, on trouve :

a) Les titres autres qu'actions

Il s'agit de la variation du portefeuille de bons du Trésor libanais détenus par les non-résidents. Ces montants sont estimés par la Banque du Liban. Voir chapitre précédent, section VI paragraphe b.

b) Les crédits

Il s'agit uniquement des emprunts extérieurs effectués par le CDR et autres organismes publics.

c) Les actions et participations

Les droits des non-résidents sur les entreprises résidentes comprennent en grande partie la propriété immobilière. A partir d'une estimation faite dans le cadre des comptes de 1997, la variation de ces droits a été projetée sur les années suivantes proportionnellement aux investissements directs retenus par la Banque du Liban dans l'estimation des éléments de la balance des paiements.

En ressources, on enregistre, outre la capacité de financement, la variation nette des avoirs extérieurs du système bancaire libanais sous la rubrique "numéraires et dépôts". Par définition, cette variation représente le solde final de la balance des paiements.

Comme on peut le constater, la balance des paiements est fortement déficitaire en 2001 puis excédentaire en 2002 par suite de la contribution des organismes étrangers au financement du Trésor

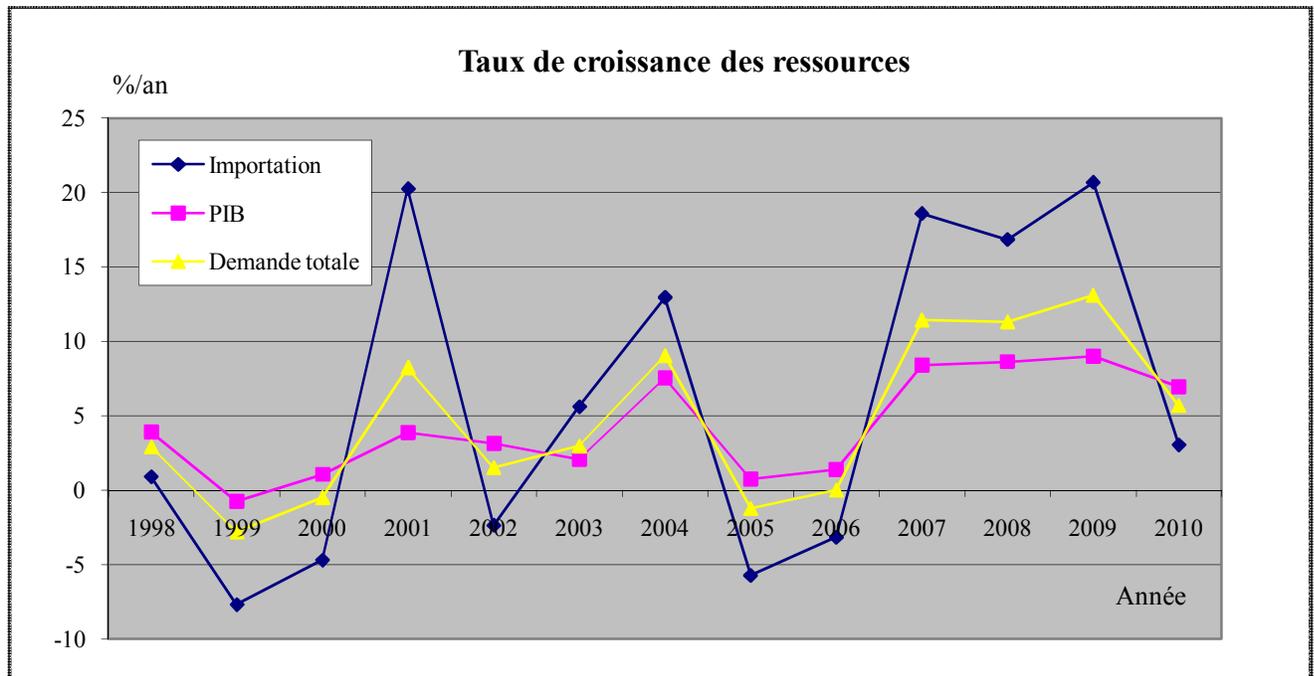
libanais en exécution des décisions de Paris II. En 2003, la balance des paiements enregistre des excédents encore plus importants sous le double effet de la poursuite d'achat de bons du Trésor et de l'apport des transferts en capitaux ou des transferts courants. En 2004, malgré l'importance de la masse des transferts, l'excédent de la balance des paiements est plus modeste du fait de la forte hausse des importations et d'une souscription plus modeste aux euros bonds. A partir de 2005, l'excédent de la balance des paiements résulterait d'une reprise des investissements directs principalement dans le secteur de l'immobilier et aussi en 2008, 2009 et 2010 d'un fort accroissement des transferts augmentant la capacité de financement de l'économie nationale.

Conclusion

La projection des comptes économiques sur les années 2003 à 2010 suivant les méthodes mises au point lors de l'élaboration des comptes 1997-2002 a permis non seulement d'évaluer les évolutions macro-économiques mais aussi de repérer les changements survenus dans les caractéristiques de l'économie et des finances libanaises et de mesurer l'impact des événements politiques majeurs survenus durant ces dernières années sur l'activité économique. Voici en résumé les principaux faits qui s'en dégagent :

- a) *L'appareil productif libanais se caractérise par une certaine rigidité face aux variations de la demande qui agissent plus intensément sur les importations*

Le cycle de croissance amorcé en 2004 et interrompu en 2005 et 2006 a repris en 2007 et s'est poursuivi avec plus de vigueur en 2008 et en 2009 mais s'est ralenti en 2010 : 7% contre respectivement 9%, 8,6% et 8,4% en 2009, 2008 et 2007. Ce ralentissement fait suite à un ralentissement plus important de la demande dont le taux de croissance à prix constants a atteint 5,7% alors qu'il était respectivement de 13,7%, 11,3% et de 11,4% en 2009, 2008 et 2007. Ainsi la baisse du taux de croissance de la demande a entraîné une baisse plus importante du taux de croissance du volume des importations : 3,1% contre 20,7% en 2009, 16,9% en 2008 et 18,6% en 2007.



b) *Suivant la conjoncture, le rôle prépondérant de la consommation privée dans la variation de la demande est atténué ou renforcé par le mouvement des investissements et de la demande extérieure.*

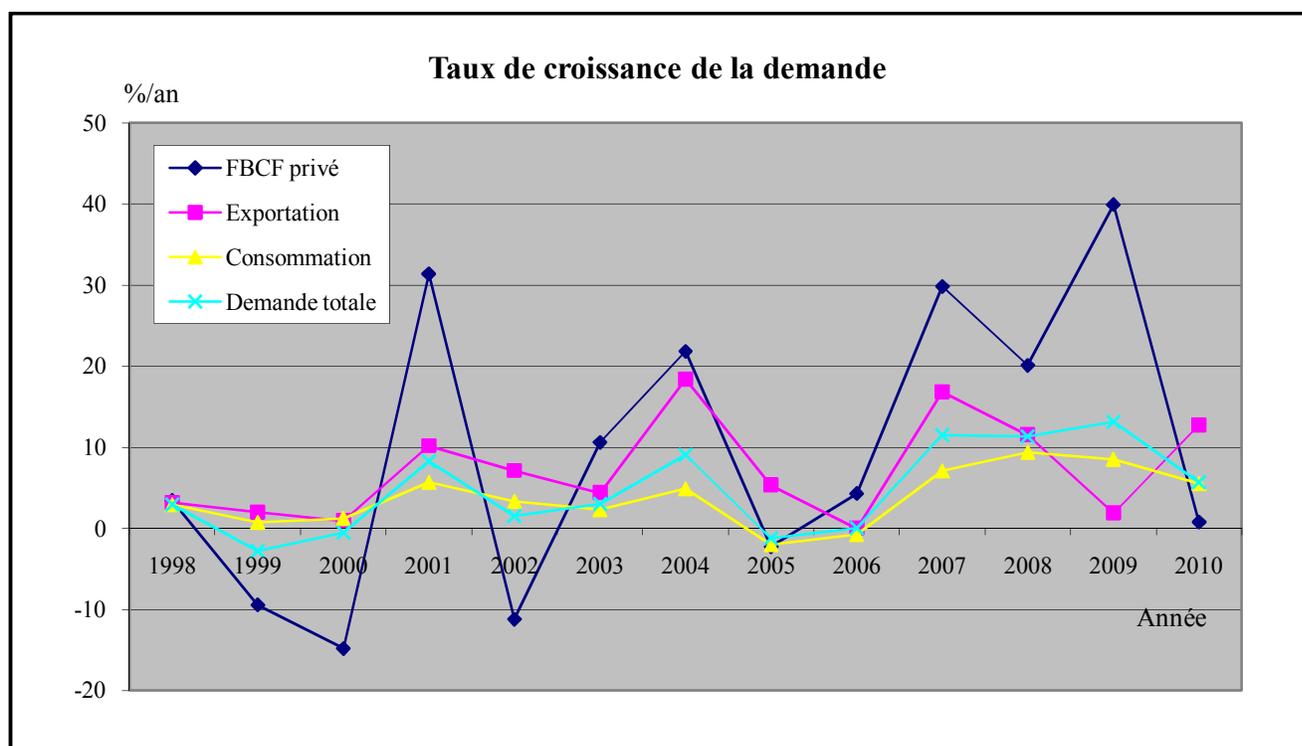
Tableau n° 48

Contribution des différentes composantes de la demande à sa croissance en %/an

Composantes de la demande	2006	2007	2008	2009	2010
Consommation privée	-1,0	4,1	5,4	4,6	2,8
Consommation publique	0,5	0,7	0,7	0,9	0,6
FBCF et var, des stocks	0,5	4,1	3,4	7,4	0,5
Exportations	0,0	2,6	1,8	0,3	1,8
Demande totale	0,0	11,4	11,3	13,1	5,7

Note : La contribution à la croissance de la demande est calculée en multipliant la croissance de la composante par le rapport de la valeur de cette composante sur la valeur totale

En 2004 la demande des ménages, les investissements et la demande extérieure ont contribué de façon presque égale à l'accroissement de la demande globale. En 2007, deuxième année de croissance forte, la contribution des exportations est moins importante ; ce sont les investissements autant, sinon plus que la consommation qui tirent la croissance vers le haut. En 2008, la demande des ménages reprend le rôle prépondérant dans la croissance de la demande tandis qu'en 2009 ce sont les investissements qui constituent la principale cause de la croissance de la demande. La croissance des exportations cette dernière année a été très faible à cause de la crise mondiale. En 2010, le ralentissement de la croissance de la demande est dû au ralentissement des investissements qui intervient après une année de forte croissance et dans une moindre mesure à la faiblesse de la croissance de la consommation. (Voir tableau n° 48).

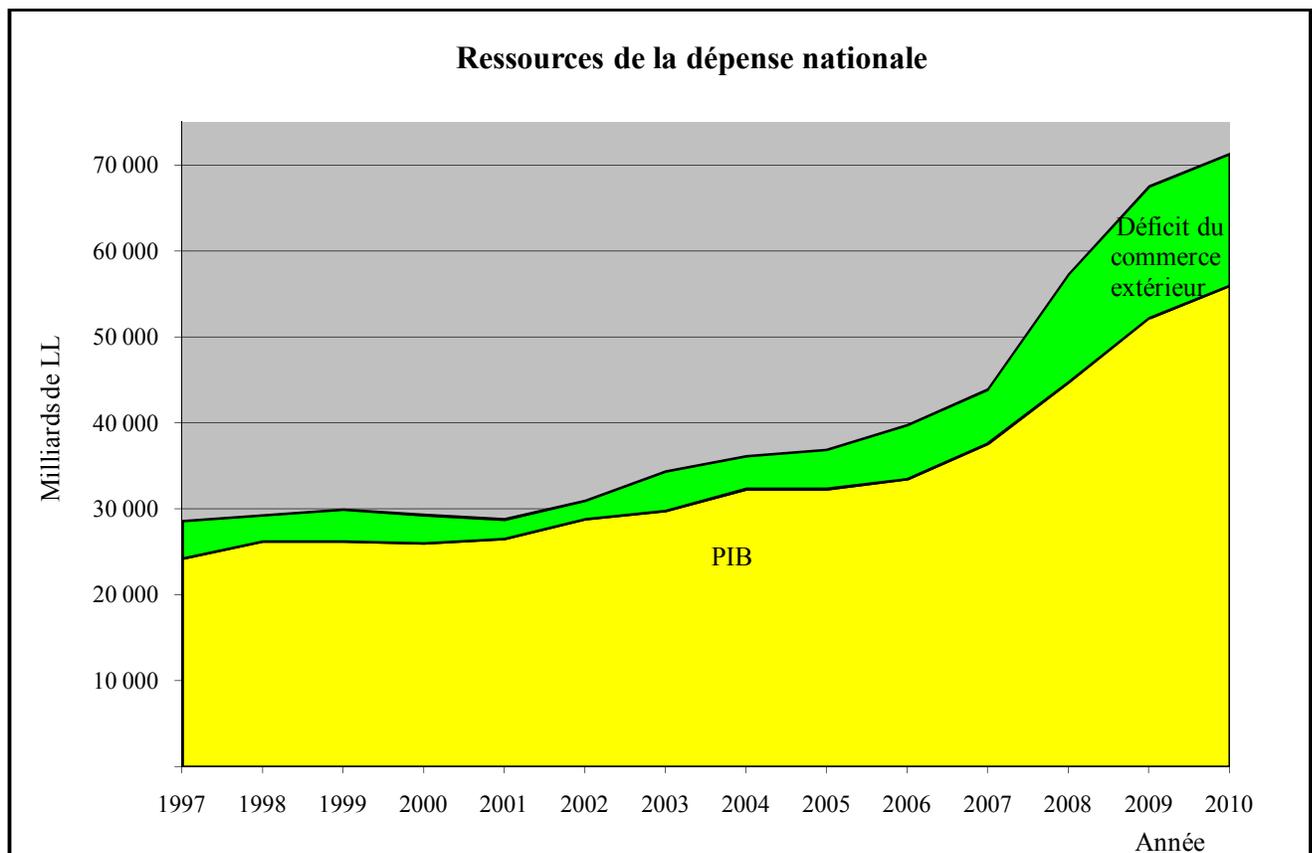


c) *Ralentissement des investissements privés*

Après une période de régression, les investissements ont repris avec vigueur en 2003 (+11,9% en valeur), ont poursuivi leur progression en 2004 (+25,6%) et ont stagné en 2005 (-0,9%). Cette stagnation est due au recul des investissements publics et à la diminution des stocks, la formation brute de capital fixe des entreprises privées continuant à progresser (+8,5% en valeur, 5,8% en volume) grâce à l'apport de capitaux étrangers en quête de placement. En 2006, malgré les hostilités, les investissements tant privés que publics augmentent en valeur réelle de 3,5%. En 2007, ils accusent un taux de croissance record de 25% (20,4% si l'on exclut l'accroissement des stocks). La progression de la formation brute de capital fixe des entreprises privées (à l'exclusion de la variation des stocks) en termes réels reste encore importante en 2008 (+20,5%), bat un nouveau record en 2009 (+35,8%) et recule à 5,8% en 2010.

d) *L'écart structurel entre dépense nationale et production intérieure a légèrement augmenté les dernières années*

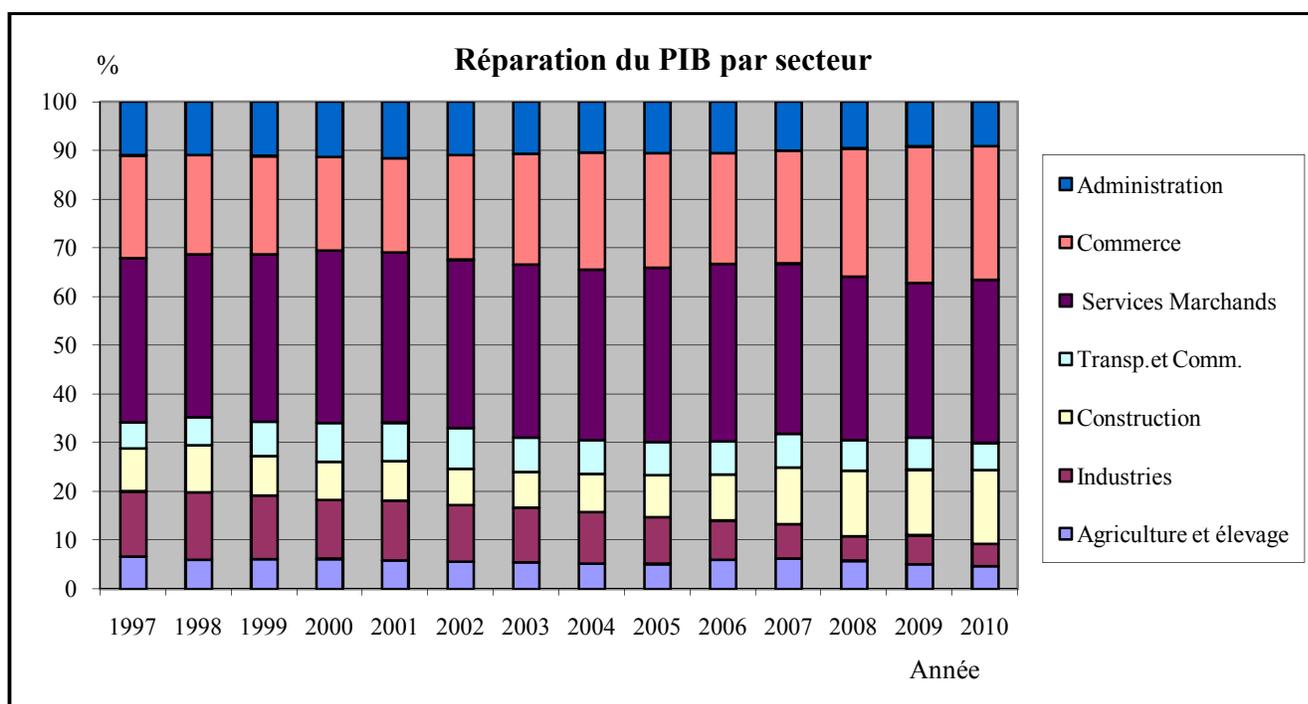
Après l'évolution des années 1997-2002 ayant abouti à une atténuation de l'écart en valeur relative entre la dépense nationale et le produit intérieur brut, cet écart qui était tombé de 30% du PIB en 1997 à 17,7% en 2002 est remonté pour fluctuer entre 20 et 21% de 2003 à 2006 et atteindre 25% en 2007, 29,6% en 2008, 27,7% en 2009 et 28% en 2010. Cette évolution est la conséquence de la disparité dans l'évolution des différents secteurs de l'économie et entre les prix à l'importation et à la production.



Parallèlement, le déficit commercial en biens et services qui couvrait initialement 23,1% de la dépense nationale en 1997 avait reculé à 15,1% de cette dépense en 2002. Ce ratio fluctue entre 16% et 18% entre 2003 et 2006 pour remonter à 20% en 2007, 22,8% en 2008, 21,7% en 2009 et 21,9% en 2010.

e) Faiblesse persistante des secteurs de production de biens

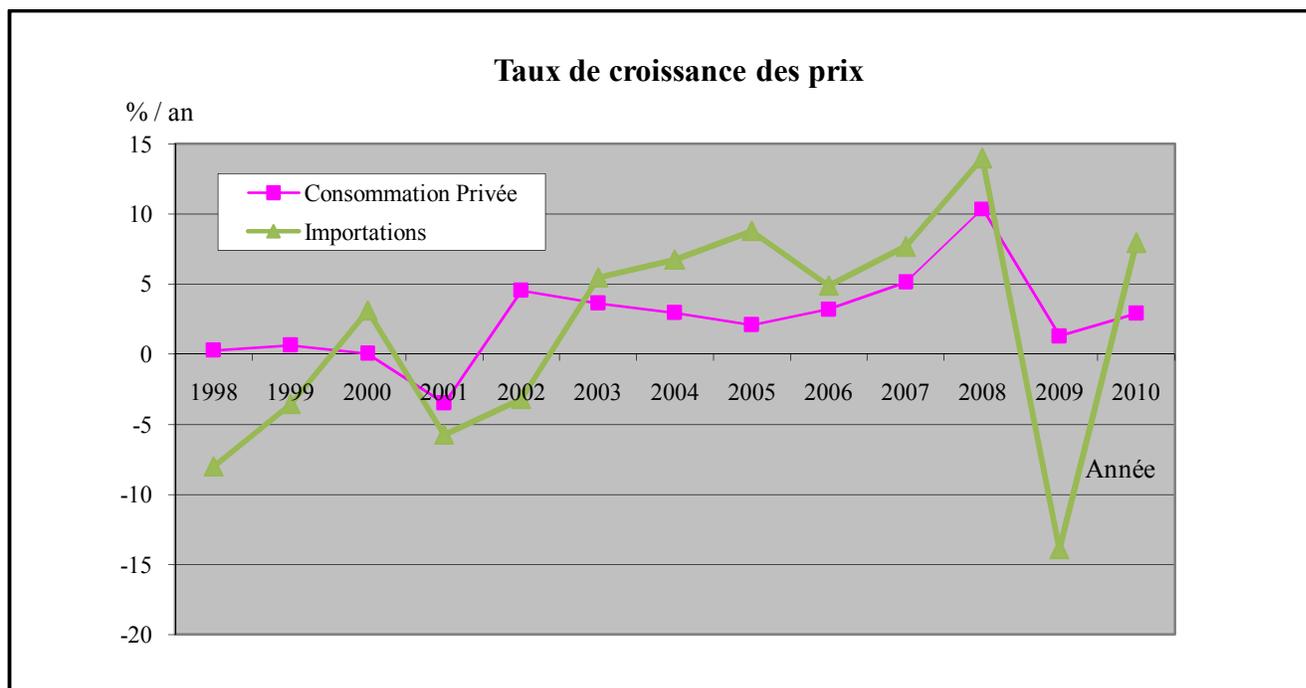
La part de l'agriculture dans le PIB a constamment baissé de 1997 à 2005 passant de 6,7% à 5,2% pour remonter en 2006 et 2007 à un niveau légèrement supérieur à 6% et baisser à nouveau à 5,8% en 2008, à 5,1% en 2009 et à 4,7% en 2010. Par contre, la part des industries manufacturières et de l'énergie a continué à régresser jusqu'en 2008, tombant de 13,4% en 1997 à 5% en 2008 pour remonter à 6% en 2009 et rebaisser à 4,5% en 2010. La dégradation importante de la valeur ajoutée dans le secteur de l'énergie est responsable en grande partie de cette régression. La part des industries manufacturières seules dans le PIB a régressé de façon moins marquée : de 12,5% en 1997 à 8,3% en 2008, à 7,6% en 2009 et à 7,2% en 2010. Notons que la progression de l'industrie aurait été plus importante, si les prix de ses facteurs de production au lieu de baisser ou stagner, avaient suivi la même tendance que les prix de l'ensemble des valeurs ajoutées.



Par ailleurs, les années 2008 à 2009 ont été caractérisées par une forte croissance du secteur commercial suite à une demande importante de la part des ménages de biens durables et autres biens qui sont en grande partie importés.

f) Une variation des prix à l'importation non répercutée entièrement sur les prix à la consommation

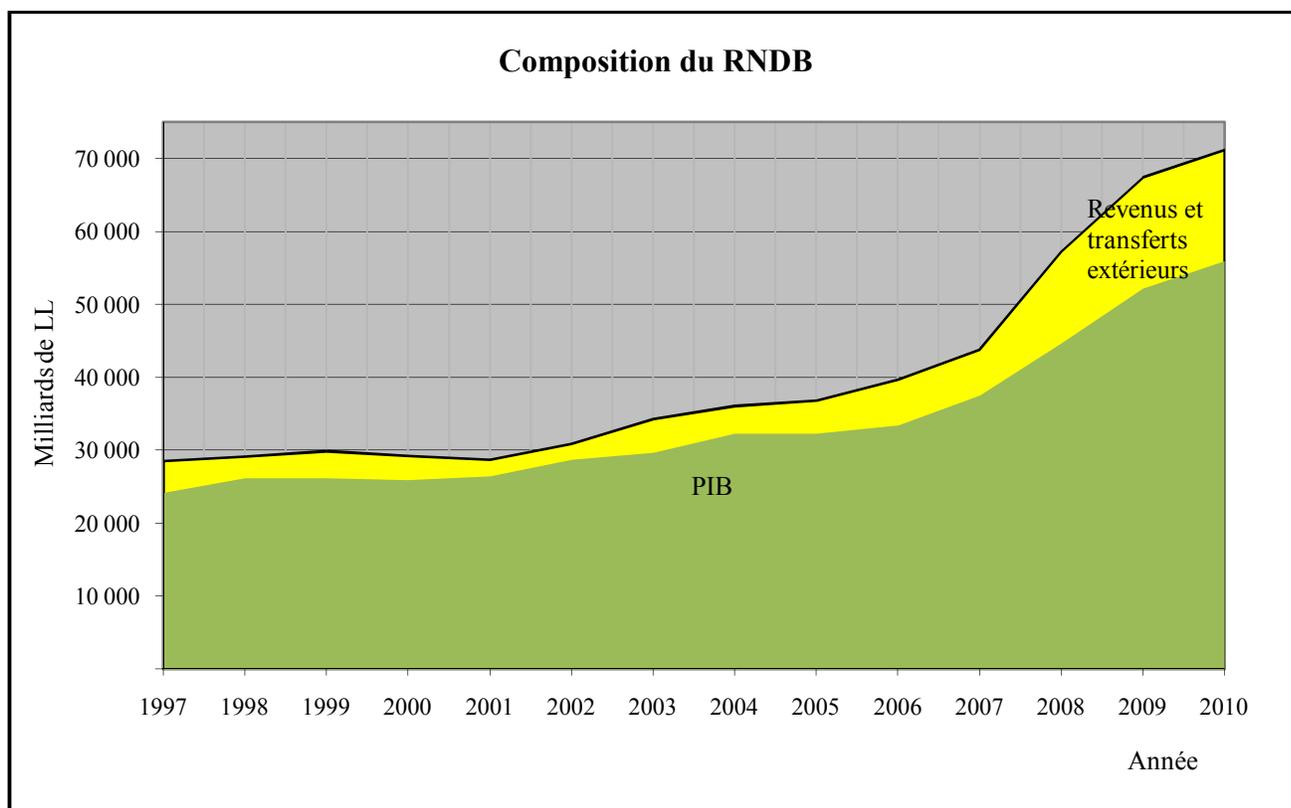
En 2010, l'inflation, mesurée par les prix à la consommation intérieure a été de 3% alors que les prix à l'importation augmentait de 7,9%, les prix des facteurs internes restant presque inchangés (+0,2%). En 2009, l'inflation atteint +1,3% malgré la chute importante des prix à l'importation (-14,5%), les prix internes des facteurs de production ayant haussé de 7,5% sous l'effet de la hausse des taxes et des taux salaires et des profits. L'année 2008 a été marquée par contre par une forte inflation (+10,4%) sous le double effet des prix à l'importation et des prix des facteurs de production interne. Ces derniers ont augmenté de 9,5% alors que les prix à l'importation augmentaient de 14%. Durant la période 1997-2002, l'inflation avait été négligeable (+0,7% en moyenne par an) alors que les prix unitaires à l'importation avaient baissé de 4,1% en moyenne par an, baisse due en grande partie à l'appréciation de la livre libanaise par rapport aux principales devises étrangères et à la baisse des prix matières premières. En 2003 la livre libanaise, liée au dollar américain, commence à se déprécier tandis que les prix des matières premières repartent à la hausse. Cela a eu pour conséquence une hausse des prix à l'importation en moyenne de 5,6%. Les prix internes n'ont pas suivi la même tendance de sorte que les prix à la consommation ont crû de 3,6% seulement. Cette même tendance est observée durant les années suivantes : de 2004 à 2007, les valeurs unitaires des biens importés haussent en moyenne de 7% par an alors que les prix à la consommation haussaient de 3,3% par an seulement.



g) Une dépendance des transferts extérieurs plus importante

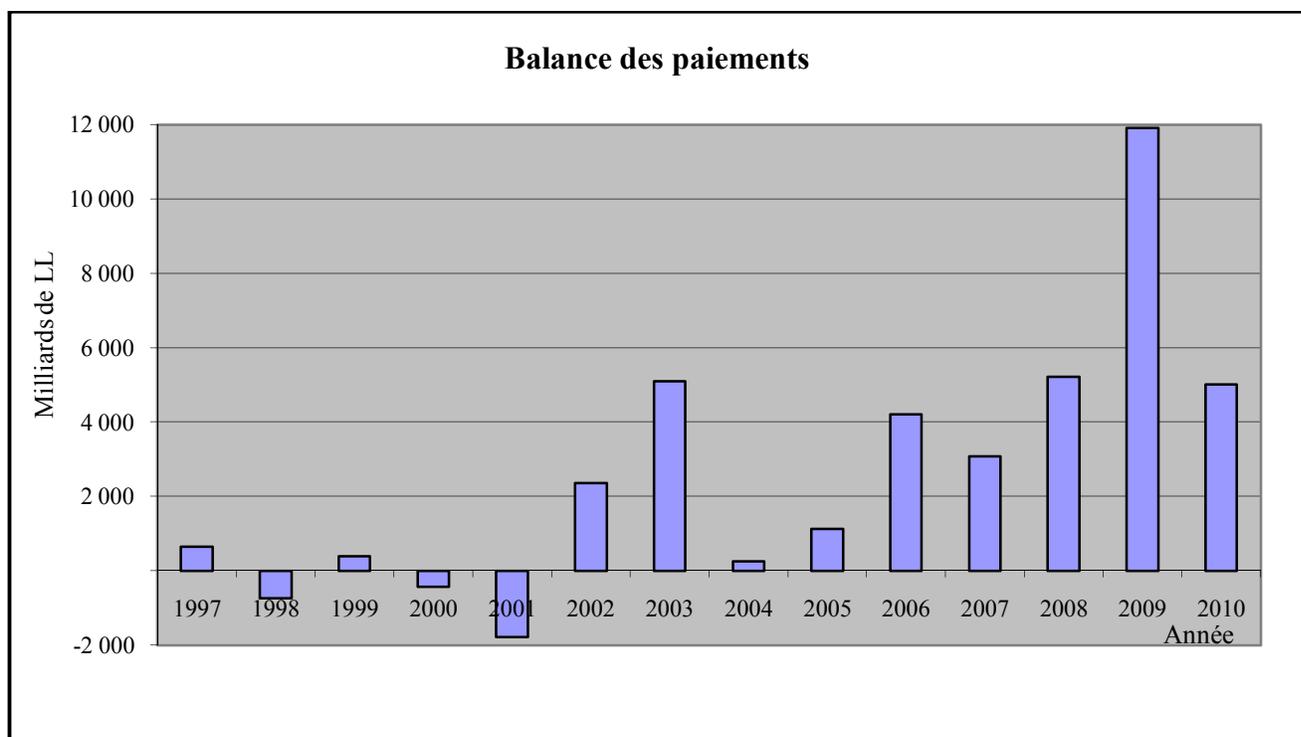
Le déficit dans les échanges de biens et services avec l'extérieur a toujours été couvert par des revenus et des transferts extérieurs qui ont contribué au financement de l'économie nationale soit directement soit indirectement en contribuant à la formation de l'épargne des ménages.

Les transferts estimés autres que les investissements directs, après une période de décroissance, ont très fortement repris à partir de 2003. La part des revenus et des transferts extérieurs courants dans le revenu national brut disponible qui était tombée de 15,3% en 1997 à 7% en 2002 est remontée à 13,4% en 2003 à 14,3% en 2007 et à 21,9% en 2008, à 22,6% en 2009 et à diminué de 21,5% en 2010.



h) Une balance des paiements toujours positive

L'importance des transferts courants ou en capital accompagnés souvent d'investissements directs ou dans les bons du Trésor ont plus que comblé le déficit de la balance commerciale, dégagant ainsi un surplus dans la balance des paiements. En 2005 et 2006 la baisse des importations suite à la baisse de la demande a permis aussi de dégager un excédent, excédent plus important en 2006 suite à l'augmentation des transferts. En 2007, 2008 et 2009, ce sont les transferts qui ont permis de dégager un excédent malgré la forte hausse des importations et du déficit de la balance commerciale. En 2010 la baisse des transferts extérieurs fait reculer l'excédent de la balance des paiements à son niveau de 2008.



i) Une épargne nationale en progression

L'épargne nationale brute avait fortement diminué de 2000 à 2002 après avoir atteint un sommet de 4 454 milliards de LL en 1999. Grâce à la reprise de l'activité mais surtout en raison de l'excédent de la balance des paiements, l'épargne nationale brute progresse fortement en 2003 puis régresse légèrement en 2004 suite à l'accroissement des dépenses de consommation. Les événements politiques de 2005 et 2006 poussent les ménages à épargner plus qu'à consommer. En 2007, 2008 et 2009 la croissance du revenu disponible est plus élevée que celle de la consommation et l'épargne atteint des niveaux record de 7 338 milliards, de 13 113 milliards et de 18 911 milliards de LL représentant respectivement 16,7%, 22,9% et 28,0% du RNDB. En 2010 l'épargne se maintient au même niveau en valeur absolue mais son rapport au RNDB recule à 26,1%.

j) La participation des banques au financement des investissements privés prend de l'importance

La participation du système bancaire au financement des investissements privés est allée en décroissant depuis 1997 pour devenir même négative en 2003. L'excès des disponibilités des banques a été investi en bons du trésor, placé à l'étranger ou gelé auprès de la Banque du Liban. En 2004 les crédits bancaires au secteur privé reprennent ; leur variation devient positive et représente 23% des investissements de ce secteur. Mais depuis 2005 ils sont de nouveau en recul par rapport aux investissements du secteur privé (FBCF+variation des stocks) : en 2007 ils ne contribuent plus que pour environ 9,6% au financement de ces investissements. A partir de 2008, l'excès de l'épargne qui alimente les dépôts bancaires et la baisse relative des taux d'intérêts amènent les banques commerciales à financer le secteur privé autant que le secteur public. Ainsi la variation des créances sur le secteur privé a atteint ces trois dernières années respectivement environ 45%, 29% et 53% des investissements des entreprises privées.

k) Le déficit du budget public est en régression constante

La régression du déficit public amorcée en 2003 s'est poursuivie en 2005. Le ratio déficit/PIB, après avoir varié durant la période 1997-2002 entre 15% et 20% est tombé à 12,1% en 2003, à 8,1% en 2005. En 2006 et 2007 il remonte aux alentours de 10%. Entre 2008 et 2010, le déficit recule de façon plus importante suite à la forte croissance des impôts sur la consommation et ne représente plus, en 2010 que 3,1% du PIB.

l) La charge de la dette publique reste encore importante malgré un allègement sensible en 2010

L'importance des intérêts purs (marges bancaires exclues) servis sur la dette publique dans les circuits de la distribution secondaire, malgré un recul sensible, reste prédominante : ils représentaient 141% des prélèvements obligatoires sur les revenus en impôts directs et cotisations sociales en 1997. Ce rapport passe à 175% en 2002 et 174% en 2003 et tombe à 137% en 2004 et à 106% en 2005 et en 2006. Il remonte à 129% en 2007 puis chute aux alentours de 91% durant les années 2008-2010.

Quant à la dette publique consolidée (nette des bons du Trésor détenus par les administrations et nette des dépôts auprès de la BDL), sa valeur relative par rapport au PIB a commencé à diminuer à partir de 2007 : de 157% fin 2006 elle tombe à 143% en 2007, à 127% en 2008, à 115% en 2009 et à 108% en 2010.

A N N E X E S

Annexe I Tableaux des comptes de base

Avertissement

- Les comptes des années 2006 à 2009 ont été révisés
- Les totaux peuvent différer d'une unité à cause des arrondies

1. Tableaux emplois-ressources des biens et services

1.0. Ensemble des produits

a) en valeur

En milliards de LL

Nature des flux	2006	2007	2008	2009	2010
Emplois intermédiaires	17 521	20 118	25 611	25 042	29 357
Consommation finale	33 899	37 673	45 700	50 616	55 160
FBCF	7 768	10 127	13 363	17 429	19 136
Exportation	5 783	7 255	9 019	8 122	9 201
Variation des stocks/Ajustement	-35	335	401	685	-150
Total emplois= ressources	64 936	75 508	94 093	101 894	112 704
Production hors commerce	42 805	48 396	57 773	61 747	68 925
Importation	13 964	17 765	23 735	24 616	27 382
Taxes/import	2 450	2 872	3 710	4 754	5 081
Production commerciale*	5 717	6 475	8 875	10 777	11 316

b) en volume aux prix de l'année précédente

En milliards de LL

Nature des flux	2006	2007	2008	2009	2010
Emplois intermédiaires	16 705	18 894	22 360	27 721	27 043
Consommation finale	32 989	36 097	41 310	49 926	53 667
FBCF	7 516	9 350	11 987	17 777	18 616
Exportation	5 621	6 999	7 991	8 679	9 032
Variation des stocks/Ajustement	-42	317	363	1 069	-140
Total emplois= ressources	62 790	71 657	84 010	105 173	108 218
Production hors commerce	41 676	45 968	52 112	61 519	67 445
Importation	13 307	16 506	20 780	28 679	25 308
Taxes/import	2 559	2 918	3 552	4 600	4 670
Production commerciale*	5 249	6 265	7 567	10 375	10 795

*marges commerciales + exportation de services du commerce

Note :

Les tableaux emplois-ressources sont établis suivant le concept territorial. Par conséquent les importations et la consommation ne comprennent pas les dépenses des ménages à l'extérieur. De même les dépenses des touristes sur le territoire ne sont pas comptabilisées dans les exportations mais sont comprises dans la consommation.

1. Tableaux emplois-ressources des biens et services (suite)

1.1. Produits de l'agriculture

a) en valeur

En milliards de LL

Nature des flux	2006	2007	2008	2009	2010
Emplois intermédiaires	1 125	1 186	1 607	1 370	1 546
Consommation finale	1 801	1 988	2 190	2 454	2 701
FBCF	-	-	-	-	-
Exportation	306	401	439	460	571
Variation des stocks/Ajustement	-	32	-	-	-
Total emplois= ressources	3 232	3 607.5	4 235.5	4 285	4 819
Production	2 003	2 155	2 422	2 348	2 610
Importation	537	822	1 042	920	1 050
Taxes/import	105	86	92	38	40
Marges commerciales	588	545	680	978	1 119

b) en volume aux prix de l'année précédente

En milliards de LL

Nature des flux	2006	2007	2008	2009	2010
Emplois intermédiaires	957	983	1 371	1 633	1 486
Consommation finale	1 563	1 833	1 898	2 296	2 666
FBCF	-	-	-	-	-
Exportation	311	375	428	481	542
Variation des stocks/Ajustement	-	22	-	-	-
Total emplois= ressources	2 832	3 213	3 696	4 409	4 694
Production	1 663	1 858	2 217	2 433	2 630
Importation	513	675	833	1 176	953
Taxes/import	99	135	84	97	42
Marges commerciales	557	545	562	704	1 070

1. Tableaux emplois-ressources des biens et services (suite)

1.2. Produits de l'élevage

a) en valeur

En milliards de LL

Nature des flux	2006	2007	2008	2009	2010
Emplois intermédiaires	525	592	672	698	885
Consommation finale	506	722	862	998	996
FBCF	18	20	22	55	75
Exportation	27	40	45	42	29
Variation des stocks	-	-	-	100	-
Total emplois= ressources	1 076	1 374	1 601	1 893	1 985
Production	547	745	894	992	846
Importation	303	313	348	504	619
Taxes/import	4	6	6	5	6
Marges commerciales	222	310	353	392	514

b) en volume aux prix de l'année précédente

En milliards de LL

Nature des flux	2006	2007	2008	2009	2010
Emplois intermédiaires	511	523	516	690	712
Consommation finale	468	567	807	988	995
FBCF	16	16	22	55	77
Exportation	26	43	48	44	30
Variation des stocks	-	-	-	103	0
Total emplois= ressources	1 021	1 149	1 392	1 880	1 814
Production	498	612	760	942	893
Importation	306	280	274	525	529
Taxes/import	5	5	6	8	6
Marges commerciales	213	251	352	406	386

1. Tableaux emplois-ressources des biens et services (suite)

1.3. Energie et eaux

a) en valeur

En milliards de LL

Nature des flux	2006	2007	2008	2009	2010
Emplois intermédiaires	4 068	4 568	6 520	5 414	7 160
Consommation finale	1 701	1 805	2 171	2 601	2 970
FBCF	-	-	-	-	-
Exportation	10	9	18	17	9
Variation des stocks	-	-	-	700	-
Total emplois= ressources	5 780	6 383	8 708	8 732	10 140
Production	1 313	1 312	1 384	1 458	1 527
Importation	3 457	4 161	6 145	5 141	6 085
Taxes/import	609	599	739	1 593	1 684
Marges commerciales	401	311	440	540	843

b) en volume aux prix de l'année précédente

En milliards de LL

Nature des flux	2006	2007	2008	2009	2010
Emplois intermédiaires	3 691	4 222	5 129	7 027	5 688
Consommation finale	1 673	1 763	1 965	2 655	2 673
FBCF	-	-	-	-	-
Exportation	9	9	10	18	10
Variation des stocks	-	-	-	1 086	-
Total emplois= ressources	5 373	5 994	7 104	10 787	8 371
Production	1 310	1 307	1 392	1 456	1 519
Importation	2 969	3 715	4 642	7 881	4 869
Taxes/import	675	619	688	938	1 485
Marges commerciales	420	353	383	511	497

1. Tableaux emplois-ressources des biens et services (suite)

1.4. Produits des industries agro-alimentaires

a) en valeur

En milliards de LL

Nature des flux	2006	2007	2008	2009	2010
Emplois intermédiaires	431	494	542	581	649
Consommation finale	5 153	5 938	6 983	7 754	8 379
FBCF	-	-	-	-	-
Exportation	366	468	577	599	724
Variation des stocks	70	30	71	-55	30
Total emplois= ressources	6 019	6 930	8 172	8 878	9 782
Production	3 192	3 404	3 990	4 026	4 384
Importation	1 324	1 776	2 053	2 300	2 627
Taxes/import	397	495	519	556	671
Marges commerciales	1 107	1 254	1 610	1 996	2 099

b) en volume aux prix de l'année précédente

En milliards de LL

Nature des flux	2006	2007	2008	2009	2010
Emplois intermédiaires	403	458	495	583	565
Consommation finale	4 910	5 441	5 895	7 601	8 083
FBCF	-	-	-	-	-
Exportation	347	444	515	599	718
Variation des stocks	65	35	56	-59	29
Total emplois= ressources	5 726	6 379	6 961	8 724	9 396
Production	3 074	3 132	3 318	3 960	4 218
Importation	1 291	1 620	1 823	2 444	2 445
Taxes/import	403	501	575	586	618
Marges commerciales	958	1 126	1 245	1 734	2 115

1. Tableaux emplois-ressources des biens et services (suite)

1.5. Textiles, cuirs et habillement

a) en valeur

En milliards de LL

Nature des flux	2006	2007	2008	2009	2010
Emplois intermédiaires	279	317	393	390	410
Consommation finale	2 013	1 931	2563	2819	2971
FBCF	4	5	5	6	7
Exportation	498	579	656	584	618
Variation des stocks	-50	50	60	-	-
Total emplois= ressources	2 745	2 883	3 678	3 799	4 006
Production	697	754	913	879	997
Importation	863	963	1 205	1 321	1 351
Taxes/import	180	182	225	247	246
Marges commerciales	1 005	984	1 335	1 351	1 411

b) en volume aux prix de l'année précédente

En milliards de LL

Nature des flux	2006	2007	2008	2009	2010
Emplois intermédiaires	277	317	388	433	416
Consommation finale	1 904	2 016	2 380	2 938	2 912
FBCF	4	6	5	6	7
Exportation	515	586	634	651	612
Variation des stocks	-53	48	60	-	-
Total emplois= ressources	2 647	2 973	3 467	4 028	3 947
Production	689	775	864	947	983
Importation	907	915	1 200	1 372	1 303
Taxes/import	182	191	227	256	244
Marges commerciales	870	1 092	1 175	1 452	1 417

1. Tableaux emplois-ressources des biens et services (suite)

1.6. Minerais non métalliques

a) en valeur

En milliards de LL

Nature des flux	2006	2007	2008	2009	2010
Emplois intermédiaires	1 596	1 994	2 651	2 878	3 344
Consommation finale	63	69	96	110	115
FBCF	24	29	33	37	41
Exportation	225	323	478	428	398
Variation des stocks	-35	25	60	-60	-
Total emplois= ressources	1 873	2 441	3 318	3 392	3 898
Production	1 083	1 318	1 635	1 728	1 871
Importation	468	695	1 125	1 028	1 230
Taxes/import	63	91	98	113	142
Marges commerciales	259	337	460	524	655

b) en volume aux prix de l'année précédente

En milliards de LL

Nature des flux	2006	2007	2008	2009	2010
Emplois intermédiaires	1 581	1 873	2 225	2 863	3 303
Consommation finale	65	69	83	113	114
FBCF	23	31	32	38	47
Exportation	215	314	401	472	439
Variation des stocks	-35	23	49	-61	-
Total emplois= ressources	1 849	2 310	2 790	3 425	3 903
Production	1 054	1 258	1 372	1 808	1 951
Importation	466	656	929	1 041	1 219
Taxes/import	59	88	121	91	134
Marges commerciales	270	308	367	485	599

1. Tableaux emplois-ressources des biens et services (suite)

1.7. Métaux, machines et appareils

a) en valeur

En milliards de LL

Nature des flux	2006	2007	2008	2009	2010
Emplois intermédiaires	2 351	2 937	3 783	3 778	4 225
Consommation finale	2 256	2 772	4 890	5 147	4 973
FBCF	1 510	2 014	2 647	5 185	4 293
Exportation	1 416	1 957	2 296	2 064	2 828
Variation des stocks	-20	98	210	-	-180
Total emplois= ressources	7 513	9 778	13 825	16 174	16 139
Production	1 495	1 855	2 286	2 003	2 214
Importation	4 025	5 284	7 370	8 763	9 135
Taxes/import	765	1 004	1 566	1 710	1 756
Marges commerciales	1 228	1 634	2 604	3 698	3 034

b) en volume aux prix de l'année précédente

En milliards de LL

Nature des flux	2006	2007	2008	2009	2010
Emplois intermédiaires	2 227	2 707	3 426	3 969	4 045
Consommation finale	2 208	2 650	4 490	5 172	4 982
FBCF	1 548	2 096	2 563	5 670	4 155
Exportation	1 348	1 863	2 128	2 196	2 787
Variation des stocks	-20	95	198	-	-170
Total emplois= ressources	7 311	9 413	12 806	17 007	15 800
Production	1 465	1 744	2 073	2 156	2 190
Importation	3 898	5 096	7 018	9 175	8 743
Taxes/import	800	993	1 402	2 089	1 596
Marges commerciales	1 147	1 579	2 312	3 587	3 270

1. Tableaux emplois-ressources des biens et services (suite)

1.8. Bois, caoutchouc et produits chimiques

a) en valeur

En milliards de LL

Nature des flux	2006	2007	2008	2009	2010
Emplois intermédiaires	2 037	2 439	2 933	2 644	3 132
Consommation finale	1 516	1 770	1 973	2 164	2 463
FBCF	210	279	333	328	521
Exportation	539	738	1 139	786	888
Variation des stocks	-	100	-	-	-
Total emplois= ressources	4 302	5 325	6 378	5 922	7 004
Production	1 157	1 271	1 629	1 299	1 565
Importation	2 355	3 055	3 576	3 619	4 122
Taxes/import	239	311	345	341	377
Marges commerciales	552	689	828	663	940

b) en volume aux prix de l'année précédente

En milliards de LL

Nature des flux	2006	2007	2008	2009	2010
Emplois intermédiaires	1 984	2 249	2 663	3 163	2 899
Consommation finale	1 492	1 680	1 751	2 181	2 473
FBCF	198	263	301	361	486
Exportation	518	669	773	1 030	850
Variation des stocks	-	94	-	-	-
Total emplois= ressources	4 192	4 954	5 487	6 735	6 707
Production	1 125	1 172	1 248	1 472	1 527
Importation	2 313	2 871	3 209	4 025	4 044
Taxes/import	241	291	327	388	381
Marges commerciales	513	619	703	850	756

1. Tableaux emplois-ressources des biens et services (suite)

1.9. Meubles

a) en valeur

En milliards de LL

Nature des flux	2006	2007	2008	2009	2010
Emplois intermédiaires	31	35	41	48	48
Consommation finale	263	293	388	483	540
FBCF	324	360	448	640	614
Exportation	84	101	133	112	116
Variation des stocks	-	-	-	-	-
Total emplois= ressources	702	790	1 010	1 282	1 317
Production	501	572	716	894	930
Importation	99	109	157	215	220
Taxes/import	38	41	53	73	77
Marges commerciales	64	67	84	100	90

b) en volume aux prix de l'année précédente

En milliards de LL

Nature des flux	2006	2007	2008	2009	2010
Emplois intermédiaires	33	35	37	44	45
Consommation finale	269	294	331	451	533
FBCF	321	357	432	610	617
Exportation	89	102	124	111	113
Variation des stocks	-	-	-	-	-
Total emplois= ressources	713	788	924	1 216	1 308
Production	513	566	650	848	914
Importation	109	107	148	204	217
Taxes/import	41	41	55	68	74
Marges commerciales	50	73	71	96	103

1. Tableaux emplois-ressources des biens et services (suite)

1.10. Produits industriels divers

a) en valeur

En milliards de LL

Nature des flux	2006	2007	2008	2009	2010
Emplois intermédiaires	201	230	273	315	281
Consommation finale	792	927	1 190	1 387	1 721
FBCF	206	197	266	330	389
Exportation	574	699	869	884	915
Variation des stocks	-	-	-	-	-
Total emplois= ressources	1 773	2 053	2 598	2 915	3 306
Production	896	1 065	1 333	1 498	1 671
Importation	534	588	714	805	942
Taxes/import	50	56	68	76	81
Marges commerciales	293	344	483	536	612

b) en volume aux prix de l'année précédente

En milliards de LL

Nature des flux	2006	2007	2008	2009	2010
Emplois intermédiaires	191	211	288	317	291
Consommation finale	723	860	1 142	1 323	1 576
FBCF	223	194	192	337	393
Exportation	511	655	758	943	876
Variation des stocks	-	-	-	-	-
Total emplois= ressources	1 648	1 920	2 380	2 920	3 137
Production	808	978	1 214	1 455	1 478
Importation	534	570	704	834	985
Taxes/import	54	55	67	79	91
Marges commerciales	252	318	395	551	583

1. Tableaux emplois-ressources des biens et services (suite)

1.11. Bâtiments et travaux publics

a) en valeur

En milliards de LL

Nature des flux	2006	2007	2008	2009	2010
Emplois intermédiaires	-	-	-	-	-
Consommation finale	-	-	-	-	-
FBCF	5 472	7 222	9 609	10 849	13 197
Exportation	-	-	-	-	-
Total emplois= ressources	5 472	7 222	9 609	10 849	13 197
Production	5 472	7 222	9 609	10 849	13 197

b) en volume aux prix de l'année précédente

En milliards de LL

Nature des flux	2006	2007	2008	2009	2010
Emplois intermédiaires	-	-	-	-	-
Consommation finale	-	-	-	-	-
FBCF	5 183	6 388	8 439	10 700	12 835
Exportation	-	-	-	-	-
Total emplois= ressources	5 183	6 388	8 439	10 700	12 835
Production	5 183	6 388	8 439	10 700	12 835

1.12. Transports et communications

a) en valeur

En milliards de LL

Nature des flux	2006	2007	2008	2009	2010
Emplois intermédiaires	1 368	1 491	1 674	1 820	1 818
Consommation finale	2 299	2 694	3 343	3 643	3 877
FBCF	-	-	-	-	-
Exportation	251	310	153	169	132
Total emplois= ressources	3 918	4 495	5 170	5 632	5 828
Production	3 918	4 495	5 170	5 632	5 828

b) en volume aux prix de l'année précédente

En milliards de LL

Nature des flux	2006	2007	2008	2009	2010
Emplois intermédiaires	1 340	1 489	1 706	1 958	1 896
Consommation finale	2 247	2 540	3 153	3 691	3 953
FBCF	-	-	-	-	-
Exportation	246	310	157	182	138
Total emplois= ressources	3 833	4 339	5 016	5 830	5 987
Production	3 833	4 339	5 016	5 830	5 987

1. Tableaux emplois-ressources des biens et services (suite)

1.13. Services marchands

a) en valeur

En milliards de LL

Nature des flux	2006	2007	2008	2009	2010
Emplois intermédiaires	3 509	3 835	4 522	5 108	5 859
Consommation finale	10 266	11 140	12 366	13 658	15 455
FBCF	-	-	-	-	-
Exportation	733	724	1 156	825	803
Total emplois= ressources	14 508	15 699	18 044	19 591	22 117
Production	14 508	15 699	18 044	19 591	22 117

b) en volume aux prix de l'année précédente

En milliards de LL

Nature des flux	2006	2007	2008	2009	2010
Emplois intermédiaires	3 510	3 827	4 117	5 042	5 700
Consommation finale	10 213	10 784	11 418	13 233	14 837
FBCF	-	-	-	-	-
Exportation	733	724	1 051	815	780
Total emplois= ressources	14 455	15 335	16 586	19 090	21 316
Production	14 455	15 335	16 586	19 090	21 316

1.15. Services non marchands

a) en valeur

En milliards de LL

Nature des flux	2006	2007	2008	2009	2010
Emplois intermédiaires	-	-	-	-	-
Consommation finale	5 270	5 624	6 686	7 399	7 999
FBCF	-	-	-	-	-
Exportation	-	-	-	-	-
Total emplois= ressources	5 270	5 624	6 686	7 399	7 999
Production	5 270	5 624	6 686	7 399	7 999

b) en volume aux prix de l'année précédente

En milliards de LL

Nature des flux	2006	2007	2008	2009	2010
Emplois intermédiaires	-	-	-	-	-
Consommation finale	5 253	5 598	5 997	7 285	7 870
FBCF	-	-	-	-	-
Exportation	-	-	-	-	-
Total emplois= ressources	5 253	5 598	5 997	7 285	7 870
Production	5 253	5 598	5 997	7 285	7 870

2. Tableaux entrées-sorties des comptes de biens et services

En valeurs courantes et en volumes aux prix de l'année précédente

Notes :

- Les tableaux entrées- sorties sont établis suivant le concept territorial. Par conséquent les importations et la consommation ne comprennent pas les dépenses des ménages à l'extérieur. De même les dépenses des touristes sur le territoire ne sont pas comptabilisées dans les exportations mais sont comprises dans la consommation. Le passage aux données suivant le concept national est donné au bas des tableaux.
- Les secteurs de ces tableaux sont homogènes en ce sens que chaque secteur produit un groupe défini de produits et chacun de ces groupes de produits n'est produit que par un secteur. Il ne s'agit pas donc de secteur au sens institutionnel.

2.1. a) Année 2006 en valeurs courantes

en milliards de LL

Branche	Emplois intermédiaires								Emplois finals				Total	
	1. Agric. Elev.	2. Energ. eaux	3. Industries	4. Bâtim. T.P.	5. Trans. comm.	6. Autres serv.	7. Commerce	8. Admi-nistrat.	Total empl. interm.	Con-somm.	FBCF	Ex-port.		Var. des stocks
1. Agric.et Elevage	182	0	1 462	2	0	4	0	0	1 434	2 308	18	333	0	4 308
2. Energie eaux	26	1 539	618	29	1 089	475	168	124	3 936	1 701	0	10	0	5 780
3. Industries	252	125	3 406	1 909	20	768	306	140	6 944	12 056	2 278	3 702	-35	24 927
4. Bâtiments et T.P.	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	5 472	0	0	5 472
5. Transp. et comm.	5	9	81	26	315	702	202	30	1 959	2 299	0	251	0	3 918
6. Autres services	59	31	393	351	200	376	647	1 452	3 493	10 266	0	733	0	14 508
7. Commerce	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	753	0	753
8 Administration	0	0	0	0	0	0	0	0	0	5 270	0	0	0	5 270
Total emplois	524	1 704	5 959	2 317	1 624	2 324	1 323	1 746	17 766	33 899	7 768	5 783	-35	64 936
Val. ajoutée	2 026	-390	3 062	3 156	2 293	12 183	7 597	3 524	32 945					
Production	2 550	1 313	9 021	5 472	3 918	14 508	8 920	5 270	50 712					
Importations	840	3 457	9 668	0	0	0	0	0	13 964					
Taxes/Import	109	609	1 732	0	0	0	-2 450	0	0					
Marges commerc.	810	401	4 506	0	0	0	-5 717	0	0					
Total ressources	4 308	5 780	24 927	5 472	3 918	14 508	753	5 270	64 936					

Tableau des corrections territoriales

	Concept territorial	Dépenses des touristes au Liban	Dépenses des libanais à l'étranger	Concept national
Importations	13 964		332	14 297
Exportations	5 783	1 498		7 280
Consommation	33 899	-1 498	332	32 734

2. Tableaux entrées-sorties des comptes de biens et services (suite)

2.2. a) Année 2007 en valeurs courantes

en milliards de LL

Branche	Emplois intermédiaires									Emplois finals				Total
	1. Agric. Elev.	2. Energ. eaux	3. Industries	4. Bâtim. T.P.	5. Trans. comm.	6 Autres serv.	7. Commerce	8 Admi-nistrat.	Total empl. interm.	Con-somm.	FBCF	Ex-port.	Var. des stocks	
1. Agric.et Elevage	209	0	1 561	3	0	5	0	0	1 778	2 710	20	441	32	4 981
2. Energie eaux	26	1 672	689	36	1 275	543	205	123	4 568	1 805	0	9	0	6 383
3. Industries	247	146	4 228	2 389	24	850	372	189	8 446	13 700	2 885	4 865	303	30 198
4. Bâtiments et T.P.	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	7 222	0	0	7 222
5. Transp. et comm.	5	9	86	30	357	743	232	31	1 491	2 694	0	310	0	4 495
6. Autres services	67	41	440	389	244	421	725	1 509	3 835	11 140	0	724	0	15 699
7. Commerce	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	905	0	905
8 Administration	0	0	0	0	0	0	0	0	0	5 624	0	0	0	5 624
Total emplois	553	1 867	7 003	2 847	1 900	2 562	1 535	1 851	20 118	37 673	10 127	7 255	335	75 508
Val. ajoutée	2 347	-555	3 236	4 375	2 595	13 137	8 717	3 773	37 625					
Production	2 900	1 312	10 239	7 222	4 495	15 699	10 252	5 624	57 743					
Importations	1 135	4 161	12 470	0	0	0	0	0	17 765					
Taxes/Import	91	599	2 181	0	0	0	-2 872	0	0					
Marges commerc.	855	311	5 309	0	0	0	-6 475	0	0					
Total ressources	4 981	6 383	30 198	7 222	4 495	15 699	905	5 624	75 508					

2.2. b) Année 2007 en volume aux prix de 2006

en milliards de LL

Branche	Emplois intermédiaires									Emplois finals				Total
	1. Agric. Elev.	2. Energ. eaux	3. Industries	4. Bâtim. T.P.	5. Trans. comm.	6 Autres serv.	7. Commerce	8 Admi-nistrat.	Total empl. interm.	Con-somm.	FBCF	Ex-port.	Var. des stocks	
1. Agric.et Elevage	173	0	1 327	2	0	4	0	0	1 506	2 400	16	418	22	4 362
2. Energie eaux	24	1 545	636	34	1 178	502	190	113	4 222	1 763	0	9	0	5 994
3. Industries	229	134	3 913	2 220	22	813	344	175	7 851	13 012	2 946	4 633	295	28 737
4. Bâtiments et T.P.	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	6 388	0	0	6 388
5. Transp. et comm.	5	9	86	30	356	742	232	30	1 489	2 540	0	310	0	4 339
6. Autres services	66	41	439	388	244	420	723	1 505	3 827	10 784	0	724	0	15 335
7. Commerce	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	905	0	905
8 Administration	0	0	0	0	0	0	0	0	0	5 598	0	0	0	5 598
Total emplois	498	1 728	6 400	2 674	1 800	2 481	1 489	1 824	18 894	36 097	9 350	6 999	317	71 657
Val. ajoutée	1 972	-421	3 226	3 714	2 539	12 854	8 600	3 773	36 257					
Production	2 470	1 307	9 626	6 388	4 339	15 335	10 088	5 598	55 151					
Importations	956	3 715	11 835	0	0	0	0	0	16 506					
Taxes/Import	139	619	2 159	0	0	0	-2 918	0	0					
Marges commerc.	797	353	5 116	0	0	0	-6 265	0	0					
Total ressources	4 362	5 994	28 737	6 388	4 339	15 335	905	5 598	71 657					

Tableau des corrections territoriales en valeur courante

en volume aux prix de 2006

	Concept territorial	Dépenses des touristes au Liban	Dépenses des libanais à l'étranger	Concept national	Concept territorial	Dépenses des touristes au Liban	Dépenses des libanais à l'étranger	Concept national
Importations	17 765		500	18 266	16 506		459	16 965
Exportations	7 255	1 577		8 832	6 999	1 501		8 500
Consommation	37 673	-1 577	500	36 595	36 097	-1 501	459	35 054

2. Tableaux entrées-sorties des comptes de biens et services (suite)

2.3. a) Année 2008 en valeurs courantes

en milliards de LL

Branche	Emplois intermédiaires									Emplois finals				Total
	1. Agric. Elev.	2. Energ. eaux	3. Industries	4. Bâtim. T.P.	5. Trans. comm.	6. Autres serv.	7. Commerce	8. Administrat.	Total empl. interm.	Con-somm.	FBCF	Ex-port.	Var. des stocks	
1. Agric.et Elevage	256	0	2 012	4	0	6	0	1	2 279	3 051	22	484	0	5 836
2. Energie eaux	34	2 646	902	54	1 649	744	322	168	6 520	2 171	0	18	0	8 708
3. Industries	344	160	5 345	3 034	30	998	484	221	10 616	18 082	3 733	6 147	401	38 979
4. Bâtiments et T.P.	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	9 609	0	0	9 609
5. Transp. et comm.	5	9	87	34	416	799	294	30	1 674	3 343	0	153	0	5 170
6. Autres services	68	38	463	431	265	511	751	1 996	4 522	12 366	0	1 156	0	18 044
7. Commerce	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 061	0	1 061
8 Administration	0	0	0	0	0	0	0	0	0	6 686	0	0	0	6 686
Total emplois	707	2 852	8 809	3 557	2 360	3 058	1 851	2 417	25 611	45 700	13 363	9 019	401	94 093
Val. ajoutée	2 609	-1 468	3 693	6 052	2 811	14 986	11 796	4 270	44 748					
Production	3 316	1 384	12 503	9 609	5 170	18 044	13 646	6 686	70 359					
Importations	1 390	6 145	16 200	0	0	0	0	0	23 735					
Taxes/Import	98	739	2 873	0	0	0	-3 710	0	0					
Marges commerc.	1 033	440	7 403	0	0	0	-8 875	0	0					
Total ressources	5 836	8 708	38 979	9 609	5 170	18 044	1 061	6 686	94 093					

2.3. b) Année 2008 en volume aux prix de 2007

en milliards de LL

Branche	Emplois intermédiaires									Emplois finals				Total
	1. Agric. Elev.	2. Energ. eaux	3. Industries	4. Bâtim. T.P.	5. Trans. comm.	6. Autres serv.	7. Commerce	8. Administrat.	Total empl. interm.	Con-somm.	FBCF	Ex-port.	Var. des stocks	
1. Agric.et Elevage	219	0	1 659	3	0	5	0	1	1 887	2 704	22	475	0	5 088
2. Energie eaux	27	1 900	733	42	1 455	586	254	132	5 129	1 965	0	10	0	7 104
3. Industries	251	145	4 774	2 763	27	907	449	203	9 520	16 072	3 526	5 334	363	34 815
4. Bâtiments et T.P.	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	8 439	0	0	8 439
5. Transp. et comm.	5	9	89	35	424	815	299	31	1 706	3 153	0	157	0	5 016
6. Autres services	62	35	421	392	241	465	683	1 817	4 117	11 418	0	1 051	0	16 586
7. Commerce	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	964	0	964
8 Administration	0	0	0	0	0	0	0	0	0	5 997	0	0	0	5 997
Total emplois	563	2 089	7 676	3 236	2 147	2 777	1 686	2 185	22 360	41 310	11 987	7 991	363	84 010
Val. ajoutée	2 414	-697	3 063	5 202	2 870	13 809	10 397	3 813	40 871					
Production	2 977	1 392	10 739	8 439	5 016	16 586	12 083	5 997	63 230					
Importations	1 107	4 642	15 032	0	0	0	0	0	20 780					
Taxes/Import	90	688	2 774	0	0	0	-3 552	0	0					
Marges commerc.	915	383	6 270	0	0	0	-7 567	0	0					
Total ressources	5 088	7 104	34 815	8 439	5 016	16 586	964	5 997	84 010					

Tableau des corrections territoriales en valeur courante

en volume aux prix de 2007

	Concept territorial	Dépenses des touristes au Liban	Dépenses des libanais à l'étranger	Concept national	Concept territorial	Dépenses des touristes au Liban	Dépenses des libanais à l'étranger	Concept national
Importations	23 735		584	24 318	20 780		563	21 342
Exportations	9 019	2 058		11 076	7 991	1 863		9 854
Consommation	45 700	-2 058	584	44 225	41 310	-1 863	563	40 010

2. Tableaux entrées-sorties des comptes de biens et services (suite)

2.4. a) Année 2009 en valeurs courantes

en milliards de LL

Branche	Emplois intermédiaires									Emplois finals				Total
	1. Agric. Elev.	2. Ener. Eau	3. Industries	4. Bâtim. T.P.	5. Trans. Com.	6. Autres serv.	7. Commerce	8. Admi-nist.	Total empl. interm.	Con-somm.	FBCF	Ex-port.	Var. des stocks	
1. Agric.et Elevage	223	0	1 835	3	0	5	0	1	2 068	3 452	55	502	100	6 177
2. Energie eaux	26	2 134	713	46	1 419	599	291	185	5 414	2 601	0	17	700	8 732
3. Industries	355	141	5 219	3 185	32	991	466	243	10 634	19 863	6 526	5 456	-115	42 363
4. Bâtiments et T.P.	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	10 849	0	0	10 849
5. Transp. et comm.	5	9	83	35	472	823	359	33	1 820	3 643	0	169	0	5 632
6. Autres services	71	41	496	561	281	594	909	2 155	5 108	13 658	0	825	0	19 591
7. Commerce	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 152	0	1 152
8 Administration	0	0	0	0	0	0	0	0	0	7 399	0	0	0	7 399
Total emplois	680	2 325	8 346	3 831	2 205	3 012	2 025	2 619	25 043	50 616	17 429	8 122	685	101 894
Val. ajoutée	2 660	-867	3 982	7 018	3 427	16 578	14 658	4 780	52 236					
Production	3 340	1 458	12 328	10 849	5 632	19 591	16 683	7 399	77 278					
Importations	1 425	5 141	18 051	0	0	0	0	0	24 616					
Taxes/Import	44	1 593	3 116	0	0	0	-4 754	0	0					
Marges commerc.	1 369	540	8 868	0	0	0	-10 777	0	0					
Total ressources	6 177	8 732	42 363	10 849	5 632	19 591	1 152	7 399	101 894					

2.4. b) Année 2009 en volume aux prix de 2008

en milliards de LL

Branche	Emplois intermédiaires									Emplois finals				Total
	1. Agric. Elev.	2. Ener. eaux	3. Industries	4. Bâtim. T.P.	5. Trans. com.	6. Autres serv.	7. Commerce	8. Admi-nist.	Total empl. interm.	Con-somm.	FBCF	Ex-port.	Var. des stocks	
1. Agric.et Elevage	266	0	2 046	4	0	6	0	1	2 323	3 284	55	524	103	6 289
2. Energie eaux	34	2 770	925	60	1 842	778	377	241	7 027	2 655	0	18	1 086	10 787
3. Industries	372	168	5 630	3 321	34	1 043	535	271	11 372	19 779	7 022	6 001	-120	44 055
4. Bâtiments et T.P.	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	10 700	0	0	10 700
5. Transp.et comm.	5	9	89	38	508	885	387	36	1 958	3 691	0	182	0	5 830
6. Autres services	70	40	490	553	278	586	897	2 128	5 042	13 233	0	815	0	19 090
7. Commerce	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 139	0	1 139
8 Administration	0	0	0	0	0	0	0	0	0	7 285	0	0	0	7 285
Total emplois	747	2 987	9 179	3 976	2 662	3 298	2 196	2 676	27 722	49 926	17 777	8 679	1 069	105 174
Val. ajoutée	2 628	-1 531	3 467	6 724	3 168	15 792	13 918	4 608	48 774					
Production	3 374	1 456	12 646	10 700	5 830	19 090	16 114	7 285	76 495					
Importations	1 702	7 881	19 096	0	0	0	0	0	28 679					
Taxes/Import	104	938	3 558	0	0	0	-4 600	0	0					
Marges commerc.	1 109	511	8 755	0	0	0	-10 375	0	0					
Total ressources	6 289	10 787	44 055	10 700	5 830	19 090	1 139	7 285	105 174					

Tableau des corrections territoriales en valeur courante

en volume aux prix de 2008

	Concept territorial	Dépenses des touristes au Liban	Dépenses des libanais à l'étranger	Concept national	Concept territorial	Dépenses des touristes au Liban	Dépenses des libanais à l'étranger	Concept national
Importations	24 616		649	25 265	28 679		667	29 345
Exportations	8 122	2 651		10 772	8 679	2 615		11 295
Consommation	50 616	-2 651	649	48 614	49 926	-2 615	667	47 977

2. Tableaux entrées-sorties des comptes de biens et services (suite)

2.5. a) Année 2010 en valeurs courantes

en milliards de LL

Branche	Emplois intermédiaires									Emplois finals				Total
	1. Agric. Elev.	2. Energ. eaux	3. Industries	4. Bâtim. T.P.	5. Trans. comm.	6. Autres serv.	7. Commerce	8. Administrat.	Total empl. interm.	Con-somm.	FBCF	Ex-port.	Var. des stocks	
1. Agric.et Elevage	268	0	2 163	0	0	0	0	1	2 432	3 697	75	601	0	6 804
2. Energie eaux	37	2 793	984	69	1 880	821	364	213	7 160	2 970	0	9	0	10 140
3. Industries	417	159	5 820	3 840	34	1 077	464	279	12 089	21 162	5 864	6 486	-150	45 452
4. Bâtiments et T.P.	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	13 197	0	0	13 197
5. Transp. et comm.	4	9	85	40	476	839	327	38	1 818	3 877	0	132	0	5 828
6. Autres services	81	40	579	733	354	659	1 015	2 397	5 859	15 455	0	803	0	22 117
7. Commerce	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 169	0	1 169
8 Administration	0	0	0	0	0	0	0	0	0	7 999	0	0	0	7 999
Total emplois	807	3 000	9 630	4 681	2 744	3 395	2 171	2 929	29 358	55 160	19 136	9 201	-150	112 705
Val. ajoutée	2 650	-1 473	4 002	8 515	3 084	18 722	15 395	5 071	55 966					
Production	3 457	1 527	13 633	13 197	5 828	22 117	17 566	7 999	85 323					
Importations	1 669	6 085	19 628	0	0	0	0	0	27 382					
Taxes/Import	46	1 684	3 350	0	0	0	-5 081	0	0					
Marges commerc.	1 633	843	8 840	0	0	0	-11 316	0	0					
Total ressources	6 804	10 140	45 452	13 197	5 828	22 117	1 169	7 999	112 705					

2.5. b) Année 2010 en volume aux prix de 2009

en milliards de LL

Branche	Emplois intermédiaires									Emplois finals				Total
	1. Agric. Elev.	2. Energ. eaux	3. Industries	4. Bâtim. T.P.	5. Trans. comm.	6. Autres serv.	7. Commerce	8. Administrat.	Total empl. interm.	Con-somm.	FBCF	Ex-port.	Var. des stocks	
1. Agric.et Elevage	257	0	1 940	0	0	0	0	1	2 198	3 661	77	573	0	6 509
2. Energie eaux	29	2 219	781	55	1 494	652	289	169	5 688	2 673	0	10	0	8 371
3. Industries	386	147	5 550	3 713	32	1 040	438	258	11 564	20 672	5 704	6 396	-140	44 196
4. Bâtiments et T.P.	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	12 835	0	0	12 835
5. Transp. et comm.	5	9	89	42	496	875	341	40	1 896	3 953	0	138	0	5 987
6. Autres services	79	39	563	713	344	641	987	2 332	5 700	14 837	0	780	0	21 316
7. Commerce	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 135	0	1 135
8 Administration	0	0	0	0	0	0	0	0	0	7 870	0	0	0	7 870
Total emplois	756	2 414	8 923	4 522	2 366	3 207	2 055	2 800	27 045	53 667	18 616	9 032	-140	108 219
Val. ajoutée	2 767	-894	4 338	8 313	3 621	18 109	14 545	5 071	55 868					
Production	3 523	1 519	13 261	12 835	5 987	21 316	16 600	7 870	82 911					
Importations	1 482	4 869	18 957	0	0	0	0	0	25 308					
Taxes/Import	48	1 485	3 137	0	0	0	-4 670	0	0					
Marges commerc.	1 456	497	8 842	0	0	0	-10 795	0	0					
Total ressources	6 509	8 371	44 196	12 835	5 987	21 316	1 135	7 870	108 219					

Tableau des corrections territoriales en valeur courante

en volume aux prix de 2009

	Concept territorial	Dépenses des touristes au Liban	Dépenses des libanais à l'étranger	Concept national	Concept territorial	Dépenses des touristes au Liban	Dépenses des libanais à l'étranger	Concept national
Importations	27 382		720	28 102	25 308		738	26 045
Exportations	9 201	3 209		12 410	9 032	3 116		12 148
Consommation	55 160	-3 209	720	52 672	53 667	-3 116	738	51 288

3. Comptes des institutions financières

Comptes des banques commerciales

en milliards de LL

Compte	2006	2007	2008	2009	2010
I. Compte de production					
<i>Emplois</i>					
P2. Consommation intermédiaire	604	675	772	729	947
<i>B1. Valeur ajoutée brute</i>	<i>1 996</i>	<i>2 131</i>	<i>2 631</i>	<i>2 845</i>	<i>3 294</i>
Total emplois = ressources	2 600	2 806	3 403	3 574	4 241
<i>Ressources = Produit net bancaire (P1.):</i>					
Intérêts perçus	7 272	8 385	8 524	9 401	10 514
-Intérêts payés	-5 089	-6 086	-5 715	-6 475	-6 977
Commissions	416	507	594	647	704
II.1. Compte d'exploitation et de distribution des revenus primaires					
<i>Emplois</i>					
D1. Salaires et assimilés	819	886	1 061	1 140	1 289
D41. Intérêts / emprunts	24	19	38	40	39
D42. Bénéfices distribués	...	...	...	...	...
<i>B5. Solde des revenus primaires</i>	<i>1 454</i>	<i>1 631</i>	<i>2 078</i>	<i>2 176</i>	<i>2 890</i>
Total emplois = ressources	2 297	2 536	3 177	3 356	4 217
<i>Ressources</i>					
B1. Valeur ajoutée brute	1 996	2 131	2 631	2 845	3 294
D4. Rev. nets hors exploitation	301	405	546	510	923
II.2. Compte de distribution secondaire des revenus					
<i>Emplois</i>					
D5. Impôt sur les bénéficiers	192	210	263	295	396
<i>B6. Solde : Revenu disponible</i>	<i>1 262</i>	<i>1 421</i>	<i>1 815</i>	<i>1 880</i>	<i>2 494</i>
Total emplois = ressources	1 454	1 631	2 078	2 176	2 890
<i>Ressources</i>					
B5. Solde des revenus primaires	1 454	1 631	2 078	2 176	2 890
III.1. Compte de capital					
P51. Form. br. de capital fixe	-29	240	529	273	569
<i>B9. Solde : Capacité de financ.</i>	<i>1 291</i>	<i>1 182</i>	<i>1 286</i>	<i>1 607</i>	<i>1 924</i>
Total emplois = ressources	1 262	1 421	1 815	1 880	2 494
<i>Ressources</i>					
B6. Revenu disponible	1 262	1 421	1 815	1 880	2 494
III.2. Compte financier					
<i>Emplois</i>					
F2. Caisse et dépôts à la BDL	-1 579	514	9 262	14 461	7 579
F2. Avoirs extérieurs	4 754	6 474	-2 386	6 864	3 086
F3. Titres (Bons du Trésor)	4 496	1 226	5 855	5 491	408
F4. Crédits	1 293	3 676	5 024	4 826	9 104
F9. Autres comptes à recevoir	-103	65	-38	-80	32
Total emplois = ressources	8 860	11 954	17 718	31 562	20 210
<i>Ressources</i>					
B9. Capacité de financement	1 291	1 182	1 286	1 607	1 924
F2. Dépôts de résidents	5 608	9 199	13 095	19 734	14 878
F2. Dépôts de non résidents	826	2 198	3 272	8 085	2 732
F5. Action, participation	1 241	-547	-390	-411	-183
F9. Autres comptes à payer	-106	-78	455	2 548	859

4. Comptes des administrations publiques

4.1. Comptes de l'administration centrale

Emplois

en milliards de LL

Comptes, opérations	2006	2007	2008	2009	2010
I. Compte de production					
P2. Achats de b. & s. marchands	1 441	1 555	2 060	2 240	2 499
<i>B1. Produit int. brut des administr.</i>	<i>3 029</i>	<i>3 299</i>	<i>3 681</i>	<i>4 302</i>	<i>4 528</i>
Total	4 470	4 854	5 741	6 542	7 027
II.1. Cte de distribution primaire					
D1. Rémunération des salariés	2 249	2 421	2 676	3 267	3 480
K1. Valeur des amortissements	780	878	1 005	1 035	1 048
<i>B5. Solde des revenus primaires</i>	<i>3 102</i>	<i>3 939</i>	<i>4 186</i>	<i>6 204</i>	<i>6 099</i>
Total	6 132	7 238	7 867	10 507	10 628
II.2. Cte de distribution secondaire					
D41. Intérêts*	3 382	4 288	3 679	4 365	4 824
D62. Prestations sociales	935	924	1 016	1 315	1 399
Transferts courants aux administr.	520	414	411	531	728
Coopération internationale	7	7	17	17	18
D79. Transferts courants divers	168	163	175	194	176
<i>B6. Solde : Revenu disponible</i>	<i>481</i>	<i>478</i>	<i>2 020</i>	<i>3 282</i>	<i>2 984</i>
Total emplois = ressources	5 492	6 275	7 317	9 704	10 129
II.4. Compte d'affectation du revenu					
P2. Consommation collective	4 470	4 854	5 741	6 542	7 027
<i>B8n. Solde : Epargne nette</i>	<i>-3 989</i>	<i>-4 376</i>	<i>-3 721</i>	<i>-3 260</i>	<i>-4 044</i>
Total emplois = ressources	481	478	2 020	3 282	2 984
III.1. Compte de capital					
P51. Formation br. de capital fixe	197	221	238	224	428
D92. Aide à l'investissement					
D93. Transfert aux adm. pr FBCF	275	246	233	292	178
Total emplois = ressources	472	468	471	515	606
III.2. Compte financier					
B9. Besoin de financement	3 681	3 965	3 188	2 740	3 602
F21. Numéraire	-15	31	...	...	...
F22. Dépôts à la BdL	-2 097	428	...	...	...
F41. Avances du Trésor	462	285	...	...	...
F79. Autres comptes à recevoir	1 508	2 131	...	...	...
Total emplois = ressources	3 539	6 840	...	...	...

*Les intérêts quoique considérés comme des revenus primaires ont été classés dans les comptes de l'Etat avec le compte de distribution secondaire du fait qu'ils ne font pas partie du produit intérieur brut.

4. Comptes des administrations publiques

4.1. Comptes de l'administration centrale

Ressources

en milliards de LL

Comptes, opérations	2006	2007	2008	2009	2010
I. Compte de production					
P12. Production non marchande	4 470	4 854	5 741	6 542	7 027
Total	4 470	4 854	5 741	6 542	7 027
II.1. Cte de distribution primaire					
B1. Produit intérieur brut	3 029	3 299	3 681	4 302	4 528
D2. Impôts sur les produits	4 493	5 434	6 656	8 527	7 985
D3. -subventions sur produits	-1 396	-1 501	-2 478	-2 333	-1 891
D41. Intérêts	5	6	8	10	5
Total	6 132	7 238	7 867	10 507	10 628
II.2. Cte de distribution secondaire					
B5. Solde des revenus primaires	3 102	3 939	4 186	6 204	6 099
D51. Impôts sur le revenu	1 184	1 142	1 564	1 839	2 050
D59. Autres impôts courants	844	803	1 171	1 250	1 527
D61. Cotisations sociales	85	79	85	95	112
D79. Recettes non fiscales diverses	276	312	311	315	341
Total emplois = ressources	5 492	6 275	7 317	9 704	10 129
II.4. Compte d'affectation du revenu					
B6. Revenu disponible	481	478	2 020	3 282	2 984
Total emplois = ressources	481	478	2 020	3 282	2 984
III.1. Compte de capital					
K1. Valeur des amortissements	780	878	1 005	1 035	1 048
B8n. Epargne nette	-3 989	-4 376	-3 721	-3 260	-4 044
B9. Besoin de financement	3 681	3 965	3 188	2 740	3 602
Total emplois = ressources	472	468	471	515	606
III.2. Compte financier					
F29. Dépôts des établ. publics	-1 222	170	...	...	...
F3. Bons du Trésor	2 130	2 300	...	...	...
F4. Crédits (emprunts)	0	2 531	...	...	...
F79. Autres comptes à payer	1 515	426	...	...	...
F00. Opérations non classées	1 117	1 414	...	...	...
Total emplois = ressources	3 539	6 840	...	...	...

4. Comptes des administrations publiques (suite)

4.2. Comptes consolidés des administrations publiques (estimations)

en milliards de LL

Comptes	2006	2007	2008	2009	2010
I. Compte de Production:					
P2. Consommation intermédiaire	1 746	1 851	2 417	2 619	2 929
<i>B1. Valeur ajoutée brute</i>	<i>3 524</i>	<i>3 773</i>	<i>4 270</i>	<i>4 780</i>	<i>5 071</i>
Total = P12. Production	5 270	5 624	6 686	7 399	7 999
II.1. Compte d'affectation des revenus primaires					
D1. Salaires et assimilés	2 744	2 895	3 265	3 745	4 022
K.1. Valeur des amortissements	780	878	1 005	1 035	1 048
<i>B5n. Solde : Revenus primaires nets</i>	<i>3 920</i>	<i>4 618</i>	<i>5 099</i>	<i>7 261</i>	<i>8 630</i>
Total emplois = ressources	7 444	8 391	9 369	12 041	13 700
B1. Valeur ajoutée brute	3 524	3 773	4 270	4 780	5 071
D2-D3. Impôts indirects nets des subv.	3 566	4 282	4 779	6 715	8 215
D4. Revenu du domaine	354	336	320	546	415
II.2. Compte de distribution secondaire des revenus :					
D41. Intérêts*	3 472	4 393	3 789	4 475	4 934
D62. Prestations sociales	1 764	1 862	1 901	2 334	2 483
D79. Transferts courants divers	175	170	192	211	193
<i>B6. Soldes : revenu disponible</i>	<i>1 785</i>	<i>1 593</i>	<i>3 399</i>	<i>5 070</i>	<i>6 423</i>
Total emplois = ressources	7 195	8 018	9 281	12 089	14 033
B5n. Revenus primaires nets	3 920	4 618	5 099	7 261	8 630
D5. Impôts directs	2 029	1 944	2 735	3 089	3 577
D61. Cotisations sociales	951	1 128	1 110	1 402	1 452
D79. Recettes non fiscales	296	327	336	337	375
II.4. Compte d'utilisation des revenus:					
P2. Consommation	5 270	5 624	6 686	7 399	7 999
<i>B8n. Solde : Epargne nette</i>	<i>-3 485</i>	<i>-4 032</i>	<i>-3 287</i>	<i>-2 329</i>	<i>-1 576</i>
Total = revenu disponible	1 785	1 593	3 399	5 070	6 423
III. 1. Compte de capital :					
P51. Format. br. de capital fixe	901	905	997	1 003	1 256
D92. Aide à l'investissement	56	6	8	38	14
Total emplois = ressources	957	911	1 004	1 042	1 270
B8n. Epargne nette	-3 485	-4 032	-3 287	-2 329	-1 576
K.1. Valeur des amortissements	780	878	1 005	1 035	1 048
D92. Aide à l'investissement	14	127	30	60	60
<i>B9. Solde : Besoin de financement</i>	<i>3 649</i>	<i>3 938</i>	<i>3 257</i>	<i>2 276</i>	<i>1 738</i>
III. 2 Compte financier :					
B9. Besoin de financement	3 649	3 938	3 257	2 276	1 738
F2. Numéraire et dépôts	-1 146	83	3 799	2 196	897
F41. Avances du Trésor	175	235	180	229	288
Total emplois = ressources	2 677	4 256	7 236	4 700	2 923
F3. Bons du Trésor	2 075	2 573	7 343	6 175	3 233
F4. Emprunts extérieurs	161	1 234	-689	-1 830	-617
F4. Crédits et autres dettes	441	449	582	355	307

*voir remarque au bas du tableau 4.1

Annexe II Sources statistiques

I. Population

Tableau I.1 Mouvement de la population (*nombre d'événements enregistrés*)

Evénements	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Mariages	29 705	29 078	35 796	37 593	40 565	41 758
Divorces	4 746	4 388	6 342	5 389	5 957	5 897
Naissances	73 770	72 790	80 896	84 823	90 388	95 218
Décès	18 012	18 787	21 092	21 048	22 260	25 500

Source : ACS Bulletins mensuels

II. Agriculture et élevage

Tableau II.1. La production végétale

a) Superficie plantée en mille ha

Nature de la culture	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Céréales	65,2	70,0	69,6	65,7	69,8	...
Légumineuses	7,1	7,2	7,0	5,8	6,1	...
Légumes	42,1	42,3	41,7	40,6	43,4	...
Plantes industrielles	10,8	9,9	9,6	8,4	8,3	...
Fruits	82,5	83,9	84,3	76,8	76,8	...
Olives	58,8	59,1	58,6	58,8	59,0	...
Autres cultures	6,5	6,6	6,3	6,3	6,6	...
Total	273,0	279,0	277,2	262,4	270,0	...

b) Production en milliers de tonnes

Nature de la culture	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Céréales	394,3	429,6	391,5	179,9	201,8	...
Légumineuses	35,5	30,1	37,5	29,5	34,5	...
Légumes	1 284,3	1 160,6	1 300,6	1 047,3	1 174,2	...
Plantes industrielles	90,0	45,5	42,1	10,5	12,0	...
Fruits	960,4	942,4	985,5	961,6	995,1	...
Olives	76,5	177,3	76,2	123,5	88,5	...
Autres cultures	...	...	...	4,7	5,7	...
Total	2 841,0	2 785,5	2 833,4	2 357	2 511,8	...

Source : Ministère de l'agriculture

*Non compris la production de son en 2008 et 2009.

II. Agriculture et élevage (suite)

Tableau II.1. La production végétale (suite)

c) Valeur de la production en milliards de LL

Nature de la culture	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Céréales*	93,0	116,5	104,0	88,2	104,0	...
Légumineuses	22,4	27,4	38,3	42,4	53,6	...
Légumes	422,0	591,9	770,7	627,4	650,5	...
Plantes industrielles	103,3	102,7	112,6	98,0	110,1	...
Fruits	630,7	759,4	918,7	1 046,2	1 080,6	...
Olives	113,2	283,7	144,7	247,0	159,3	...
Autres cultures	56,5	61,3	65,9	85,7	114,0	...
Total	1 441,1	1 942,9	2 155,0	2 234,9	2 272,1	...

Source : Ministère de l'agriculture

*Non compris la production de son en 2008 et 2009

Tableau II.2. La production animale

a) Le cheptel : nombre de têtes en milliers

Nature du cheptel	2005	2006	2007	2008	2009	2010
<i>Destinés à l'abattoir</i>						
Bovins	44,4	40,6	40,1	...	...	...
Moutons	128,6	81,4	153,5	...	...	...
Chèvres	181,8	144,4	227,7	...	...	...
Porc	11,0	10,0	9,0	...	...	...
<i>Destinés à donner du lait</i>						
Lait de vache	43,8	43,9	45,3	...	...	...
Lait de brebis	182,7	202,4	218,6	...	...	...
Lait de chèvre	246,7	206,6	234,7	...	...	...

b) Production en milliers de tonnes (ou d'unités)

Nature du produit	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Viande de bovines	16,5	15,1	14,9	...	...	...
Viande de moutons	5,4	3,5	6,6	...	...	...
Viande de chèvres	6,6	5,2	8,2	...	...	...
Viande de porc	1,1	1,0	0,9	...	...	...
Viande de poules et poulets	130,6	140,2	143,7	...	...	...
Oeufs (millions d'unités)	758,0	670,0	762,0	...	...	...
Lait de vache	189,8	166,8	183,6	...	...	...
Lait de brebis	22,8	19,7	24,7	...	...	...
Lait de chèvre	39,3	26,0	34,0	...	...	...
Miel	1,1	0,8	1,0	...	...	...

Source : Ministère de l'agriculture

II. Agriculture et élevage (suite)

Tableau II.2. La production animale (suite)

c) Valeur de la production animale

en milliards de LL

Nature du produit	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Viande de bovins	48,3	49,4	52,5	...	...	...
Viande de moutons	18,6	13,0	28,9	...	...	...
Viande de chèvres	18,3	19,1	32,8	...	...	...
Viande de porc	2,4	2,5	2,6	...	...	...
Viande de poules et poulets	185,5	230,7	271,8	...	...	...
Oeufs	56,9	77,1	125,7	...	...	...
Lait de vache	99,1	118,4	145,0	...	...	...
Lait de brebis	13,9	13,4	20,0	...	...	...
Lait de chèvre	25,6	19,3	27,7	...	...	...
Miel	25,0	18,0	22,0	...	...	...
Total	493,6	560,9	729,0	...	...	...

Source : Ministère de l'agriculture

III. Energie

Tableau III.1. Principaux produits pétroliers importés

en milliers de tonnes

Produit	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Essence	1 273,1	1 224,6	1 306,8	1 401,2	1 617,7	1 594,9
Gaz oil (Mazout)	1 587,7	1 596,3	1 363,2	1 802,7	2 595,4	2 252,0
Fuel oil	1 360,2	1 039,7	1 258,7	1 213,5	1 422,5	1 356,1
Kérosène	146,6	103,4	139,7	166,7	1 741,6	221,0
Gaz butane	166,1	161,1	160,7	163,2	199,1	163,6

Source: Direction générale du pétrole

Tableau III.2. Consommation d'électricité

en millions de KWH

	2005	2006	2007	2008	2009	2010
(réseau EDL)	10 581	10 215	10 590	11 142	11 324	12 458

Source: Banque du Liban

IV. Industrie

Tableau IV.1. Les principales données sur l'Industrie en 2007

en milliards de LL

Branche (c.ISIC)	Nbre. d'etablis.	Production	Consom. Intermédi.	Valeur ajoutée	Salaires payés	FBCF	Nbre. De travail.
14	9	5,0	2,3	2,8	1,1	0,0	102
15	736	2 635,8	1 797,4	838,3	198,4	62,0	20 607
17	77	100,3	64,1	36,3	13,3	3,0	1 420
18	210	174,8	104,6	70,2	27,7	7,2	3 965
19	105	72,8	39,9	32,9	12,6	1,0	1 528
20	87	98,7	53,6	45,0	11,1	4,5	1 398
21	82	602,6	457,8	144,7	53,5	29,8	4 213
22	211	415,9	243,1	172,8	66,7	39,0	5 510
23	4	24,0	22,8	1,2	0,3	0,7	43
24	193	772,5	539,2	233,3	57,3	57,8	4 792
25	168	486,4	382,3	104,1	31,7	14,7	3 692
26	609	1 201,6	771,2	430,5	116,6	149,0	10 996
27	10	137,7	99,6	38,1	6,4	3,0	809
28	558	1 119,6	870,7	249,0	77,4	31,4	8 054
29	105	310,7	238,1	72,6	23,4	5,5	2 122
30	3	2,6	1,9	0,7	0,4	0,0	38
31	83	1 084,4	788,0	296,4	37,1	21,0	3 182
33	9	8,8	5,3	3,5	1,8	1,1	232
34	7	8,3	5,5	2,8	0,9	0,4	103
36	730	684,3	402,2	282,1	78,4	11,8	9 136
Total	3 996	9 947	6 889	3 057	816	443	81 942

Source : Ministère de l'Industrie

N.B. Etablissements employant un minimum de 5 travailleurs

Code ISIC:

14. Autres industries extractives	25. Industries du plastic et du caoutchouc
15. Industries alimentaires	26. Industries d'autres minerais non métalliques
17. Industries textiles	27. Métallurgie
18. Habillement	28. Fabrication de produits métalliques
19. Industries du cuir et des produits en cuir	29. Fabrication de machines et de biens d'équipement
20. Industries du bois à l'exclusion des meubles	30. Fabrication de machines de bureau, de comptabilité et ordinateurs.
21. Industries du papier et carton	31. Fabrication de machines et appareils électriques
22. Imprimeries et édition	33. Fabrication d'instruments médicaux, de précision et d'optique, montres et horloges.
23. Industrie du coke et raffineries de pétrole	34. F. de voitures et autres véhicules motorisées
24. Industries chimiques	36. Industrie du meuble et autres produits

IV. Industrie (suite)

Tableau IV.2. Tabac manufacturé

	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Production (tonnes)	655	744	577	703	...	...
Ventes de tabac local (tonnes)	795	675	698	739	...	...
Valeurs des ventes (Millions LL)	16 355	14 942	15 409	12 478	...	...

Source: Régie Libanaise des Tabacs et Tombacs

Tableau IV.3. Importations de produits intermédiaires destinés à l'industrie

Branche utilisatrice	2005	2006	2007	2008	2009	2010
	<i>valeurs en milliards de L.L.</i>					
Non spécifié	708	725	788	1 244	1 068	1 196
Industries agro-alimentaires	612	598	760	883	929	1 135
" textiles, cuir, habillement	176	164	186	220	225	213
" des minéraux. Non métall.	61	58	86	103	93	88
" des métaux, machines et app.	805	862	1 239	1 737	1 353	1 564
" du bois, caoutchouc, chimie	485	484	678	869	720	867
" du meuble	83	83	111	139	142	151
Autres industries	330	314	492	666	1 019	1 406
Total	3 260	3 288	4 340	5 861	5 548	6 620
	<i>Indice des valeurs unitaires / l'année précédente</i>					
Non spécifié	1,278	1,100	1,090	1,292	0,647	1,224
Industries agro-alimentaires	1,041	1,051	1,165	1,284	0,858	1,272
" textiles, cuir, habillement	0,949	1,015	1,018	1,008	0,922	1,173
" des minéraux, non métal.	1,095	1,058	1,116	1,102	0,840	0,986
" des métaux, machines et app.	1,040	1,056	1,147	1,185	0,724	1,018
" du bois, caoutchouc, chimie	1,099	1,040	1,125	1,134	0,815	1,040
" du meuble	1,056	1,017	1,073	1,041	0,860	1,107
Autres industries	1,024	1,010	1,050	1,125	1,084	1,044
Ensemble	1,087	1,054	1,116	1,167	0,799	1,107
	<i>Indice des volumes par rapport à l'année précédente</i>					
Non spécifié	0,954	0,930	0,997	1,222	1,326	0,924
Industries agro-alimentaires	0,814	0,930	1,099	0,905	1,225	1,042
" textiles, cuir, habillement	1,013	0,919	1,111	1,176	1,110	0,959
" des minéraux, non métall.	0,953	0,895	1,338	1,083	1,074	0,936
" des métaux, machines et app.	1,042	1,014	1,254	1,183	1,076	1,111
" du bois, caoutchouc, chimie	0,893	0,959	1,245	1,131	1,017	1,073
" du meuble	0,993	0,985	1,251	1,203	1,184	1,022
Autres industries	0,914	0,944	1,491	1,203	1,412	1,247
Ensemble	0,933	0,957	1,185	1,114	1,185	1,072

V. Construction

Tableau V. 1. Permis de construire enregistrés (ordres des ingénieurs)

Indicateur	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Superficie en milliers de m ²	8 826	8 997	9 044	16 068	14 369	14 281

Source: Administration Centrale de la Statistique, Bulletins mensuels

Tableau V.2. Vente locale de ciment

Indicateur	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Quantité en milliers de tonnes	3 040	3 423	3 945	4 219	4 897	5 227

Source: Banque du Liban, Bulletins mensuels

Tableau V.3. Importations de matières premières pour la construction

Indicateur	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Valeur en milliards de LL	525,0	527,4	705,3	914,7	902,9	1 252,6
Ind, Des valeurs unitaires n/n-1	1,045	1,075	1,087	1,057	0,890	1,068
Indice des volumes n/n-1	0,961	0,934	1,231	1,227	1,109	1,299

VI. Transports et communications

Tableau VI.1. Mouvement des marchandises au port de Beyrouth

Indicateur	2005	2006	2007	2008	2009	2010
en milliers de tonnes	4 473	4 227	5 318	5 746	5 650	...

Source: Administration Centrale de la Statistique, Bulletins mensuels

Tableau VI. 2. Nombre de passagers embarqués à l'aéroport de Beyrouth

Indicateur	2005	2006	2007	2008	2009	2010
en milliers	1 601	1 366	1 649	2 014	2 461	...

Source: Administration Centrale de la Statistique, Bulletins mensuels

Tableau VI. 3. Recettes de la direction générale des téléphones et télécommunications

En milliards de LL

Nature de la recette	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Factures émises	446,0	497,1	492,1	699,0	749,8	821,4
Recettes pour installations	7,2	7,7	10,4	11,6	15,3	13,2
Part dans les comm. Internat.	203,1	250,9	310,3	153,5	168,6	132,5
Part dans les commun. Mobiles	1 017,5	1 021,9	1 193,1	1 334,4	1 375,3	1 670,6
Total	1 673,8	1 777,6	2 005,9	2 198,5	2 309,0	2 637,6

Source : Ministère des télécommunications

VII. Services

Tableau VII.1. Enseignement : Nombre d'élèves et d'étudiants inscrits

Cycle	2004-05	2005-06	2006-07	2007-08	2008-09	2009-10
<i>Enseignement public et subventionné</i>						
Maternel	57 403	54 378	57 611	54 307	.....	53 745
Primaire	245 946	240 218	245 896	236 267	.....	228 554
Compl. Et secondaire	148 467	145 309	147 277	137 187	.....	129 912
Technique	33 692	35 090	37 446	40 253	42 444	37 317
Université libanaise	70 065	70 627	72 961	74 176	74 134	72 813
Total	555 573	545 622	561 191	542 190	.....	522 341
<i>Enseignement privé</i>						
Maternel	93 207	93 970	93 261	95 973	.....	100 313
Primaire	206 661	207 375	204 670	208 973	.....	213 181
Compl. Et secondaire	165 262	170 064	169 162	175 494	.....	184 036
Technique	63 190	63 705	62 285	67 165	72 973	58 494
Universitaire	71 414	76 334	87 403	92 989	100 163	108 037
Total	599 734	611 448	616 781	640 594	.....	664 061
Total général	1 155 307	1 157 070	1 177 972	1 182 784	.....	1 186 402

Source: Centre Pédagogique pour la Recherche et le Développement

Tableau VII.2. Santé : dépenses publiques de santé *en milliards de LL*

Organisme payeur	2005	2006	2007	2008	2009	2010
1. Ministère de la Santé	222,4	179,7	201,3	308,8	297,1	386,6
2. CNSS :Allocat. Maladie	435,1	450,9	535,5	492,0	548,4	586,9
Total	657,5	630,6	740,8	800,8	845,5	973,5

Source: Clôture des comptes, rubrique 16 (hospitalisation) des dépenses du Ministère de la Santé et CNSS

Tableau VII.3. Services des assurances *en milliards de LL*

Opération	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Primes encaissées	918,2	965,8	1 116,1	1 234,3	1 377,6	1 612,9
Sinistres réglés	394,5	372,9	490,3	592,9	738,3	810,9

Source: Ministère de l'économie nationale

Tableau VII.4. Arrivées des voyageurs *nombre en milliers*

Nationalité	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Etrangers non arabes	687	704	617	783	1 056	1 273
Arabes, syriens exclus	636	522	503	668	786	895
Total	1 323	1 226	1 120	1 451	1 842	2 168

Source: Administration Centrale de la Statistique, Bulletins mensuels

VIII. Administration

Tableau VIII.1. Recettes et dépenses budgétaires de l'Etat et leur classement en milliards de LL

Rubriques budgét.	Classement SNC93	2006	2007	2008	2009	2010p
Dépenses						
11. Biens	P.2 Consom. Interm.	220	265	327	368	428
12. Services	P.2 Consom. Interm.	98	102	106	135	111,8
13. Charges salariales	D.1 Rém. Des salar.	2 249	2 421	2 676	3 267	3 480
14. Transferts		1 656	1 529	1 665	2 126	2 415
	<i>D.3 Subventions</i>	26	22	48	74	94
	<i>D.62 Pensions de ret.</i>	935	909	1 016	1 315	1 399
	<i>D.73 Tr. Aux admin.</i>	520	399	411	531	728
	<i>D.74 Coop. Internat.</i>	7	7	17	17	18
	<i>D.79 Autres</i>	168	192	175	194	176
16. Dépenses diverses	P.2 Consom. Interm.	219	253	349	371	469
17. Serv. De la dette		4 285	5 223	4 957	5 472	6 314
	<i>P.2 Consom. Interm.</i>	904	935	1 278	1 365	1 490
	<i>D.41 Intérêts</i>	3 381	4 288	3 679	4 107	4 824
Total 1^{ère} partie		8 727	9 793	10 080	11 740	13 218
2^{ème} partie		472	468	471	515	606
	P.51 F.B.C.F.	197	221	238	315	428
	D.93 Tr aux admin.	275	246	233	200	178
Total général		9 199	10 261	10 551	12 255	13 824
Recettes						
11. Imp. Sur le revenu	D.51 Imp/le revenu	1 184	1 142	1 564	1 839	2 050
12. Imp./ les propr.	D.59 Imp. Directs	579	526	786	809	1 088
13. Imp./ la consom.		2 458	2 711	3 797	5 155	5 575
<i>TVA</i>	<i>D.2 Imp./ les produits</i>	1 660	1 803	2 584	2 889	3 193
<i>Taxes /les voitures</i>	<i>D.59 Imp. Directs</i>	109	130	1 017	2 028	2 151
<i>Autres</i>	<i>D.2 Imp./ les produits</i>	689	777	197	238	231
14. Taxes douanières	D.2 Taxes douanières	461	556	686	768	810
15. Autres impôts	D.2 Imp. /les produits	259	292	350	396	453
26. Rev. D'exploit.		1 428	2 011	2 028	2 456	1 383
<i>Surplus des ent. Publ.</i>	<i>D.2 Imp. /les produits</i>	1 423	2 006	2 020	2 446	1 378
<i>26901. Intérêts</i>	<i>D.41 Intérêts</i>	5	6	8	10	5
27. Rec. Administrat.		426	424	484	505	535
<i>27104. T. de circulat.</i>	<i>D.59 Imp. Directs</i>	156	146	189	203	208
<i>Autres</i>	<i>D.79 Transferts div.</i>	270	277	295	303	327
28. Amendes	D.79 Transferts div.	4	16	7	7	8
29. Autres rec. Non fi.		87	98	94	100	118
	<i>D.61 Cotisations</i>	85	79	85	95	112
	<i>D.79 Transf. Divers</i>	2	19	9	5	6
Total général		6 888	7 776	9 795	12 036	12 020
Déficit	B.9	2 311	2 485	756	219	1 804

Source : Ministère des Finances, Clôtures des comptes

p : Chiffres provisoires

VIII. Administration (suite)

Tableau VIII.2. Comptes du Trésor

en milliards de LL

Opération	2005	2006	2007	2008	2009	2010
<i>Variation d'actifs</i>						
Déficit budgétaire	1 938	2 575	2 542	...	...	...
Avances aux municipalités	0	0	0	...	...	...
Avances aux établ. Publics	509	208	237	...	...	...
Autres avances	388	254	49	...	...	...
Dépenses payées d'avance	320	1 508	2 131	...	...	...
Banque du Liban	955	-2 097	428	...	...	...
Caisse et chèques à encaisser	-20	-15	31	...	...	...
Comptes à régulariser	2	-11	9	...	...	...
Total	4 093	2 423	5 426	...	...	...
<i>Variation de passif</i>						
Dépôts et consignation	123	84	151	...	...	...
Mandats à payer	162	265	341	...	...	...
Recettes à régulariser	8	76	177	...	...	...
Comptes des Municipalités	-89	-145	-82	...	...	...
Comptes des établ. Publics	3	12	7	...	...	...
Autres comptes créditeurs	17	1	1	...	...	...
Bons du Tr.en LL; Emissions	23 064	18 292	21 974	...	...	...
-Remboursements	-19 742	-16 771	-17 820	...	...	...
B. du Tr. En dev.; Emissions	0	1 771	5 725	...	...	...
-Remboursements	-210	-1 163	-5 199	...	...	...
Emprunts extérieur	756	0	151	...	...	...
Total	4 093	2 423	5 426	...	...	...

Source : Ministère des Finances, Comptes de gestion

Tableau VIII.3. La dette publique

situation en fin d'année en milliards de LL

Eléments de la dette	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Bons du Trésor en LL						
Banque du Liban	11 233	9 143	8 647	8 419	10 043	12 912
Banques commerciales	14 072	16 429	16 784	24 222	27 181	27 137
Hors système bancaire	3 325	4 129	5 474	5 906	7 353	7 911
Prêts du système bancaire	512	503	468	460	396	295
Total dette interne brute	29 141	30 204	31 373	39 007	44 973	48 255
- Dépôts du secteur public	- 5 590	- 4 444	- 4 527	-8 326	-10 522	-11 419
Dette interne (en LL) nette	23 551	25 760	26 846	30 681	34 451	36 836
Dette externe ou en devise	28 844	30 647	31 991	31 881	32 048	31 045
Total	52 395	56 407	58 837	62 562	66 499	67 882

Source: Banque du Liban, Bulletins mensuels

VIII. Administration (suite)

Tableau VIII.4. Transferts du budget de l'Etat aux administrations autonomes

a) de la première partie du budget

en milliards de LL

Administration	2005	2006	2007	2008	2009	2010
CDR	24,2	21,9	32,1	27,9	36,6	26,4
Archives nationales	0,8	1,0	1,5	0,7	1,3	1,2
Direction de la défense civile	14,8	13,6	18,9	21,0	25,3	30,3
Université Libanaise	158,6	156,9	146,2	173,6	252,0	269,8
Centre pédagogique de R&D	11,0	11,0	10,0	13,0	13,5	13,7
CNRS	4,5	4,3	5,8	5,7	6,0	6,1
Cons. national de musique	6,0	8,2	8,2	9,1	11,5	14,6
Conseil du Sud	6,0	5,0	7,0	6,2	10,7	10,0
Caisse des écoles	-	-	-	-	-	52,0
Caisse centrale des déplacés	6,0	5,5	6,5	6,0	6,0	6,5
Comité de secours	43,9	12,8	0,0	2,4	1,6	8,7
Office national de l'emploi	1,6	2,4	1,7	0,5	3,0	2,5
Direction des hôpitaux publics	28,0	17,1	21,7	9,7	9,4	5,4
Office du plan vert	4,6	5,9	6,0	7,5	9,5	11,0
Recherche agronomique	3,4	4,0	3,6	4,4	7,1	7,7
IDAL	7,3	2,2	4,0	3,8	3,0	15,8
CNSS	340,0	220,0	100,0	100,0	-	220,0
Autres administrations	19,0	28,2	41,0	19,7	34,7	18,1
Total	679,7	520,0	414,2	411,2	431,2	719,8

Source : Ministère des Finances, Clôtures des comptes

b) de la deuxième partie du budget

en milliards de LL

Administration	2005	2006	2007	2008	2009	2010
CDR	206,8	185,8	216,5	181,5	172,8	139,3
Université Libanaise	-	-	-	-	-	-
Caisse centrale des déplacés	85,0	41,2	-	-	30,0	-
Conseil du Sud	60,0	35,0	-	-	51,3	38,5
IDAL	47,0	10,0	30,0	40,0	32,5	-
Autres administrations	3,8	2,6	0,0	11,7	5,0	-
Total	402,6	274,6	246,5	233,2	291,6	177,8

Source : Ministère des Finances, Clôtures des comptes

VIII. Administration (suite)

Tableau VIII.5 Comptes du CDR 2005-2010

en milliards de LL

Opération	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Recettes						
Allocations budgétaires	664,2	811,4	833,2	780,0	...	...
Dons	24,6	13,5	126,7	34,9	...	...
Recettes des adjudications	1,4	1,2	0,9	0,8	...	...
Intérêts	1,2	4,0	6,6	7,3	...	...
Reprise sur provisions	8,9	-	-	-	...	...
Différence de change	-	7,0	13,6	-5,8	...	...
Total	700,2	837,0	981,0	817,3	...	...
Dépenses						
Coûts des projets	688,2	699,5	745,5	814,0	...	...
Dépenses administratives	30,7	22,0	18,5	20,7	...	...
Intérêts	65,3	90,3	104,8	109,9	...	...
Prov. Pour créances douteuses	-	-	-	-	...	...
Total	785,2	1 019,6	958,1	944,7	...	...
Déficit (+), Excédent(-)	-85,0	-182,6	22,9	-127,4	...	...
Variation d'actif						
Caisse et banques	-15,4	129,0	115,4	-26,6	...	...
Bons du Trésor libanais	-	-	-	-	...	...
Prêts transférés au sect. Public	-187,2	-193,7	-61,8	-86,4	...	...
Prêts transférés au sect. Privé	-2,2	0,1	0,3	-2,1	...	...
Autres prêts	0,0	0,0	0,0	0,0	...	...
Autres actifs	12,4	13,4	-0,7	17,0	...	...
Etat Libanais	-94,0	65,4	114,1	-131,8	...	...
Actifs immobilisés	0,0	0,0	0,0	0,2	...	...
Total	-286,4	14,2	167,1	-222,3	...	...
Variation de passif						
Comptes à payer et retenues	-22,7	25,6	-16,4	30,5	...	...
Intérêts échus	6,2	5,2	0,3	8,3	...	...
Avances du Trésor	0,0	90,7	46,6	21,4	...	...
Emprunts	-181,0	72,5	110,7	-152,8	...	...
<i>Emprunts : partie courante</i>	<i>41,5</i>	<i>-52,4</i>	<i>18,2</i>	...	...	...
<i>Emprunts : autre</i>	<i>-222,5</i>	<i>124,9</i>	<i>92,5</i>	...	...	...
Prov. Pr indemn. Fin de serv.	-0,9	-0,7	-0,8	-1,1	...	...
Excédent (+), déficit(-)	-85,0	-182,6	22,9	-127,4	...	...
Ajustement	-3,0	3,5	3,8	-1,2	...	...
Total	-286,4	14,2	167,1	-222,3	...	...

VIII. Administration (suite)

Tableau VIII.6. Comptes de la Caisse Nationale de Sécurité Sociale

en milliards de LL

Opération	2005	2006	2007	2008	2009	2010
<i>Contributions</i>						
Maladie et maternité	368,9	340,3	401,9	392,3	481,8	477,8
Allocations familiales	223,9	198,8	230,4	218,7	273,6	275,4
Indemnités de fin de serv.	353,7	362,3	417,2	431,1	551,1	586,6
Contributions Totales	946,4	901,3	1 049,1	1 025,1	1 306,5	1 339,7
Autres recettes	362,7	420,0	490,9	360,1	684,3	506,1
<i>Dépenses</i>						
Allocations :						
Maladie et maternité	439,0	450,9	535,5	492,0	548,4	586,9
Allocations familiales	220,9	230,5	224,2	241,3	244,9	262,1
Indemnités de fin de serv.	140,8	147,3	178,9	151,9	226,2	234,4
Total des allocations payées	800,7	828,8	938,6	885,3	1 019,5	1 083,4
Frais administratifs	94,5	97,4	103,2	104,7	108,2	106,6

Source : CNSS

VIII. 7.Administration (suite)

Tableau VIII.7. Calcul de l'amortissement du capital fixe des administrations

Année	Indice des prix n/n-1	FBCF milliards LL	Investissements des 30 dernières années. Valeur actuelle en milliards de LL					
			2005	2006	2007	2008	2009	2010
2010								
2009	1,014	1 095,0						1 110,4
2008	1,115	996,7					1 126,8	1 126,8
2007	1,083	905,4				1 093,3	1 108,6	1 108,6
2006	1,033	901,4			1 008,4	1 124,4	1 140,1	1 140,1
2005	1,027	871,9		925,0	1 001,8	1 117,0	1 132,6	1 132,6
2004	1,030	949,8	1 004,7	1 037,9	1 124,0	1 253,3	1 270,8	1 270,8
2003	1,017	739,1	795,1	821,4	889,5	991,8	1 005,7	1 005,7
2002	0,995	901,5	964,9	996,8	1 079,5	1 203,7	1 220,5	1 220,5
2001	0,958	1 060,0	1 087,0	1 122,8	1 216,0	1 355,9	1 374,8	1 374,8
2000	0,975	1 153,4	1 153,2	1 191,2	1 290,1	1 438,5	1 458,6	1 458,6
1999	0,979	884,4	865,6	894,2	968,4	1 079,8	1 094,9	1 094,9
1998	1,019	1 610,1	1 605,9	1 658,9	1 796,6	2 003,2	2 031,3	2 031,3
1997	1,000	1 531,4	1 527,5	1 577,9	1 708,9	1 905,4	1 932,1	1 932,1
1996	1,000	1 161,3	1 158,3	1 196,5	1 295,8	1 444,9	1 465,1	1 465,1
1995	1,200	1 041,6	1 246,7	1 287,8	1 394,7	1 555,1	1 576,9	1 576,9
1994	1,250	652,1	975,6	1 007,7	1 091,4	1 216,9	1 233,9	1 233,9
1993	1,695	609,0	1 544,3	1 595,3	1 727,7	1 926,4	1 953,3	1 953,3
1992	1,000	329,7	836,1	863,6	935,3	1 042,9	1 057,5	1 057,5
1991	1,573	169,1	674,5	696,7	754,5	841,3	853,1	853,1
1990	1,667	34,8	231,1	238,7	258,5	288,3	292,3	292,3
1989	3,000	34,3	684,9	707,5	766,3	854,4	866,3	866,3
1988	1,000	21,0	418,9	432,7	468,7	522,6	529,9	529,9
1987	2,344	10,5	490,9	507,1	549,2	612,4	620,9	620,9
1986	2,370	1,3	146,1	151,0	163,5	182,3	184,8	184,8
1985	1,831	2,0	407,0	420,5	455,4	507,7	514,8	514,8
1984	1,180	2,5	594,9	614,5	665,5	742,1	752,5	752,5
1983	1,136	2,2	586,6	606,0	656,3	731,7	742,0	742,0
1982	1,189	1,2	389,4	402,2	435,6	485,7	492,5	492,5
1981	1,156	1,6	589,9	609,3	659,9	735,8	746,1	746,1
1980	1,185	1,2	517,6	534,7	579,0	645,6	654,7	654,7
1979	1,205	0,9	492,9	509,2	551,4	614,8	623,4	
1978	1,349	0,7	499,3	515,8	558,6	622,9		
1977	1,203	0,3	260,2	268,8	291,1			
1976	1,113	0,0	22,2	22,9				
1975	1,000	0,2	225,9					
Valeur act. du capital fixe			21 997,2	23 414,8	26 341,8	30 139,9	31 057,1	31 544,0
Amortissement (1/30)			733,2	780,5	878,1	1 004,7	1 035,2	1 051,5

IX. Finances

Tableau IX.1. Evolution de la situation monétaire

Situation en fin d'année en milliards de LL

Eléments de la monnaie et de ses contreparties	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Monnaie LL	24 465	23 477	24 831	37 325	51 489	59 402
Dépôts en devise	49 893	56 678	65 279	66 099	72 229	79 293
Titres	88	89	87	82	13	215
Total : Masse monétaire	74 446	80 244	90 197	103 506	123 732	138 910
Avoirs extérieurs nets	24 311	30 371	36 394	42 169	57 121	66 536
<i>Or</i>	7 140	8 755	11 517	12 108	15 169	19 613
<i>Devises</i>	17 171	21 616	24 877	30 061	41 953	46 923
Créances nettes/sect. public	35 666	40 584	40 917	42 845	47 492	48 878
<i>En Livres libanaises</i>	21 636	24 493	24 222	27 237	30 057	31 252
<i>En devises</i>	14 030	16 091	16 695	15 608	17 435	17 626
Créances /secteur privé	25 246	23 841	27 736	33 482	38 447	47 829
<i>En Livres libanaises</i>	4 850	3 980	4 474	5 356	7 163	10 731
<i>En devises</i>	20 396	19 861	23 262	28 127	31 284	37 098
Différence de change	-1 392	-3 125	-3 041	-3 602	6 761	-11 170
Autres éléments nets	-9 385	-11 426	-11 810	-11 389	12 568	-13 163
Total	74 446	80 244	90 197	103 506	123 732	138 910

Source : Banque du Liban

Tableau IX.2. Distribution des crédits bancaires par secteur économique

Situation en fin d'année en milliards de LL

Secteur	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Agriculture	344	328	362	426	421	554
Industrie	4 027	4 058	4 650	5 403	5 629	6 564
Construction	4 206	4 317	4 757	6 502	7 295	9 494
Commerce	7 994	8 061	8 952	9 966	10 443	12 419
Services	3 543	4 325	6 000	7 301	7 735	8 627
Institutions financières	1 131	1 385	1 870	3 105	3 878	4 927
Autres organismes	1 172	1 187	1 377	1 683	1 606	2 036
Individus	4 728	5 613	6 770	7 707	10 577	13 723
Total	27 145	29 275	34 737	42 092	47 584	58 344

Source : Banque du Liban

X. Extérieur

Tableau X.1. Evolution des importations par branche de production *en milliards de LL*

Branche	2005	2006	2007	2008	2009	2010
1. Agriculture et élevage	854	842	1 135	1 390	1 425	1 669
11. Produits de l'agriculture	565	539	823	1 042	920	1 050
111. Céréales	201	192	337	475	365	404
112. Fruits	89	86	105	128	151	163
113. Cultures industrielles	133	105	158	193	185	219
114. Légumes et autres	139	152	218	241	214	259
115. Produits de la forêt	3	4	5	5	5	5
12. Produits de l'élevage	289	303	312	348	504	619
121. Animaux vivants	223	236	232	255	389	490
122. Production animale	5	6	9	10	11	17
123. Produits de la pêche	61	61	71	82	104	112
2. Energie et eaux	3 232	3 531	3 920	6 120	4 849	5 798
21. Combustibles	3 232	3 531	3 920	6 120	4 849	5 798
211. Combustibles solides	20	16	53	102	68	77
212. Produits pétroliers	3 212	3 515	3 867	6 018	4 781	5 721
3. Produits manufacturés	9 991	9 791	12 755	16 813	18 201	19 935
31. Tabac manufacturé	183	159	199	239	275	337
32. Pr. des ind. alimentaires	1 108	1 164	1 577	1 813	2 025	2 292
321. Viandes fraîches	92	111	128	204	264	294
322. Conserves alimentaires	144	148	192	210	204	233
323. Produits laitiers	259	251	303	325	365	399
324. Corps gras alimentaires	149	167	225	277	270	270
325. Pâtes alimentaires	123	133	162	210	250	286
326. Sucre, chocolat, confis.	151	157	208	214	259	333
327. Boissons alcoolisées	55	49	65	86	101	128
328. Boissons non alcoolisées	9	19	140	101	108	128
329. Produits aliment. divers	126	129	153	186	203	221
33. Produits textiles et cuir	891	863	962	1 205	1 321	1 349
331. Filés et tissus	203	172	197	240	243	223
332. Habillement	439	441	469	592	663	693
333. Bonneterie	29	29	42	46	41	40
334. Chaussures	88	96	110	138	165	186
335. Jute, chanvre, corderie	3	3	4	4	4	5
336. Cuir et pelleterie	10	12	11	13	14	13
337. Articles en cuir	36	36	44	59	67	78
338. Tapis	33	25	29	43	48	38
339. Textiles divers	50	49	57	70	77	73

X. Extérieur (suite)

Tableau X.1. Evolution des importations par branche de production (suite)

Branche	2005	2006	2007	2008	2009	2010
34. Min. non métalliques	515	468	695	1 126	1 028	1 230
341. Pierres, sables	79	68	82	107	118	161
342. Min.non métalliques	233	220	355	673	531	609
343. Ciment et chaux	0	0	0	0	0	1
344. Ouvrages en ciment	7	7	12	16	19	25
345. Produits céramiques	108	98	122	187	218	274
346. Verres et verrerie	88	75	123	143	142	160
35. Métaux, machines, app.	4 369	4 148	5 569	7 966	8 905	9 438
351. Minerais métalliques	4	9	2	0	5	3
352. Métaux	1 202	949	1 470	2 286	1 805	2 595
353. Ouvrages en métaux	266	262	324	425	450	534
354. Ouvrage en aluminium	62	75	122	127	87	112
355. Machines et appareils	790	840	959	1 201	1 331	1 511
356. Appareils électriques	752	702	921	1 176	1 348	1 316
357. Matériel de transport	1 293	1 310	1 771	2 751	3 879	3 367
36. Bois, caoutchouc, chimie	2 282	2 355	3 055	3 577	3 619	4 123
362. Ouvr. en bois sf meubles	199	186	259	326	323	329
363. Papier carton	324	304	428	466	430	502
364. Pr. Chimiques de base	491	480	643	777	700	838
365. Pr. chimiques divers	1 051	1 161	1 432	1 668	1 784	2 021
366. Caoutchouc	89	96	132	144	175	184
367. Matières plastiques	127	128	161	196	207	249
37. Meubles	101	99	110	157	215	220
371. Meubles métalliques	34	33	35	52	73	72
372. Meubles non métall.	67	66	75	105	143	148
38. Produits divers	542	535	588	730	813	946
381. Produits des éditions	78	66	73	99	109	155
382. Instruments de précision	263	298	311	370	412	470
383. Bijoux	85	68	76	111	128	144
384. Jouets, instr, de musique	65	56	72	89	96	107
385. Pr. non classés ailleurs	51	47	56	61	67	70
0. Non classé	8	6	6	8	18	11
Total général	14 085	14 172	17 817	24 334	24 492	27 413

X. Extérieur (suite)

Tableau X.2. Importations suivant les principaux pays

en milliards de LL

Pays	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Etats-Unis d'Amérique	826	1 532	1 718	2 789	2 660	2 878
France	1 189	1 148	1 332	2 013	2 368	1 802
Chine	1 108	1 133	1 535	2 098	2 171	2 470
Italie	1 471	1 070	1 597	1 672	1 847	2 101
Allemagne	991	995	1 131	1 549	1 866	1 899
Gde Bretagne	487	613	678	688	736	794
Egypte	458	572	790	691	634	648
Arabie Saoudite	496	447	426	437	467	613
Japon	463	430	595	935	1 011	938
Russie	768	393	531	759	627	764
Turquie	301	389	611	1 053	985	1 031
Brésil	241	342	434	480	546	402
Suisse	637	320	525	929	613	842
Koweït	157	280	407	737	438	536
Syrie	296	268	311	408	352	511
Roumanie	264	243	194	405	284	350
Belgique	264	232	275	398	389	371
Hollande	229	226	228	253	369	363
Espagne	253	225	323	418	387	462
Corée	170	200	217	361	500	446
Emirats Arabes Unis	206	199	329	492	394	557
Inde	210	178	266	334	479	446
Suède	73	66	75	94	137	128
Grèce	147	172	216	161	154	374
Malaisie	...	...	...	...	...	232
Thaïlande	126	138	193	244	276	291
Ukraine	200	115	181	389	332	510
Bulgarie	96	115	115	183	69	165
Géorgie	...	...	...	...	...	207
Jordanie	97	101	124	164	286	343
Taïwan	105	99	128	157	128	243
Argentine	...	...	...	...	...	145
Danemark	...	...	...	...	...	138
Autriche	...	...	...	...	...	124
Belarus	...	...	...	...	...	200
Autres Pays	1 717	1 750	2 223	2 668	2 874	2765
Grand total	14 085	14 172	17 818	24 334	24 492	27 089

Source: Direction générale des douanes

X. Extérieur (suite)

Tableau X.3. Exportations

en milliards de LL

Nature du produit exporté	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Produits du règne animal et végétal	129	138	177	221	203	258
Autres produits	2 706	3 304	3 070	5 025	5 051	6 155
Total	2 835	3 442	3 247	5 246	5 254	6 413

Source: Direction générale des douanes

Tableau X.4. Evolution des réexportations et du transit

en milliards de LL

	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Réexportations	211	162	283	279	217	230
Transit	300	212	251	512	647	585
Total	511	374	534	791	864	815

Source: Direction générale des douanes

XI. Prix

Tableau XI. 1. Indice (officiel) des prix à la consommation

Postes de dépense	<i>Base Décembre 1998=100</i>		<i>Base Décembre 2007=100</i>			
	Pon. (%)	Dec. 2007	Pon. (%)	Dec. 2008	Dec. 2009	Dec. 2010
Alimentation et tabac	34,6	125,6	22,0	116,5	116,3	123,5
Aliment, Boissons non alcoolisées			19,9	118,2	117,2	125,1
Boissons alcoolisées, tabac			2,1	100,1	107,8	108,6
Habillement et chaussures	6,3	127,6	6,2	104,9	94,2	113,4
Loyer et charges	1,6	...	16,2	104,8	111,2	111,2
Eau, électricité et gaz	7,2	147,0	9,5	91,4	98,5	106,4
Équipement et entretien du log.	7,9	105,7	3,9	107,0	107,3	108,2
Santé	8,8	106,6	6,8	104,4	106,6	103,9
Transports et communications	11,3	153,8				
Transports			12,3	101,1	86,4	124,6
Communications			4,8	99,5	103,6	86,3
Éducation	13,4	100,6	7,7	104,1	114,1	121,7
Loisirs	5,4	110,0				105,8
Recréation, amusement et culture			7,7	100,8	103,6	
Restaurants et hôtels			2,7	125,3	129,8	138,0
Soin personnels et divers	3,5	157,4	4,2	105,0	104,9	107,0
Ensemble	100,0	124,1	100,0	105,5	109,1	114,1

Source: Administration centrale de la statistique

XI. Prix (suite)

Tableau XI.2. Indice des valeurs unitaires des biens importés classés par branche de production
par année par rapport à l'année précédente

Branche	2006/05	2007/06	2008/07	2009/08	2010/09
11. Produits de l'agriculture	1,046	1,213	1,251	0,787	1,102
111. Céréales	1,140	1,459	1,331	0,682	1,161
112. Fruits	0,907	1,040	1,121	0,934	1,099
113. Cultures industrielles	1,046	1,094	1,297	0,847	1,096
114. Légumes et autres	1,034	1,112	1,158	0,864	1,028
115. Produits de la forêt	0,845	0,831	0,995	0,860	1,019
12. Produits de l'élevage	0,990	1,115	1,270	0,961	1,170
121. Animaux vivants	0,989	1,133	1,407	0,969	1,204
122. Production animale	0,878	0,993	1,030	1,025	1,029
123. Produits de la pêche	1,010	1,078	0,998	0,927	1,059
21. Combustibles	1,164	1,127	1,325	0,623	1,253
211. Combustibles solides	0,953	1,255	1,508	1,094	0,730
212. Produits pétroliers	1,166	1,125	1,322	0,619	1,265
31. Tabac manufacturé	1,006	0,996	0,935	1,022	1,116
32. Pr. des ind. alimentaires	1,028	1,110	1,158	0,934	1,075
321. Viandes fraîches	1,058	1,091	1,375	0,900	1,242
322. Conserves alimentaires	1,023	1,095	1,114	0,966	0,999
323. Produits laitiers	0,976	1,196	1,226	0,887	1,090
324. Corps gras alimentaires	0,997	1,149	1,375	0,805	1,022
325. Pâtes alimentaires	1,029	1,106	1,105	1,005	0,997
326. Sucre, chocolat, confis.	1,156	1,042	1,083	1,094	1,168
327. Boissons alcoolisées	1,003	1,071	1,046	1,004	0,955
328. Boissons non alcoolisées	0,921	1,158	0,843	0,905	1,042
329. Produits aliment. divers	1,045	1,020	1,075	0,968	1,026
33. Produits textiles et cuir	0,951	1,052	1,004	0,967	1,036
331. Filés et tissus	1,019	1,016	1,033	0,904	0,998
332. Habillement	0,927	1,124	0,987	0,991	1,041
333. Bonneterie	0,914	0,958	1,040	0,977	0,963
334. Chaussures	0,879	0,964	1,022	1,000	1,139
335. Jute, chanvre, corderie	0,995	1,046	1,034	0,845	1,007
336. Cuir et pelleterie	0,935	0,889	0,892	1,103	1,110
337. Articles en cuir	1,006	1,045	1,062	0,978	1,116
338. Tapis	1,042	0,960	1,056	0,995	0,882
339. Textiles divers	1,054	0,992	0,946	0,880	0,954

XI. Prix (suite)

Tableau XI.2. Indice des valeurs unitaires des biens importés classés par branche de production (suite) *par année par rapport à l'année précédente*

Branche	2006/05	2007/06	2008/07	2009/08	2010/09
34. Min. non métalliques	1,004	1,060	1,211	0,994	1,009
341. Pierres, sables	1,005	1,073	1,033	0,922	0,996
342. Min.non métalliques	1,011	1,072	1,354	1,033	1,010
343. Ciment et chaux	1,191	1,077	0,962	1,069	0,586
344. Ouvrages en ciment	1,057	1,056	1,108	0,863	1,004
345. Produits céramiques	0,992	1,061	1,040	0,984	1,010
346. Verres et verreries	0,997	1,016	1,063	0,952	1,025
35. Métaux, machines, app.	1,040	1,041	1,062	0,915	1,051
351. Minerais métalliques	1,005	1,147	1,006	0,861	1,485
352. Métaux	1,166	1,164	1,208	0,818	1,139
353. Ouvrages en métaux	0,984	1,044	1,072	0,931	1,005
354. Ouvrage en aluminium	1,144	1,069	1,009	0,777	1,072
355. Machines et appareils	0,991	0,981	1,025	0,907	0,986
356. Appareils électriques	1,029	1,039	1,005	0,950	1,009
357. Matériel de transport	1,005	0,986	1,002	0,961	1,042
36. Bois, caoutchouc, chimie	1,018	1,064	1,114	0,899	1,019
362. Ouvr. en bois sf meubles	1,039	1,122	1,084	0,873	1,050
363. Papier carton	1,011	1,081	1,122	0,839	1,103
364. Pr. Chimiques de base	1,032	1,087	1,111	0,799	1,087
365. Pr. chimiques divers	1,008	1,048	1,114	0,961	0,963
366. Caoutchouc	1,084	1,032	1,114	1,011	1,087
367. Matières plastiques	1,000	1,009	1,169	0,871	1,045
37. Meubles	0,912	1,020	1,062	1,058	1,014
371. Meubles métalliques	0,873	1,049	0,986	1,069	0,967
372. Meubles non métall.	0,932	1,007	1,104	1,053	1,039
38. Produits divers	1,002	1,033	1,012	0,965	0,954
381. Produits des éditions	0,958	0,988	0,986	1,024	0,807
382. Instruments de précision	0,962	1,008	1,006	0,952	0,966
383. Bijoux	1,209	1,173	1,058	0,986	1,062
384. Jouets, instr. de musique	1,044	1,036	1,053	0,970	0,999
385. Pr. non classés ailleurs	1,033	1,071	0,961	0,912	0,994
Total général	1,052	1,078	1,143	0,841	1,082

XI. Prix (suite)

Tableau XI. 3. Indice des taux de change

par année par rapport à l'année précédente

Pays	2006/05	2007/06	2008/07	2009/08	2010/09
Etats-Unis d'Amérique	1,000	1,000	1,000	1,000	1,000
France	1,012	1,090	1,075	0,947	0,953
Chine	1,027	1,050	1,087	1,016	1,009
Italie	1,012	1,090	1,075	0,947	0,953
Allemagne	1,012	1,090	1,075	0,947	0,953
Gde Bretagne	0,999	1,086	0,927	0,844	0,988
Egypte	1,008	1,017	1,037	0,978	0,987
Arabie Saoudite	1,000	1,000	0,998	1,000	1,000
Japon	0,948	0,988	1,139	1,103	0,063
Russie	1,040	1,065	1,025	0,783	1,042
Turquie	0,940	1,102	1,000	0,831	1,031
Brésil	1,113	1,123	1,072	0,910	1,124
Suisse	0,996	1,043	1,111	0,996	1,042
Koweït	1,006	1,021	1,057	0,933	1,006
Syrie	1,000	1,000	1,029	1,008	1,001
Roumanie	1,036	1,155	0,968	1,002	0,959
Belgique	1,012	1,090	1,075	0,947	0,953
Hollande	1,012	1,090	1,075	0,947	0,953
Espagne	1,012	1,090	1,075	0,947	0,953
Corée	1,072	1,029	0,852	1,000	1,098
Emirats Arabes Unis	1,000	1,000	0,999	1,000	1,000
Inde	0,973	1,098	0,946	0,995	1,063
Suède	1,010	1,093	1,029	1,000	1,058
Grèce	1,012	1,090	1,075	0,947	0,953
Malaisie	...	...	...	...	1,059
Thaïlande	1,061	1,178	0,974	1,003	1,084
Ukraine	1,014	1,002	0,960	1,013	1,011
Bulgarie	1,008	1,093	1,065	1,001	0,953
Géorgie	...	...	...	...	0,938
Jordanie	0,100	1,000	0,999	0,999	1,000
Taïwan	0,987	0,992	1,036	1,003	1,049
Argentine	...	...	...	...	0,953
Danemark	...	...	...	...	0,953
Autriche	...	...	...	...	0,953
Bélarus	...	...	...	...	0,932
Total	1,003	1,058	1,043	0,966	0,964

XI, Prix (suite)

Tableau XI. 3. Indice des taux de change (suite)

Coefficients de pondération

en %

Pays	2006/05	2007/06	2008/07	2009/08	2010/09
Etats-Unis d'Amérique	10,8	9,6	9,6	10,9	10,6
France	8,1	7,5	7,4	9,7	6,6
Chine	8,0	8,6	8,6	8,9	9,1
Italie	7,6	9,0	9,0	7,5	7,7
Allemagne	7,0	6,3	6,3	7,6	7,0
Gde Bretagne	4,3	3,8	3,8	3,0	2,9
Egypte	4,0	4,4	4,0	2,6	2,3
Arabie Saoudite	3,2	2,4	2,3	1,9	2,2
Japon	3,0	3,3	3,3	4,1	3,5
Russie	2,8	3,0	3,0	2,6	2,8
Turquie	2,7	3,4	3,4	4,0	3,8
Brésil	2,4	2,4	2,4	2,2	1,5
Suisse	2,3	2,9	2,9	2,5	3,1
Koweït	2,0	2,3	2,2	1,8	1,9
Syrie	1,9	1,7	1,7	1,4	1,8
Roumanie	1,7	1,1	1,0	1,2	1,3
Belgique	1,6	1,5	1,5	1,6	1,4
Hollande	1,6	1,3	1,2	1,5	1,3
Espagne	1,6	1,8	1,8	1,6	1,7
Corée	1,4	1,2	1,4	2,0	1,6
Emirats Arabes Unis	1,4	1,8	1,8	1,6	2,0
Inde	1,3	1,5	1,4	2,0	1,7
Suède	0,5	0,4	0,4	0,6	0,5
Grèce	1,2	1,2	1,2	0,6	1,4
Malaisie	...	...	...	...	0,9
Thaïlande	1,0	1,1	1,0	1,1	1,1
Ukraine	0,8	1,0	1,0	1,4	1,9
Bulgarie	0,8	0,6	0,6	0,3	0,6
Géorgie	...	...	...	...	0,8
Jordanie	0,7	0,7	0,6	1,2	1,3
Taïwan	0,7	0,7	0,7	0,5	0,9
Argentine	...	...	...	...	0,5
Danemark	...	...	...	...	0,5
Autriche	...	...	...	...	0,5
Bélarus	...	...	...	...	0,7
Total	88,1	87,1	86,0	88,3	89,4

